Sous la direction de
Alpha Amadou Bano Barry
PhD sociologie
professeur de sociologie, Université de Conakry, Guinée.

(2006)

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Sous la direction de : Alpha Amadou Bano Barry, Alpha Bacar Diallo et Mohamed Campbel Camare

ÉTUDE SITUATIONNELLE SUR LA FAMILLE EN GUINÉE.

Étude réalisée par l'Observatoire, Université de Conakry, Guinée, juillet 2006, 132 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 1^{er} juin 2007 et reconfirmée le 26 décembre 2007 de diffuser cette étude dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : barybano@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 26 décembre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Sous la direction de : Alpha Amadou Bano Barry,
Alpha Bacar Diallo et Mohamed Campbel Camare

ÉTUDE SITUATIONNELLE SUR LA FAMILLE EN GUINÉE.

Un article publié dans **Nouvelles technologies et société**. Actes du colloque du 45e anniversaire de fondation de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, pp 28-30. Québec: Faculté des sciences sociales, Université Laval, 1985, 306 pp.

Table des matières

[Liste des abréviations](#)

[Résumé](#)

[Introduction](#)

Section I. [Hypothèse](#)

Section II. [Objectifs](#)

[Chapitre I.](#) Démarche de recherche

Section I. [Les outils de collecte](#)

- a) [La recherche documentaire](#)
- b) [Le questionnaire : aspects sociodémographiques de la famille](#)
- c) [Les entretiens individuels et de groupes](#) (focus group)

Section II. [Choix des zones d'enquêtes](#)

Section III. [Sélection des enquêtés](#)

Section IV. [Traitement et analyse des données](#)

[Chapitre II.](#) Revue de la littérature

Section I. [La famille dans la littérature occidentale](#)

Section II. [La famille guinéenne dans la littérature coloniale et des indépendances](#)

Présentation des résultats

[Chapitre III.](#) La famille ancienne a la famille souhait●e

- Section I. [Quelques similitudes et différences](#)
- Section II. [Émancipation des femmes](#)
- Section III. [Transactions matrimoniales](#)
- Section IV. [Habitat conjugal](#)

[Chapitre IV.](#) Comportements et attitudes des parents

- Section I. [Encadrement des enfants et discrimination de genre](#)
- Section II. [Prise en charge des coûts des enfants](#)
- Section III. [Gestion des situations de crise chez les enfants](#)

[Chapitre V.](#) Modernisation et normes traditionnelles

- Section I. [Exposition aux medias](#)
- Section II. [Medias, urbanisation et comportements](#)
- Section III. [Familles, sida et préservatifs](#)

[Chapitre VI.](#) Famille guinéenne et solidarité familiale

- Section I. [Solidarité familiale](#)
- Section II. [Solidarité avec le village](#)

[Conclusions](#)

[Recommandations](#)

[Annexe](#)

[Bibliographie](#)

[Tableau I.](#) Répartition de l'échantillon des populations à enquêter par Préfectures

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Liste des abréviations

[Retour à la table des matières](#)

AIF	Association Internationale sur la Famille ;
UA	Union Africaine ;
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement ;
FMI	Fonds Monétaire Internationale ;
CDE	Convention visant à éliminer la Discrimination à l'égard des enfants ;
CDF	Convention visant à éliminer la Discrimination à l'égard des Femmes ;
FIDA	Fonds Internationale pour le Développement de l'Afrique ;
PREF	Programme de Reformes Economiques et Financières ;
IST	Infections Sexuellement Transmissibles ;
SIDA	Syndrome Immunodéficitaire Acquis ;
UNPFA	Fonds des Nations Unies Pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies Pour l'Enfance.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Résumé

[Retour à la table des matières](#)

La problématique de la famille est constante dans toutes les sociétés. La famille est plus que partout dans le monde, au cœur même des sociétés africaines d'autant plus que "tout en découle et tout y converge". La communauté internationale, dans son ensemble, reconnaît que la famille est l'unité de base de la société et le point de mire de toutes les préoccupations relatives au développement durable. C'est ce qui justifie que l'Assemblée générale des Nations Unies ait proclamé l'année 1994 comme celle de l'Année Internationale de la Famille, et le 15 mai de chaque année comme la Journée Internationale de la Famille afin de sensibiliser davantage les gouvernements, les décideurs et le public aux questions relatives à la famille.

Consciente de l'enjeu familial, la Guinée, s'est dotée d'un ministère en charge de la famille qui a pour mission d'assurer la promotion et la protection de la famille. C'est pour assurer ce mandat que le MASPFE, en application des recommandations des résolutions de l'Union Africaine, et avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Population, a initié la présente étude.

Première du genre par son envergure et les dimensions prises en compte, la présente étude, réalisée par une équipe de recherche de l'Observatoire **de Sociologie de l'université de Sonfonia/Conakry**,

s'est fixée comme objectif principal de contribuer à une meilleure connaissance de la famille guinéenne a travers :

- a. Son Profil;
- b. Ses Caractéristiques;
- c. Les effets de la modernisation sur :
 - 1. L'encadrement des enfants au sein des familles ;
 - 2. Les transactions matrimoniales au sein des familles ;
 - 3. La solidarité des membres de la famille (indigents, handicapés, personnes âgées, citadins et ruraux, etc.).

Pour atteindre ces objectifs, nous sommes partis de l'hypothèse que : La Famille guinéenne est un syncrétisme culturel ou bien que les valeurs traditionnelles soient revisitées par des considérations et des influences nouvelles, reste ancrés dans des logiques qui perpétuent les gestes, les habitudes et les principes du passé. Cette hypothèse, pour être opérationnelle, a été transformée en indicateurs. Parmi ces indicateurs, nous avons mis l'accent sur :

- 1. Primauté des aînés dans la régulation familiale ;
- 2. Domination des hommes sur les femmes par l'accès à l'héritage et le droit à l'expression ;
- 3. Contrôle de la famille sur les transactions matrimoniales ;
- 4. Obligation de solidarité pour les actifs envers les inactifs et les parasites ;
- 5. Obligation des citadins envers les ruraux ;
- 6. Éducation des enfants en fonction du sexe;
- 7. Perception que les anciens ont fait les jeunes et les femmes aient acquis un statut de contestation plus important;
- 8. **Persistance de croyances qui font du mariage le principal lieu de procréation et de manque de composantes matrimoniales;**
- 9. Prise de conscience de l'effritement progressif de la solidarité familiale.

Pour vérifier cette hypothèse, la démarche de recherche utilisée a combinée des instruments qualitatifs (recherche documentaire et en-

tretien) et quantitatifs appuyés d'un questionnaire sociodémographique.

Dans le cadre de la recherche documentaire, deux catégories de documents ont été particulièrement collectés : les actes juridiques relatifs à la famille dont la Guinée est signataire et les études réalisées sur la famille en Guinée (écrits coloniaux, monographies, mémoires, thèses, ouvrages et rapports de recherche).

Dans le cadre du questionnaire, nous avons cherché à cerner le portrait démographique et socioculturel des familles. Des dimensions comme la composition par âge, par sexe, par structuration matrimoniale, les activités économiques, l'habitat et le niveau d'instruction, les liens entre conjoints, la charge familiale et le parasitisme ainsi que la langue d'échanges linguistiques intra et extra familiale ont été collectées.

Dans le guide d'entretien individuel et de groupe, les thèmes abordés portant sur les comportements et les attitudes des parents vis-à-vis des enfants, les changements sociaux à la suite des effets de la modernisation, les survivances traditionnelles et la solidarité familiale et son poids sur les solidarités primaires ont été collectés.

Pour collecter les données, nous avons ciblé 13 préfectures qui correspondent à des aires culturelles essentielles en Guinée. L'aire Sous-sou est représentée par les préfectures de Forécariah et, dans une moindre mesure, de Kindia. L'aire Nalou, Baga, Landouma et Mikhi-foré est représentée par la préfecture de Boké. Les préfectures de Labé et Mamou représentent l'aire Peul et Koundara représente l'aire Koniaqui, Bassari, Badiarankhé et Foulacounda. Les préfectures de Kankan et Siguiri représentent l'aire Malinké et Dinguiraye l'aire du brassage Malinké, Peul et Toucouleur. Chacune des préfectures de la Guinée Forestière représente une aire culturelle spécifique.

Dans ces préfectures citées, le premier principe est celui de la représentativité égale entre le milieu rural et celui urbain. Le principe a consisté à interroger 15 ménages en milieu urbain et le même nombre en milieu rural.

Le second principe est celui de la représentativité des différentes catégories de familles. Chaque équipe a interrogé **quatre familles** élargies (un père avec ses épouses et des fils mariés qui sont sous l'autorité du grand-père, ou encore un chef de famille aîné qui vit sous le même toit que ses frères mariés et qui assure la fonction de chef de famille), **dix familles polygames**, **trois familles monoparentales** dirigées par une femme (l'époux a voyagé, l'époux est décédé et/ou la femme est divorcée), **deux familles recomposées** (dans l'une, la femme habite avec son nouveau conjoint et les enfants du précédent mariage, et dans l'autre, l'homme vit avec une femme et les enfants de sa première union), **cinq familles nucléaires** (un homme, son épouse et un à quatre enfants), **six familles monogames**.

Le traitement des données a été de nature quantitative et qualitative. Après l'enregistrement des données quantitatives, celles-ci ont été soumises à la codification (affecté un code à chaque réponse) et à la saisie des données sur le logiciel Modalisa. Ce logiciel d'analyse de données permet d'assurer les croisements entre les variables indépendantes et dépendantes. C'est à partir de ce logiciel que l'équipe de recherche a produit le profil sociodémographique des familles enquêtées.

Une autre opération de traitement et d'analyse des données a été faite à partir des données des entretiens individuels et de groupe. Sur le terrain même, les agents enquêteurs ont procédé, au jour le jour, de préférence le soir de chaque jour, à la transcription manuscrite des données collectées durant la journée. Cette disposition a été prise pour assurer une minimisation des pertes d'informations.

Au retour des équipes de collecte à Conakry, les manuscrits des entretiens ont été saisis dans un logiciel dénommé NudisVivo d'analyse qualitative. Ce logiciel a permis le regroupement des idées clés contenues dans chaque entretien afin d'établir leur fréquence et leur récurrence. Cette opération a été complétée par le regroupement des idées clés par catégories thématiques et le regroupement des informations par points de convergence et de divergence. Ces deux opérations ont permis une description des principaux résultats et leur mise en corrélation avec les objectifs de l'étude. Les informations collectées qui ont

été collectées et traitées par l'ensemble des procédés ci-dessus ont été soumises à une analyse de contenu simple.

Au terme de la collecte des données et de leurs analyses, permettez-moi de vous présenter les principaux résultats et les recommandations qui en découlent. Les données indiquent qu'il n'y a pas un type de famille en Guinée. Des nouvelles réalités sont entrain de prendre forme. Par exemple, à la polygamie à résidence partagée se substitue une polygamie avec des chefs de famille sans domicile fixe et même légal. On note aussi une monogamie avec domicile séparé et parfois par des milliers de kilomètres. Des nouveaux chefs de famille qui ont l'âge d'aller à l'école sont aussi une réalité actuelle.

Dans toutes les familles où le chef de famille est un homme, la place de celui-ci est centrale. Il est le pourvoyeur principal des ressources de la famille. Il s'occupe, même s'il ne finance pas intégralement, de tout ce qui est relatif aux besoins vestimentaires, alimentaires, scolaires et de santé des enfants.

L'époux et les autres hommes (les frères et le premier fils) assument les principales décisions au sein de la famille. Le père est celui qui, dans la presque totalité des cas, prend les décisions concernant l'éducation des enfants. C'est également lui qui décide de la mise des enfants à l'école. Il arrive que le point de vue de l'épouse soit important et même déterminant lorsqu'il s'agit de la mise à l'école des filles.

L'époux est habituellement celui qui règle, ou du moins, tranche toutes les situations de crises. Il est aussi celui qui sanctionne lorsque ses enfants ont des problèmes dans le quartier. Le poids financier du père apparaît comme un atout qui fortifie son statut et ses possibilités de décider, principalement, de l'éducation des enfants et les grandes orientations de la famille.

La participation des épouses dans l'économie familiale est, plus souvent qu'autrement, faible en valeur monétaire mais forte, en terme de participation continue et en effort domestique. Les épouses ne font pas seulement les travaux domestiques, elles sont impliquées dans diverses activités économiques extraconjugales comme le commerce,

les études et les emplois salariés, de sorte qu'elles ne sont plus toujours à la maison. C'est aussi à la femme, l'épouse, que revient d'effectuer les déplacements associés à la prise en charge des enfants (école, hôpital et achats de toutes sortes). De plus en plus, les enfants cessent d'être des contributeurs à l'alimentation de la famille, surtout parmi ceux qui vont à l'école. Et ceci est nouveau. L'épouse n'est directement touchée par les enfants que quand le problème en question relève de l'intimité de ceux-ci et surtout des filles.

Les données relèvent que l'épouse n'intervient pleinement, seule, dans la mise en application des décisions relatives à l'éducation des enfants qu'en cas de problème. C'est aussi elle qui est rendue responsable des fautes commises par ses enfants dans la plupart des cas et parfois elle doit partager les sanctions avec sa fille fautive. Car le plus souvent, elle est considérée comme la complice de ses filles et comme telle l'expulsion de la fille du foyer paternel s'accompagne de sa mère. Ce type de responsabilité a, entre autres conséquences, de créer une psychose de la mère qui est alors constamment en alerte surtout en ce qui concerne l'encadrement de ses filles. Dans ces conditions, les données révèlent que ce sont les enfants qui font la détresse de l'épouse en cas de faute, mais c'est aussi eux qui font sa rédemption dans le cas de leurs réussites

Les données indiquent clairement un effritement de l'autorité des parents sur les enfants. Les parents ont, de plus en plus, de la difficulté à asseoir leur autorité. La plupart des chefs de famille se plaignent de la prise de parole intempestive de leurs enfants, du refus d'obéissance et de l'exécution différée des ordres et autres commissions. Plusieurs facteurs pourraient expliquer une telle situation. Les parents, eux-mêmes, pensent que le manque de respect dont ils se sont rendus coupables vis-à-vis de leurs parents explique le comportement de leurs enfants à leurs endroits. Cette explication du sens commun postule que chaque acte provient par un acte précédent dans une logique compensatoire de grands-parents à petit-fils avec le père comme intermédiaire.

Le faible accès des chefs de famille à un revenu régulier et suffisant expliquerait une telle situation. On peut constater dans les propos des parents interrogés que le fait de ne pas être en mesure, en raison

des contraintes financières, de subvenir à tous les besoins des enfants, au moment où ils les sollicitent, explique, en grande partie, l'insoumission des enfants. La crise d'autorité entre parents et enfants est d'abord un divorce qui naît souvent du désir des parents de se servir des normes anciennes pour des générations actuelles. Mais c'est aussi une crise liée à la paupérisation des populations dans un environnement urbain où les sollicitations matérielles sont nombreuses et difficilement accessibles.

Par rapport à l'utilisation des préservatifs et du SIDA, les résultats de la recherche montrent qu'on peut distinguer deux catégories d'attitudes de la part des parents face à la question du SIDA et de l'utilisation des préservatifs. Il y a la grande majorité des parents qui ne parlent jamais de SIDA, ni de préservatif ou encore moins de sexualité avec leurs enfants au nom de la pudeur, des coutumes et de la religion. Face à ces parents, la sexualité et le SIDA sont des sujets qui continuent à relever du domaine du tabou. Pour plusieurs d'entre eux, parler de préservatif à leurs enfants consiste à ouvrir la voie à de la sexualité précoce. Ces parents préfèrent donc ne pas en parler, même s'ils sont presque tous conscients du fait que les enfants connaissent et utilisent les préservatifs.

Les résultats montrent que la connaissance des préservatifs par les jeunes n'a aucune influence sur leurs habitudes à les utiliser. Le préservatif est d'abord et surtout un moyen pour éviter une grossesse non voulue mais pas un instrument pour se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles.

Les données révèlent aussi qu'à l'intérieur de la famille, c'est à la mère que reviennent les communications par rapport au SIDA et aux préservatifs. Considérées comme responsable de la réussite ou de l'échec de leurs enfants et surtout de leurs filles, les épouses sont, pour le peu qui se fait, celles qui parlent aux enfants des questions de préservatif et de SIDA.

Comme on l'avait présumé, le mariage est et reste le cadre privilégié de la procréation. La transaction matrimoniale commence, plus souvent qu'autrement, dès l'enfance. Ces transactions sont des intentions familiales qui demandent à être confirmées par des fiançailles

qui sont des engagements contraignants, certes, mais qui peuvent se disloquer si les espoirs placés en chacun des prétendants ne se confirment pas.

Les transactions matrimoniales sont un domaine partagé. Si la lignée masculine décide officiellement de la fille avec laquelle leurs garçons se marient, il appartient aux femmes (la mère, les sœurs et les tentes) d'entreprendre les démarches. L'éducation et l'appartenance familiale (« bonne mère ») de la fille sont des critères de son choix. Les alliances que le mariage pourrait procurer à la famille sont aussi des paramètres qui déterminent l'implication des parents dans le mariage des enfants.

Les données indiquent aussi que la dote reste encore une composante essentielle pour sceller le mariage. Les données indiquent qu'il n'existe pas une dote, mais des dotes. Si la signification reste toujours la même dans toutes les communautés guinéennes, le contenu est fonction du milieu et même des acteurs impliqués.

Les données indiquent aussi que la possibilité de procréer avant la célébration du mariage est une pratique acceptée dans certaines communautés. Même dans les communautés où la procréation avant le mariage est interdite, il arrive aussi, et c'est plus courant qu'on ne le dise dans la quasi totalité des familles guinéennes, que l'acte conjugal précède le mariage et la dote renvoyée à des lendemains meilleurs. C'est le cas des personnes qui se marient à leur amant et/ou amante.

La famille guinéenne actuelle, comme celle du passé, est et reste nombreuse avec une moyenne de plus de 7 personnes. Les données suggèrent que l'on rencontre deux types de solidarité dans les familles guinéennes : **la solidarité cérémoniale** et **la solidarité quotidienne**. La solidarité cérémoniale est circonstancielle et n'a lieu qu'à l'occasion d'événements comme le mariage, le décès, les fêtes religieuses et autres manifestations sociales. Ce type de solidarité implique tous les membres de la famille et s'avère plus active.

Les données indiquent, qu'en dépit de la faiblesse des ressources de la quasi-totalité des familles interrogées, la famille guinéenne est le premier et le dernier rempart face aux difficultés des membres. La fa-

mille est d'abord le lieu où on trouve un repas, même insuffisant mais toujours précieux. C'est aussi le premier lieu et le plus sûr où l'on peut trouver un lit en perdant la possibilité de se loger par soi même. C'est aussi au sein de la famille que l'on peut trouver les frais pour les soins, l'appui pour les handicapés et les personnes âgées et surtout l'aide à l'insertion socioprofessionnelle.

La générosité de la famille guinéenne va plus loin, car les familles guinéennes interrogées donnent un toit, un repas, bref une hospitalité à plus de 6% de personnes, en moyenne, qui n'ont aucun lien de parenté avec le couple familial. Cette générosité est surtout forte en Basse Guinée et, dans une moindre mesure, en Haute Guinée et à Conakry. Dans cette ville, on rencontre le plus grand nombre de familles qui hébergent et nourrissent des personnes qui n'ont aucun lien avec les autres membres de la famille, notamment le couple.

Cette aide ne va pas sans problèmes. Les pressions qui pèsent sur les familles sont très fortes. Les membres qui réussissent matériellement sont sous une pression forte pour satisfaire aux demandes multiples et continues des membres de la famille. L'ordonnance médicale, l'hospitalisation, l'habillement et les multiples autres charges de la vie quotidienne sont les demandes courantes des moins nantis (les plus nombreux) de chaque famille.

Cette pression est d'autant plus forte que, de nombreuses familles guinéennes ont des malades chroniques ou des handicapés parmi les leurs. La prise en charge de ces personnes malades constitue un véritable goulot d'étranglement pour bon nombre de ces familles. Les deux problèmes que les familles rencontrent dans cette prise en charge des handicapés chroniques résultent de la faiblesse des ressources familiales et du caractère récurrent des soins. Et la plupart des structures sanitaires de l'intérieur du pays sont très peu outillées pour les personnes âgées, les handicapés et les malades chroniques. Face à cette réalité, quelques pistes d'actions surgissent :

A. Redonner de la place à la famille guinéenne dans :

1. La lutte contre la pauvreté;
2. La lutte contre le VIH/SIDA

- B. Initier des fonds de solidarité et d'aide à l'entrepreneuriat familial qui financerait:
 - 1. La formation d'un membre par famille pour les familles en situation d'extrême pauvreté ;
 - 2. L'accès au crédit d'un membre par famille pour les familles en situation d'extrême pauvreté ;
- C. La création d'une mutuelle de santé familiale qui prendrait en compte les familles nombreuses, pauvres avec des personnes âgées et les handicapées.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L'enjeu familial est crucial pour tous les individus et tous les pays du monde. Durkheim (1988 :24) constatait que :

Ces questions nous touchent de si près que nous ne pouvons nous empêcher d'y mêler nos passions. Les uns vont chercher dans la famille d'autrefois des modèles qu'ils proposent à notre imitation [...] Le but des autres est au contraire de faire ressortir la supériorité du type actuel et de nous glorifier de nos progrès.

Quand les familles cessent de mettre au monde suffisamment d'enfants, que les couples divorcent ou que les adolescents agressent les parents, les enseignants et autres personnes âgées, l'État et les chercheurs (démographes, philosophes, psychologues, sociologues et économistes) crient à la catastrophe. On a aussi coutume de le dire, et les recherches l'attestent, que la famille est plus que partout dans le monde, au cœur même des sociétés africaines et "tout en découle et tout y converge" (Ferry, 1978 et Loch, 1988b, cités par Wakam 1996 et Rwengué Mbourano, 1997). Elle est le lieu souhaité de la procréation, celui de l'éducation des enfants, de repli pour les membres en difficultés et le lieu où s'exprime la réussite sociale.

Si les chercheurs sont partagés entre la description de la réalité et le cri de cœur relayé par la presse avec des clichés sur la dislocation de la famille et son dépérissement, les instances des organisations internationales s'inscrivent dans la promotion de la famille. C'est le cas des conférences internationales sur les femmes et/ou la population, notamment celles des années 90 (la plate-forme d'action de Beijing, la conférence internationale sur la population et le développement (CIPD/1994) ainsi que dans la déclaration de Dakar/Ngor) sont convenues de l'importance de la famille en tant qu'unité de base de la société et, par conséquent, sa nature centrale à toute stratégie viable de développement. Tous les acteurs du développement en Afrique conviennent, qu'en dépit de la situation socio-économique, démographique et politique dans laquelle se trouvent les familles africaines, la famille en Afrique est d'une importance vitale en raison de l'appui en matière de survie, mais aussi du point de vue social et psychologique, surtout dans les situations difficiles.

Partant de cette évidente réalité et d'autres considérations d'ordre socio-économique, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans ses résolutions 44/82 du 8 décembre 1989 et 47/237 du 20 septembre 1993, a insisté sur l'importance de la famille. Le sommet mondial sur les enfants de 1990 a, aussi, mis en exergue la grande importance de la famille en indiquant qu'une famille harmonieuse reste le cadre approprié pour la survie, la protection et le développement de l'enfant. Dans l'Agenda 21, la Déclaration de Rio de 1992 a exhorté les gouvernements à proposer et à appliquer des lois qui protègent les femmes de toute forme de violence et à mettre en œuvre des programmes relatifs à la paternité/maternité responsable. Le Plan d'Action de la Déclaration de Vienne de 1993 a inscrit dans ses préoccupations la protection des membres de la famille en raison du rôle positif que les familles jouent dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

Dans le Programme d'Action du Caire de 1994, il a été souligné le rôle que la famille devrait jouer, signifier le respect que l'on devrait accorder à ses structures. En 1995, à Copenhague, la communauté internationale reconnaît le rôle de premier plan de la famille dans les efforts de développement, et exhorté les gouvernements à adopter des mesures visant à éliminer les inégalités dans la famille. A Istanbul

(1996), un agenda est négocié et adopté. Celui-ci stipule que l'habitat salubre est un droit pour toutes les familles. De même, le droit de la famille de bénéficier d'une protection globale et d'un accès aux services de base a par ailleurs été réaffirmé. Dans l'ensemble, la communauté internationale reconnaît que la famille est l'unité de base de la société et le point de mire de toutes les préoccupations relatives au développement durable. C'est ce qui justifie que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'année 1994 comme **Année Internationale de la Famille**, et le 15 mai de chaque année comme la **Journée Internationale de la Famille** afin de sensibiliser davantage les gouvernements, les décideurs et le public aux questions relatives à la famille.

En 2004, les Nations Unies ont organisé à Cotonou (République du Bénin) une conférence sur la famille. Lors de celle-ci les stratégies pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan d'action sur la famille en Afrique ont été adoptées. Dans cet ordre d'idées, l'acte constitutif de l'Union Africaine (UA) a aussi exprimé la détermination de relever les défis à facettes multiples auxquels les continents et les peuples sont confrontés, en raison des changements socio-économiques et politiques qui se produisent dans le monde.

Ces changements sont perceptibles dès la période coloniale avec l'introduction de l'économie de traite (arachide, coton et caoutchouc) et la monétarisation de la vie économique avec l'introduction du salariat. Les effets de ces nouvelles règles ont, dès les premières décennies de l'intrusion coloniale, commencé à bouleverser les relations entre les groupes humains, à modifier les hiérarchies sociales, à affecter la structuration et le fonctionnement de la famille, à influencer sur les stratégies individuelles et collectives, à transformer les esprits et à agir sur les représentations.

À ces effets, il faut ajouter, dans le cas de la Guinée, les conditions spécifiques de l'indépendance (brutale rupture avec la France, ouverture au bloc de l'Est) et le contexte propre à la 1^{ère} République qui ont mis en cause les anciens repères (suppression de l'esclavage, remise en cause des castes et dévoilement des sociétés secrètes) et accéléré un certain nombre d'évolutions (émancipation des femmes et grande autonomie des jeunes). De même, l'économie étatique de la 1^{ère} Répu-

blique et le durcissement du contrôle social et politique, les vagues successives de répression ont contribué à façonner la société guinéenne et du coup affecté les normes et le fonctionnement du tissu familial.

À partir de 1985, suite au changement de régime, le Gouvernement en collaboration avec les bailleurs de fonds (FMI/IDA), a entrepris un ambitieux programme de réformes économiques et financières (PREF) qui visait à : (i) réduire le poids de l'État dans la conduite des activités économiques ; (ii) redéfinir et renforcer son rôle dans l'orientation de la politique économique, (ii) promouvoir le secteur privé. Si l'application du PREF a permis d'enregistrer des résultats encourageants dans maints domaines, au plan social, la dévaluation de la monnaie nationale a provoqué des tensions inflationnistes qui ont affecté le marché de biens et services de base tout en aggravant l'état de pauvreté des familles. De 1994 à 2003, la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 40% à près de 50%. Cette extrême pauvreté contribue fortement à la baisse de l'autorité parentale, l'affaiblissement de la solidarité traditionnelle, l'accroissement du nombre de divorces, d'enfants abandonnés, le recours à la prostitution, et la recrudescence de la délinquance juvénile dont la consommation de la drogue et du coup, l'on assiste à la progression du grand banditisme, à la criminalité, au viol, et la prolifération des Infections sexuellement transmissibles (IST) dont les VIH/SIDA.

À ce contexte socio-économique difficile s'ajoutent les conséquences liées à la modernisation, à la guerre civile répétée dans certains pays frontaliers de la Guinée à partir des années 1990, et aux attaques rebelles dont le pays a été victime en 2000 dans sa partie sud. Ces phénomènes engendrent des mouvements migratoires contraignants des millions d'individus à se déplacer vers d'autres régions ou pays se traduisant ainsi par la dislocation des familles. On assiste alors à la mise en place de nouveaux types de familles (famille nucléaire, monoparentale, enfant chef de famille, femmes chef de ménage etc.). Partant de cette problématique alarmante, plusieurs questions surgissent. Dans l'ordre de ces questions, **il apparaît urgent de chercher à comprendre les effets de la modernisation (scolarisation, urbanisation, médias) et le contexte économique et politique d'après les**

indépendances sur les familles¹ guinéennes. Spécifiquement, il sera question de chercher à comprendre les effets de la modernisation et des mutations socioéconomiques (libéralisation de l'économie, réduction des emplois dans le secteur public, invasion rebelle, MST/SIDA) sur :

1. L'encadrement des enfants au sein des familles ;
2. La transaction matrimoniale au sein des familles ;
3. La solidarité des membres de la famille (indigents, handicapés, personnes âgées, citadins et ruraux, etc.) ;
4. La perception des populations sur la signification de la famille.

Toutes ces interrogations doivent permettre d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes à la fois efficaces et efficients, destinées à améliorer les conditions de vie des populations.

Bien avant la présente étude, la Guinée a ratifié des déclarations, chartes et conventions visant à éliminer toute discrimination à l'égard des enfants (CDE), des femmes (CDF), des personnes âgées et des personnes handicapées. La Guinée a aussi participé activement aux rencontres internationales sur la famille notamment :

- La conférence panafricaine de la famille (Casablanca, 1988) ;
- La conférence internationale sur la politique familiale globale et droit des familles au présent et à l'avenir (Moscou, 1990) ;
- La conférence mondiale de la famille arabe et africaine (Benghazi, 1990) ;
- La conférence mondiale préparatoire des Nations Unies pour l'année internationale de la famille de l'Afrique et de l'Asie occidentale (Tunis, 1993) ;
- Le sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995) ;

¹ En choisissant le pluriel pour désigner notre objet d'étude (famille), nous présumons qu'il n'y a pas une famille en Guinée mais une pluralité de réalités au sein de cette unité sociale.

- Le deuxième sommet mondial sur le vieillissement (Madrid, 2003).

À la suite de la conférence mondiale sur les femmes à Beijing (Chine), la Guinée a changé la dénomination du Ministère en charge des questions sociales et à créer une division au sein de ce ministère en charge de la promotion de la famille. Ce ministère s'est vu confié les tâches suivantes :

- a. Assurer la promotion et la protection de la famille ;
- b. Prévenir la délinquance, la toxicomanie et la désunion de la cellule familiale ;
- c. Élaborer des projets de texte de lois régissant la famille ;
- d. Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur :
 - 1. Les droits de la famille ;
 - 2. L'allaitement maternel ;
 - 3. La prévention des IST/SIDA au sein de la famille ;
 - 4. L'organisation et la célébration de la journée internationale de la famille (le 15 mai de chaque année) et de la journée internationale des familles et des personnes âgées (26 octobre).

Dans le cadre de ce mandat, le Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine et de l'Enfance a initié depuis 1990 la rédaction d'une série de textes de lois. C'est notamment le cas du code des personnes et de la famille. Ce texte, qui doit être intégré au code civil guinéen, est le cadre qui régit les rapports entre les époux, les enfants et les parents. Des efforts sont aussi en cours pour mieux assurer la protection des personnes handicapées, les personnes âgées et les enfants.

La présente étude est donc la première du genre sur la famille en Guinée dans ce qu'elle a de permanence et de rupture. Dans les pages qui suivent, le lecteur trouvera successivement les hypothèses, les objectifs et la démarche de recherche utilisée. Dans la seconde partie de ce document, les principaux résultats sont présentés à l'intérieur de quatre chapitres.

SECTION I. HYPOTHÈSES DE L'ÉTUDE

[Retour à la table des matières](#)

L'étude sur l'analyse situationnelle de la famille en Guinée, première du genre par son ampleur, présume que la famille guinéenne (de l'année 2005) est un syncrétisme culturel où les valeurs traditionnelles sont revisitées par des considérations et des influences nouvelles tout en restant ancrées dans des logiques qui perpétuent les gestes, les habitudes et les principes.

Cette étude sur la famille guinéenne postule que la famille guinéenne ressemblerait dans ses fondements à celle ancienne :

- Primauté des aînés dans la régulation familiale ;
- Domination des hommes sur les femmes par l'accès à l'héritage et le droit à l'expression ;
- Contrôle de la famille sur les transactions matrimoniales ;
- Obligation de solidarité pour les actifs envers les inactifs et les parasites ;
- Obligation des citadins envers les ruraux ;
- Éducation des enfants en fonction du sexe.

En même temps, cette étude présume que :

- Les très anciens trouveraient que les jeunes et les femmes ont acquis un statut de contestation plus important ;
- Le mariage reste le lieu principal de procréation mais que les composantes de la transaction matrimoniale ont changé et que ;
- L'acceptation de la prise en charge de la solidarité familiale s'effrite de plus en plus.

SECTION II. OBJECTIF DE L'ÉTUDE

[Retour à la table des matières](#)

L'étude a pour objectif de contribuer à une meilleure connaissance de la famille guinéenne en identifiant le profil socioculturel type des familles et en évaluant l'impact de la modernisation sur les comportements et les attitudes des familles vis-à-vis des normes culturelles traditionnelles.

Les objectifs spécifiques de cette étude sont les suivants :

- Répertorier les types de comportements et attitudes des parents vis-à-vis des enfants ;
- Décrire les perceptions et les attitudes des populations vis-à-vis de la famille guinéenne actuelle ;
- Identifier les éléments de stabilité de la famille guinéenne ;
- Formuler des recommandations en vue d'améliorer la situation actuelle de la famille guinéenne

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Chapitre I

Démarche de la recherche

[Retour à la table des matières](#)

La démarche utilisée dans le cadre de la présente recherche est combinatoire avec un volet qualitatif (recherche documentaire et entretien individuel et de groupe) et un volet quantitatif (questionnaire famille). Pour rendre opérationnelle la présente recherche, il a fallu procéder au découpage de la Guinée en fonction des aires socioculturelles, établir des principes de sélection des répondants et procéder au traitement et à l'analyse des données.

SECTION I. LES OUTILS DE COLLECTE

Les outils de collecte des données sont au nombre de trois : la recherche documentaire, le questionnaire et les guides d'entretien (individuels et de groupe).

a) LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE ²

La première phase de la présente recherche a porté sur une recherche documentaire. Celle-ci a été effectuée par un consultant associé et a porté sur deux catégories de documents : les actes juridiques relatifs à la famille dont la Guinée est signataire et les études réalisées sur la

² La recherche documentaire a eu lieu durant six mois, soit de juillet à décembre 2005.

famille en Guinée (écrits coloniaux, monographies, mémoires, thèses, ouvrages et rapports de recherche). Toutefois, le cadre de référence principal est resté le rapport de l'UNPFA sur la famille en Afrique.

Les actes juridiques ont permis de faire l'inventaire de la réglementation en matière de famille et de vie familiale. La plupart de ces documents ont été mis à la disposition de l'équipe de recherche par la Direction Nationale de la Promotion et de la Protection Sociale. Une analyse détaillée des documents juridiques a permis de dresser l'état des lieux sur la législation dans le domaine de la famille, d'extraire les axes à soumettre à des amendements et de suggérer de nouvelles dispositions pour renforcer et consolider la famille et ses rôles.

Les monographies, les revues, les mémoires et les thèses sont la deuxième catégorie de documents consultés. Les documents consultés sont ceux ayant des thématiques en rapport avec l'organisation et le fonctionnement des entités sociales guinéennes, la vie familiale et les facteurs qui les structurent et les affectent. C'est le cas du mariage, du divorce, des rites initiatiques, de l'aide aux personnes âgées et handicapées et des groupes d'âge (*Sèrè*). Le détail des ouvrages consultés se trouve dans la Revue de la littérature.

b) LE QUESTIONNAIRE : ASPECTS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DE LA FAMILLE ³

[Retour à la table des matières](#)

Le questionnaire famille est destiné aux chefs de famille. Cet outil vise à broser le portrait démographique et socioculturel des familles. Des dimensions démographiques comme la composition par âge, par sexe, par structuration matrimoniale, les activités économiques, l'habitat et le niveau d'instruction seront centralisés. Dans le domaine socioculturel, le questionnaire chef de famille met l'accent sur la scolarisation des enfants, les liens de « sang » entre conjoints, la charge familiale et le parasitisme ainsi que la langue d'échanges linguistiques

³ La collecte des données (Questionnaire, entretien individuel et focus group) a duré 30 jours pratiquement à l'intérieur du mois de septembre 2005.

intra et extrafamiliale. Le fonctionnement du marché matrimonial, la propriété de la terre, l'héritage, les alliances entre les familles, les liens entre les familles des villes et leurs membres villageois ont été explorés.

c) LES ENTRETIENS INDIVIDUELS ET DE GROUPES (FOCUS GROUP)

Dans la présente recherche, les entretiens individuels et de groupe sont semi-directifs. Le guide d'entretien individuel et de groupe est une liste de thèmes. Les thèmes abordés portent sur les comportements et les attitudes des parents vis-à-vis des enfants, les changements sociaux à la suite des effets de la modernisation et les processus d'acculturation, les survivances traditionnelles et la solidarité familiale et son poids sur les solidarités primaires.

Les enquêteurs, au nombre de six, ont procédé, lors des entretiens individuels et de groupes, à l'enregistrement sonore sur des dictaphones prévus à cet effet. Ces données enregistrées sur dictaphone et transcrites, au jour le jour, ont été consignées dans des manuscrits pour éviter des pertes substantielles d'informations. Les deux chefs d'équipe ont veillé à la qualité de cette opération et à l'archivage correct des manuscrits avec les cassettes correspondantes. C'est sur la base de ces données que le consultant a produit le présent rapport.

SECTION II. CHOIX DES ZONES D'ENQUETES

[Retour à la table des matières](#)

Le choix des enquêtés pour les entretiens individuels s'est fait en tenant compte de deux paramètres : les aires socioculturelles de la Guinée et la typologie des familles (élargie, monoparentale, recomposée, nucléaire, etc.) que l'on rencontre dans le pays.

La Guinée couvre une zone géographique (relief, climat, hydrographie et végétation) très variée. Cette diversité géographique se double d'une diversité linguistique, culturelle et sociale. On peut dire que chaque région naturelle, à l'exception notable de la Guinée Forestière, se caractérise par l'existence de deux aires socioculturelles. La principale aire couvre la quasi-totalité de la région et la seconde se trouve dans les limites extrêmes de la région.

Ainsi, il est possible de dire que la zone côtière se caractérise par deux aires socioculturelles qui se recoupent et parfois se chevauchent. Il y a la zone à forte dominance soussou (de Forécariah à Boffa en englobant les préfectures de Coyah, Dubréka et Fria) et la zone de rencontre et de partage des préfectures de Boké et de Kindia.

La région naturelle de la Moyenne Guinée se divise aussi en deux aires socioculturelles : l'aire à forte dominance Peul (le plateau continental du Fouta de Mamou à Labé) et les aires de rencontre et de partage que sont les préfectures de Koubia (Peul et Dialonka), Mali (Peul et Dialonka), Koundara (Peul, Conagui, Bassaris et Badiaranké), et Gaoual (Peul et Diakanka).

La même configuration est observable en Haute Guinée où l'aire principale est Malinké et l'aire secondaire se partageant entre la zone Malinké-Konianké, Malinké-Djalonka, Malinké-Kissien, Malinké-Peul et Malinké-Toucouleur. La Guinée Forestière se caractérise, de son côté, par des aires éclatées ou on peut distinguer l'aire Kissi, celle Toma et celle Kpèlè.

À ces paramètres culturels, il faut ajouter des effets de la modernisation et de la réalité nouvelle. Les invasions rebelles en 2001 dans les préfectures de Forécariah, Guéckédou et à Macenta et leur cortège de mouvements de populations sont des paramètres qui pourraient affecter la famille. De même, l'exploitation industrielle des mines de Bauxite à Boké, Fria et de l'or à Siguiri est une dimension à ne pas négliger. La réorganisation administrative, avec notamment la mise en place des régions administratives, pourrait avoir affecté la structuration des familles urbaines.

En tenant compte de tous ces paramètres, et partant du principe que dans l'entretien le nombre de personnes à interviewer découle du principe de la saturation⁴ (autour de 60 personnes) et dépend de la représentativité sociologique et n'on pas statistique, nous avons estimé qu'il est possible de réaliser trente entretiens individuels par préfecture (15 en milieu urbain et 15 en zone rurale). Les préfectures choisies le sont en raison du fait qu'elles sont des chefs lieux des régions administratives, mais aussi et surtout elles sont représentatives de l'homogénéité et de la diversité ethnique et culturelle de la Guinée. Ainsi, Siguiri est la préfecture la plus densément habitée en Haute Guinée. Elle est aussi une région aurifère, suscitant une forte migration masculine et une recomposition certaine de la famille. Forécariah et surtout Guéckédou sont des préfectures qui ont connu des mouvements de populations intenses en raison de l'arrivée des réfugiés et de la guerre en 2000 et 2001. Le cosmopolitisme est le fait des préfectures de Koundara, Boké, Mamou, Dinguiraye et Kindia. De fortes minorités ethniques sont présentes à N'Zérékoré. Une plus grande unicité ethnique caractérise les préfectures de Kankan, Macenta et Labé.

De plus et surtout, chaque préfecture (ou groupe de préfectures) choisie est représentative d'une aire socioculturelle. L'aire Soussou est représentée par les préfectures de Forécariah et, dans une moindre mesure, de Kindia. L'aire Nalou, Baga, Landouma et Mikhiforé est représentée par la préfecture de Boké. Les préfectures de Labé et Mamou représentent l'aire Peul et Koundara représente l'aire Konia-gui, Bassari, Badiarankhé et Foulacounda. Les préfectures de Kankan et Siguiri représentent l'aire Malinké et Dinguiraye l'aire du brassage Malinké, Peul et Toucouleur. Chacune des préfectures de la Guinée Forestière représente une aire culturelle spécifique.

⁴ La saturation est un principe chimique qui indique qu'à partir d'un certain seuil une augmentation de sel n'a aucune incidence sur le degré de salinité. En sociologie, le principe de saturation indique qu'à partir d'un certain nombre d'entretien (60 au maximum) sur une population homogène, les entretiens qui suivent n'apporteront rien de nouveau

Tableau 1 :
Répartition de l'échantillon des populations à enquêter par Préfectures

PRÉFECTURES	FAMILLE	INDIVIDUEL	GROUPE
KINDIA	30	90	5
BOKE	30	90	5
FORECARIAH	30	90	5
LABE	30	90	5
MAMOU	30	90	5
KOUNDARA	30	90	5
KANKAN	30	90	5
SIGUIRI	30	90	5
DINGUIRAYE	30	90	5
N'ZEREKORE	30	90	5
MACENTA	30	90	5
GUECKEDOU	30	90	5
CONAKRY	30	90	5

SECTION III. SELECTION DES ENQUETES

[Retour à la table des matières](#)

Si le procédé de choix des préfectures permet une représentation des aires culturelles et des mutations socioéconomiques de la Guinée indépendante, le choix des familles devra obéir lui au principe du choix raisonné. Le premier principe est celui de la représentativité égale entre le milieu rural et celui urbain. Le principe est d'interroger 15 ménages en milieu urbain et le même nombre en milieu rural.

Le second principe est celui de la représentativité des différentes catégories de familles. Chaque équipe à interrogé **quatre familles** élargies (un père avec ses épouses et des fils mariés qui sont sous l'autorité du grand-père ou encore un chef de famille aîné qui vit sous le même toit que ses frères mariés et qui assure la fonction de chef de famille), **dix familles polygames**, **trois familles monoparentales** di-

rigées par une femme (l'époux a voyagé, l'époux est décédé et/ou la femme est divorcée), **deux familles recomposées** (dans l'une, la femme habite avec son nouveau conjoint et les enfants du précédents mariages et dans l'autre, l'homme vit avec une femme avec les enfants de sa première union), **cinq familles nucléaires** (un homme, son épouse et un à quatre enfants), **six familles monogames**.

Les deux assistants de recherche, cadres de la Direction Nationale de la Promotion et de la Protection Sociale, ont, en collaboration avec les structures déconcentrées, permis de cibler les familles qui répondent aux critères d'inclusion indiqués ci-dessus.

Pour les entretiens de groupe (focus group), des informateurs privilégiés ont été identifiés dans les préfectures et sous préfectures. 35 entretiens de groupe, soit 5 focus groupe par préfecture, de taille variant entre 6 et 10 personnes, sont animés. Les entretiens de groupe sont constitués d'un groupe de Femmes âgées (plus de 60 ans), d'un groupe de notables qui ont été désignés avec l'aide des autorités rapprochées, d'un groupe de jeunes célibataires (garçons et filles) et d'un groupe d'hommes mariés et de femmes mariées.

SECTION IV : TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES ⁵

[Retour à la table des matières](#)

Dans le cadre de cette étude, il y a eu deux types de traitements des données. Le traitement des données de nature quantitative et celui de nature qualitative. Après l'enregistrement des données quantitatives, celles-ci ont été soumises à la codification (affecté un code à chaque réponse) et à la saisie des données sur le logiciel Modalisa. Ce logiciel d'analyse des données permet d'assurer les croisements entre les va-

⁵ La saisie des données a eu lieu durant le mois d'octobre. L'analyse et la production du premier draft se sont achevées en janvier 2006. Le second draft qui a impliqué deux comités de lecture a permis de présenter un document semi final au mois de mai 2006. L'atelier de validation s'est tenu au Centre d'Etudes et de Documentation Universitaire (CEDUST) en juillet 2006.

riables indépendantes et dépendantes. C'est à partir de ce logiciel que l'équipe de recherche a produit le profil sociodémographique des familles enquêtées.

Une autre opération de traitement et d'analyse des données a été faite à partir des données des entretiens individuels et de groupe. Sur le terrain même, les agents enquêteurs ont procédé, au jour le jour, de préférence le soir de chaque jour, à la transcription manuscrite des données collectées durant la journée. Cette disposition a été prise pour assurer une minimisation des pertes d'informations.

Au retour des équipes de collecte à Conakry, les manuscrits des entretiens ont été saisis dans un logiciel dénommé NudisVivo d'analyse qualitative. Ce logiciel a permis le regroupement des idées clés contenues dans chaque entretien afin d'établir leur fréquence et leur récurrence. Cette opération a été complétée par le regroupement des idées clés par catégories thématiques et le regroupement des informations par points de convergence et de divergence. Ces deux opérations ont permis une description des principaux résultats et leur mise en corrélation avec les objectifs de l'étude. Les informations collectées qui ont été collectées et traitées par l'ensemble des procédés ci-dessus ont été soumises à une analyse de contenu simple.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Chapitre II

Revue de la littérature

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre a pour but de recenser les écrits relatifs à la famille dans le monde (dans la première section) et en Guinée (dans la seconde section).

SECTION I : LA FAMILLE DANS LA LITTÉRATURE OCCIDENTALE

Les études sur la famille commencent véritablement avec Frédéric Le Play qui a réalisé la première enquête d'envergure sur la famille dans toute l'Europe. Cette vaste enquête va lui permettre d'organiser un cadre classificatoire des familles en distinguant :

1. **La famille patriarcale** : celle où tous les fils se marient et s'établissent au foyer paternel. Ce régime tend, selon Le Play, à opprimer les individus ;
2. **La famille instable** que quittent les enfants dès qu'ils peuvent se suffire à eux mêmes ;
3. **La famille souche** dans laquelle un seul des enfants reste auprès de ses parents, cohabite avec eux avec ses propres enfants.

C'est avec Durkheim que l'on assiste à la première méthodologie qui permettra de véritablement étudier la famille. Il pose le principe en disant que l'étude de la famille doit : « décrire, ranger, classer, établir des rapports constants entre des faits et comportements apparemment isolés ». Ces jalons posés, il faudra attendre les années 20 avec l'école de Chicago pour que les études sur la famille reprennent de la vigueur. A cette période, la plupart des études s'inscrivent dans une double perspective. La première perspective porte sur la crise de la famille et son adaptation sociale à la nouvelle réalité. La seconde perspective se confond avec un traitement technique des problèmes sociaux liés au chômage, à la crise, à la prise en charge par l'État d'un ensemble de questions traditionnelles résolues au sein de la famille.

Entre les deux guerres, les idées sur la famille se font dans un contexte malthusien dont l'enjeu est militaire et national. Il s'agit pour la France, par exemple, de faire plus d'enfants que l'Allemagne. C'est dans ce contexte qu'est instaurée en 1920 la fête des mères de familles nombreuses. A cette période, on constate que l'idée d'une famille nombreuse est de droite, alors que la gauche revendique la liberté de l'individu, dans ses choix matrimoniaux.

Après la seconde guerre mondiale, la liberté dans le choix du conjoint, la cohabitation avant le mariage, la liberté dont jouissent les enfants et les adolescents génèrent de nouvelles inquiétudes et des études qui s'orientent dans trois directions :

1. Une orientation structurale qui s'intéresse aux liens entre famille et société ;
2. Une dimension comportementale centrée sur les interactions au sein de la famille ;
3. Un examen de l'action familiale dans des situations données.

Dans les années 60-70, les études sur la famille se confondent aux problèmes sociaux avec la nécessité d'y apporter des réponses limitées. Parallèlement, les discours des théologiens se mêlent au débat. Louis de Bonald, cité par Philippe Fritsch (1997 :229), invente un mot nouveau « déconstitution » de la famille dans une formule restée célèbre :

Législateurs, vous avez vu le divorce produire la démagogie, et la déconstitution de la famille procéder de celle de l'État [...]. La famille demande des mœurs, et l'État demande des lois

D'autres penseurs, surtout des philanthropes, considèrent que le danger qui guette la famille se nomme l'indigence dans la classe ouvrière. La réflexion marxiste va dans le même sens. Dans « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État » publié en 1884, Engels fait l'hypothèse que l'apparition de la famille conjugale serait liée à un mode d'appropriation privée, au désir du chef de ménage de transmettre l'héritage. Dans la famille monogame, un sexe est assujéti à l'autre « Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme, le prolétaire ». Ce qui suppose que la famille est un microcosme reproduisant l'ordre social tout entier. L'influence de cette lecture sur la famille a été considérable et trouve son ultime rebondissement au moment de la lutte des féministes.

Les ouvrages de Simone de Beauvoir s'inscrivent comme un prolongement du marxisme. Elle souligne dans ses œuvres la faillite de la morale bourgeoise traditionnelle et du mariage qu'elle considère comme le lieu d'aliénation de la femme. C'est la même critique que l'on retrouve dans l'œuvre de Wilhelm Reich, cité par Roger Dadoun (1975 : 40-41), lorsque celui-ci considère la famille comme : « *courroie de transmission des aliénations sociales. Lieu de fabrication des idéologies autoritaires et de structures mentales conservatrices* ». Pour cet auteur :

La famille mutile sexuellement les individus, les rend apeurés et renouvelle donc la possibilité de voir se recréer la condition d'une domination politique autoritaire semblable à l'expérience nazie. La famille fournit des produits finis qui ont besoin d'un chef dans la mesure où ils sont castrés. Ainsi s'explique qu'à chaque dictature corresponde un renforcement de la famille et soit développer l'apologie d'un système familial.

La croissance économique qui résulte de la fin de la guerre conduit et augmente la puissance de l'État. L'abondance des ressources conduit l'État occidental à prendre en charge de nombreuses charges autrefois dévolues à la famille. C'est l'État providence. L'éducation des enfants, les soins aux malades et aux personnes âgées deviennent

des domaines d'intervention de l'État. A la famille protectrice, l'État, protecteur (père) et pourvoyeur, se substitue.

Dans les années 90, le néo-libéralisme revenu en force dans le discours et l'idéologie de la classe dirigeante impose un désengagement de l'État. En Occident, l'État décide de se retirer, en partie ou en totalité, du champ familial. Les uns applaudissent et les autres s'alarment.

SECTION II : LA FAMILLE GUINÉENNE DANS LA LITTÉRATURE COLONIALE ET DES INDÉPENDANCES

[Retour à la table des matières](#)

Les écrits relatifs à la famille en Guinée sont relativement assez épars et en général très sommaire pour ceux qui existent. Les tous premiers de ces écrits sont l'œuvre de missionnaires européens et d'administrateurs coloniaux. Ils se présentent sous forme, soit de portraits robots des différents groupes de peuplement découverts dans l'espace des territoires explorés, soit de descriptions concernant la vie de ces groupes, leurs traditions et leurs coutumes, leur histoire et les différentes formes d'organisations qui les caractérisent.

Sur la famille, les rares études disponibles portent sur les mécanismes de constitution de la famille (mariage) et ceux relatifs à la dislocation de celle-ci (le divorce). Les dimensions relatives aux relations entre parents et enfants, la prise en charge familiale de la vieillesse, des personnes handicapées et des dépendants, les solidarités entre les membres de la famille sont absentes des études réalisées sur la famille guinéenne. Le plus souvent, c'est par le truchement de la description de la société guinéenne, et notamment la recension des groupes socioculturels qui la composent, que la famille a été étudiée en Guinée.

Sous la plume des explorateurs, comme René Caillé, et des conquérants et administrateurs comme Faidherbe ⁶ il se dessine un portrait grossier et parfois déformé des groupes humains qui composent le territoire de la Guinée française. Des administrateurs comme Arcin (1907 et 1911), Marty (1921) et bien d'autres décriront les divers groupes sociaux, leurs us et coutumes, l'histoire des migrations, la religion, les formes d'organisation politique.

D'autres études comme celles des universitaires comme Fernand Rouget (1906) et Jacques Machat (1906) proposent des synthèses sur la société et l'espace guinéens, en s'intéressant notamment à la géographie, aux ressources économiques, aux populations et à leurs activités à travers l'étude des genres de vie, des croyances, de l'histoire de l'occupation du pays et de l'organisation politique pré-coloniale.

Ces publications anciennes sont basées sur les traditions orales et les enquêtes de terrain qui, même lorsqu'elles sont d'une certaine valeur, souffrent souvent des mêmes insuffisances : *imprécision, obscurité, schématisation, approximations et subjectivité*. Elles constituent malgré tout un premier regard et ont d'ailleurs largement contribué à fixer les représentations dominantes de telle ou telle catégorie. A ce titre, elles ne peuvent être ignorées.

Dans les années 50, des publications mieux informées se multiplient sous la plume d'administrateurs « ethnographes » : C'est le cas des travaux de Louis Tauxier sur les Peuls d'Afrique de l'Ouest (1937) ; de Gilbert Vieillard sur les Peuls du Fuuta Jaloo (1939 et 1940) ; d'Albert Demougeot sur les populations du Rio Nunez et du Labé (1938 et 1944) ; de Maurice Houis sur les « peuples » de Guinée française et plus particulièrement sur ceux de Basse-Guinée (1951 et 1956) ; de Jacques Richard-Molard sur la paysannerie ouest-africaine et sur certains groupes ethniques guinéens (1944, 1949, 1953). Ces travaux, obsolètes quant aux réalités qu'ils décrivent, sont néanmoins précieux car ils ont souvent été conduits avec rigueur et fournissent une base de connaissances sur les systèmes de valeur et les stratifications sociales qui permettent de mesurer les évolutions ultérieures.

⁶ Faidherbe a surtout écrit sur les Peuls.

Après l'indépendance, des publications émanant de chercheurs professionnels (anthropologues, sociologues, historiens, géographes, etc.) commencent à voir le jour. Elles s'intéressent à l'organisation des sociétés, aux systèmes de valeur, aux activités économiques, aux terroirs, mais aussi aux mutations socioculturelles dont on commence à prendre la mesure (M. de Lestrangé et J. Gessain, 1951, 1955, 1963 ; de M.-H. Lelong, 1946 ; de D. Paulme, 1954, 1956, 1960, 1963 consacrées aux minorités ethniques de la Forêt « Kissis, Thomas, Guerzé » et à celles de la Moyenne et de la Basse-Guinée « Coniaguiss, Bassaris, Badiarankés, Bagas »).

Plus récemment, la « Guinée » de Jean Suret-Canale (1970), « les mutations sociales » de Claude Rivière, Odile Goerg sur les mutations urbaines de Conakry, des anciens serviles de Roger Botte montrent quelques facettes des évolutions sous l'impact de la domination coloniale. C'est dans la même trajectoire qu'il faut situer les travaux de Mamadou Saliou Baldé, sur « *les crises et les mutations sociales au Fouta-Djalon* » ; de Dorank Assifat Diasseny, 1972 sur « *Essai d'analyse des changements socio-économiques et culturels intervenus au pays Ugnè* » ; de Mohamed Sacko (1980) intitulé « *Etude sociologique de quelques problèmes liés à l'instabilité des foyers conjugués* », de Mariam I Diallo, (1990) à propos de « *Statut et rôle de la femme dans la société peule du Fouta-Djalon* » ; d'Ismaël Barry et de Maladho Sidi Baldé,

Un regard global sur les études réalisées sur la famille guinéenne indique que la famille est d'abord une unité « psycho-biologique » où les membres sont liés par des liens de sang, des sentiments personnels et des liens émotifs. Elle est ensuite perçue comme une « unité sociale » où les membres vivent ensemble dans la même maison, partageant des tâches et des fonctions sociales. Elle est enfin regardée comme une « unité de production de base ».

Le recoupement des informations disponibles à travers les divers écrits touchant à l'organisation sociale des communautés guinéennes révèle qu'en Guinée, comme partout ailleurs en Afrique, le caractère central et unique de la famille est indiscutable. Chez tous les auteurs dont les travaux sont en rapport avec le fonctionnement des entités guinéennes, on relève que la famille constitue le cadre de la reproduc-

tion démographique et la place de la première intégration des individus à la vie sociale. En d'autres termes, dans la famille traditionnelle guinéenne, l'éducation, la socialisation, le comportement et l'éthique sont transmis par les parents, les grands parents, les tantes et les oncles, les anciens et les sages de la communauté.

En raison des rôles et des fonctions qui ont été les siens pendant longtemps, la famille est demeurée ici mieux qu'ailleurs une source de force pour guider et soutenir ses membres. Pour les enfants, c'est le lieu où ils s'imprègnent le mieux et naturellement des valeurs de vie. Pour les parents, c'est le lieu où les hommes et les femmes s'épanouissent et développent le désir de fonder une famille et connaissent les joies de la maternité et de la paternité. Quand aux grands parents, c'est là qu'ils trouvent les nouvelles raisons de vivre en jouant à la fois le rôle de pilier, de phare, de mémoire de recours et de trait d'union de la famille élargie. Tous ont compté sur elle comme principale source de soutien affectif, social et matériel en temps de crise, de maladie, de détresse, de pauvreté, de vieillesse et de deuil comme l'attestent tous les écrits qui décrivent les entités traditionnelles guinéennes.

Dans ce sens, Bangoura Blaise (1990) fait remarquer que la société baga est communautaire et que toute l'activité des hommes s'articule autour du groupe familial, clan ou village. Elle répond au modèle de famille étendue, patriarcale et tribale possédant une terre commune exploitée collectivement. Au dire de cet auteur :

chez les Baga, le groupe domine l'individu, lui dicte son devoir, mais en contre partie, il le protège et lui enlève toute responsabilité.

Cet auteur indique que c'est le conseil des anciens qui décide de toutes les affaires importantes de la communauté tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Les adultes sont constitués par la classe des pères, des oncles, chefs de carrés familiaux. Ils assistent à toutes les délibérations du conseil des anciens qu'ils contrôlent. Par ailleurs, ils représentent le pouvoir exécutif chargé de faire appliquer les décisions du sommet.

L'absence de pouvoir central dans la société Baga, fait que le politique se confond avec le social. Le social prend appui sur la cellule sociale du bagataye qu'est la famille patriarcale composée elle-même de plusieurs familles nucléaires. L'éducation des enfants, elle, est assurée par une large part dans le foyer paternel. Les oncles et les grands parents complètent cette formation des enfants pour les conduire à l'adolescence. À ce stade, garçons et filles subissent les épreuves d'initiation, système d'éducation au cours duquel il leur est communiqué les valeurs socioculturelles, religieuses et techniques de leur société en même temps que le respect et les obligations qu'ils doivent à la collectivité

La situation ainsi décrite n'est pas assez différente à propos des autres communautés guinéennes. Sanoussy (1969) va dans le même sens au sujet des Nalous, un groupe de population du littoral guinéen. Il note qu'en terme d'organisation sociale, cette entité est dominée par la famille prise dans le sens large du terme, c'est-à-dire, celle englobant :

« la famille réduite composée des géniteurs et des enfants qui habitent la même case auxquels peuvent s'adjoindre des personnes recueillies par le chef de famille ».

Quand au « Fokhè » ou famille globale, il est à entendre chez les Nalous par :

« la grande famille indivise regroupant les ensembles réduits dont les chefs se reconnaissent un ancêtre commun éloigné de plus de 3 ou 4 générations ».

Au dire de l'auteur, son aire géographique peut déborder le cadre d'un simple carré familial pour englober tout un village dont le chef dirige la vie locale. Singularité de cette société Nalou, elle ne connaît aucune structuration en castes ou groupes sociaux. Il s'agit de grandes collectivités centrales.

La situation est quasi identique concernant la communauté des djallonka dont La cellule de base reste la famille qui, au dire de Camara (1989), réunit en son sein tous les individus ayant un même ancêtre direct avec comme point saillant la solidarité agissante caractérisant les activités du groupe.

Chez les peuls, Diallo (1975) qui cite les notes de Gilbert Vieillard sur les coutumes au fouta-Djalon rapporte que : « *la famille s'obtient par la subdivision des lignages* ». Ici comme chez bon nombre de sociétés guinéennes, indique cet auteur, le terme famille doit s'entendre sous 2 formes, à savoir : **la famille restreinte** et **la famille élargie**. La famille restreinte correspond à la cellule sociale dont les composantes essentielles sont celles énumérées par Ifono (1985) à propos des Kissi, notamment : le père, la mère et les enfants auxquels sont associés même provisoirement les descendants (notamment, veufs, veuves et orphelins) des frères et sœurs, les célibataires, les enfants du frère de la mère et éventuellement les esclaves. Quand à la famille élargie, elle est composée des descendants d'un même aïeul qui reconnaissent l'autorité ou au moins la prédominance d'un patriarche, le plus âgé des membres du parentage. Par rapport aux descendants d'un même ancêtre dans cette communauté :

« il faut convenir que la parenté est comparable à un arbre vivant, avec ses racines, le tronc, les branches alimentés par la sève dont les descendants ont la conscience collective qu'elle circule entre les familles, les clans et les lignages comme une énergie vitale de l'arbre de la parenté » (Baldé Souleymane : 1975, .39).

Chez les fulbé de la moyenne Guinée, comme dans la plupart des autres communautés qui constituent le pays ;

« Cette parenté s'établit par 2 voies principales : la voie masculine, patrilineaire ou agnatique et la voie utérine ou matrilineaire en dehors desquelles l'individu est inconcevable » (Diallo, 1975 et Ifono, 1975).

À cet égard, tous les auteurs attestent de la prédominance de la famille agnatique dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie sociale (politiques, juridiques et économiques). Le plus ancien joue le rôle de président du conseil de famille et il fait autorité lors des contrats d'alliance.

Cette autorité des anciens caractéristique des peuples de la Côte guinéenne et du Fouta est aussi évoquée dans la région forestière où, à propos des Kpèlè, Saoromou Jean François (1975 :11) note que « L'obéissance et le respect vis-à-vis des plus âgés constitue un trait remarquable de la société Kpèlè ».

Également dans la société traditionnelle Konianké et dans nombre de sociétés de la Haute guinée, la situation d'ensemble est assez proche de celle déjà décrite. La famille résulte d'une division horizontale de la société qui donne lieu à la famille étendue et à la famille-ménage dont l'organisation repose sur les relations de parenté qui est la base de toutes les structures. Elle détermine les relations d'entraide et de solidarité, la prééminence du groupe sur l'individu. Cissé Laye (1990), au sujet précisément des Konianké, fait remarquer sur le plan vertical que :

« la société se subdivise en classes d'âge comparables à un escalier dont la marche inférieure représente la plus jeune classe et la marche supérieure celle des âgés ».

Comme on peut le constater, cette description de la famille guinéenne ancienne prend appui sur des données dûment attestés comme : *la primauté des aînés dans la régulation familiale, la domination des hommes sur les femmes par l'accès à l'héritage et le droit à l'expression, le contrôle de la famille sur les transactions matrimoniales, l'obligation de solidarité pour les actifs envers les inactifs et les parasites, l'éducation des enfants en fonction du sexe.*

Les études montrent aussi que les réalités anciennes, tout en se maintenant, changent à l'instar de l'évolution des mentalités et des modes de vie qui ont notablement changé sous l'effet conjugué de l'urbanisation, du matérialisme et de l'individualisme. La réalité de la famille guinéenne d'aujourd'hui s'inscrit dans le cadre de la modernité qui, dans son sillage, participe à produire de nouveaux modèles en passe de dissoudre les systèmes de parenté typiques de l'Afrique traditionnelle. Elle est à voir comme la transposition de la vision libérale de la fin de la guerre sur la société, désormais, prise dans « le tourbillon » des changements, pour reprendre les propos de Hunt (1984).

Ces changements cités ci-haut ne sont pas restés sans effet sur les valeurs et les pratiques de la famille guinéenne traditionnelle. Des aspects touchant à l'âge du mariage, à la dot, à l'héritage, à l'entretien des personnes âgées et dépendantes ont été particulièrement affectés.

En terme de changements subis par la famille guinéenne sous l'effet de la modernité, la réalité d'aujourd'hui se prête à une double lecture. Dans le premier cas de figure, les transformations enregistrées par la famille guinéenne sont perçues comme formes normales de l'évolution. Dans cette visée, l'accent est mis sur : la reconnaissance des droits de la femme égale de l'homme en dignité, le partage des responsabilités dans le couple, une meilleure participation de l'homme à la vie familiale, un meilleur traitement des enfants ainsi qu'une solidarité accrue entre les familles.

Dans le second cas de figure, les changements sont vus comme régressions pour les individus et la société. A cet égard, il est fait état d'une certaine libéralisation des comportements et un effritement du caractère sacré du mariage, considéré dans toute l'Afrique comme le fondement de la famille et comme activité de groupe qui a existé partout sous des formes diverses et avec des rites de reconnaissance par la société, visant l'organisation d'un système de parenté où chacun se reconnaisse.

Diallo Mariam 1 (1990) se situe du côté de cette réalité de la famille guinéenne d'aujourd'hui qui passe de loin pour moins belle que la théorie. Elle fait notamment remarquer, d'une part, que :

« Les comportements déviationnistes ont fortement atteint la couche féminine urbaine et juvénile, au point que les anciennes barrières entre filles et garçons ont disparus sous l'influence de plusieurs facteurs ».

Et de l'autre, que : « *Plusieurs sacrilèges sont devenus monnaie courante et de nombreuses femmes et filles ont abandonné les foyers pour se livrer à la débauche qui existe partout* ».

L'explication à cela tient, au dire de cet auteur, au fait que pour beaucoup de femmes, l'émancipation est plutôt comprise comme la libération de toute contrainte. En fait, pour une large part, les effets pervers des changements qui traversent la famille guinéenne actuelle participent à montrer l'impact de la modernisation sur les normes traditionnelles que beaucoup présente sous le visage « d'un monde en

fuite » caractérisé, comme ailleurs, par de nouvelles formes de relations se traduisant, au dire de Diallo (2003), par la perte des repères et des valeurs comme le respect des parents, des personnes âgées, l'amour du prochain, la solidarité, le respect de la parole donnée, le goût de l'effort, l'honneur, la dignité, la loyauté, le respect des lois.

L'illustration de cet état de fait est que la famille guinéenne est affectée à plusieurs égards dans sa structure et son fonctionnement. Malgré tous les efforts déployés et des progrès réalisés dans le sens de faire de la famille un « lieu de grand bonheur fait de solidarité, de communication et de désintéressement », des familles vivent en circuit fermé, certaines se disloquent et d'autres se recomposent fondamentalement. La famille nucléaire est en passe de supplanter la famille étendue. On assiste à l'accroissement des familles monoparentales ou dirigées par des grands parents. Pire, la famille devient, contrairement au passé, un lieu d'affrontements, de discordes sévères, de haines tenaces et aussi d'échecs éducatifs imprévisibles poussant bien de gens à vivre seul, avec comme corollaire la banalisation tout à la fois du vagabondage sexuel, de l'avortement et de plus en plus de l'homosexualité.

Du côté des parents, à défaut d'assumer, en plus de leur mission naturelle, l'important rôle économique à eux dévolu en vue de favoriser la vie harmonieuse de leur famille, des parents font preuve d'une autorité abusive en contrariant des vocations ou des mariages, affichent un amour trop possessif, sinon commettent des drames ou l'inceste. Certains parents, sous des prétextes souvent fallacieux, préfèrent, plutôt, démissionner devant leurs responsabilités pour être simplement indifférents. De l'autre côté, les enfants apprécient le confort que constitue la famille mais tentent d'échapper aux contraintes imposées par celle-ci.

La conséquence à cet état de fait est bien connue. D'abord, l'effectif grandissant des enfants de la rue est, on ne peut mieux, le signe évident du déclin de l'autorité parentale et des difficultés éducatives au sein de la famille. Ensuite, nombreux sont aujourd'hui les enfants qui n'ont pas la chance de vivre avec une mère et un père, soit en raison du fait d'être nés hors du mariage, soit du fait du divorce des

parents, soit enfin du fait de l'absorption des parents par la recherche du quotidien.

Dans l'un ou l'autre des cas, à de tels enfants, il manque ou l'exemple et l'autorité du père ou la tendresse de la mère, tous aussi essentiels pour leur équilibre. Parmi ceux qui ont la chance de vivre avec leurs deux parents, il y en a qui sont souvent victimes de carences affectives et psychologiques ou alors qu'on laisse faire ce qu'ils veulent en guise de caution compensatoire du mauvais comportement de l'un et/ou l'autre des parents. La résultante à cette situation est qu'ils finissent par s'évader de leur milieu familial pour adopter souvent des modèles à l'égard desquels ils étaient anciennement méfiants.

À titre de preuve simplement indicative, Barry (2004) relève que plus de 30% des enfants de la rue déclarent être issus de parents mariés, contre 12% issus des parents divorcés et 7% de parents veufs. En même temps, plus de la moitié des interrogés ne vivaient pas avec leurs parents directs.

Pratiquement, comme partout en Afrique et ailleurs, la famille guinéenne d'aujourd'hui est prise en tenaille entre la tradition et la modernité qui, l'une et l'autre l'exposent à de nombreuses incertitudes devenues préoccupantes.

La compréhension de la famille guinéenne dans ses perspectives d'avenir se pose comme largement tributaire du contexte mondial actuel dans lequel elle évolue. Ce contexte est à la base de nombreux défis auxquels n'échappe aucune famille d'aujourd'hui. A cet égard, la littérature internationale fait appel à un certain nombre de concepts qui participent à mieux cerner les contours et l'enjeu que constituent les perspectives d'avenir de la famille guinéenne.

Dans la littérature évoquée, il est notamment mis en exergue les facteurs de changement et les grands défis qui pèsent sur les familles africaines que sont : la mondialisation au plan socio-économiques, la pauvreté extrême, le VIH/SIDA, les conflits, l'inégalité des sexes et les catastrophes de l'environnement. La mise en relation de ces différents paramètres permet de projeter, tout au moins dans ses grandes lignes, la famille guinéenne de demain

C'est pour faire face à tous ses défis que la Guinée inscrit son action dans le concert des nations en ratifiant plusieurs traités tout en promulguant des textes de lois. Au nombre de ces documents dont la Guinée est signataire ou partie prenante, citons : la Déclaration de Dakar/ Ngor sur la population, la famille et le développement durable, la Charte africaine sur l'action sociale, la Charte africaine sur les droits et le bien être de l'enfant, la Position commune de l'Afrique sur le développement humain et social en Afrique ainsi que le Programme d'action sur la décennie de l'éducation en Afrique. À ceux là s'ajoutent la Déclaration d'Addis-Abeba sur la violence contre les femmes et le protocole de la charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples, relatif à la femme en Afrique.

Trois autres documents revêtent tout autant d'importance que les précédents. Le premier est celui dénommé « Plan d'action sur la famille en Afrique ». Fruit de la concertation des chefs d'État et de Gouvernement lors du sommet de Maputo 2003, il est l'œuvre de la collaboration de la Commission de l'Union Africaine avec l'UNICEF et d'autres partenaires sociaux et se voulait la contribution de l'Afrique au dixième anniversaire de l'AIF. C'est un plaidoyer pour la promotion et le soutien de la famille à travers des actions en sa faveur.

L'autre document, sous le libellé « Stratégies pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan d'action sur la famille en Afrique » est issu des travaux de la Conférence régionale dite de Cotonou sur le thème : « Plan d'Action sur la famille : quelles stratégies de mise en œuvre et de suivi pour un développement durable ? ». Après avoir été discuté et adopté par les ministres africains en Charge de la famille, ce document dans ses grandes lignes exhorte chaque État membre de l'Union Africaine à prendre toutes les dispositions utiles pour élaborer des instruments internes de mise en œuvre du plan d'action sur la famille en Afrique et de ses stratégies opérationnelles.

Le troisième document répertorié de la série évoquée plus haut est intitulé « La famille africaine dans le nouveau millénaire, défis et perspectives ». Sur l'initiative de la Commission de l'UA appuyée par le soutien technique et financier du FNUAP, il analyse l'impact des forces socio-économiques qui affectent les familles africaines et, a

vocation à compléter le plan d'action. Pour ce faire, il met en exergue les facteurs de changement et les grands défis qui pèsent sur les familles africaines que sont : la mondialisation au plan socio-économiques, la pauvreté extrême, le VIH/SIDA, les conflits, l'inégalité des sexes et les catastrophes de l'environnement.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ⁷

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Chapitre III

Familles guinéennes : de la famille ancienne à la famille souhaitée

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre se donne comme objectif de pénétrer l'univers des représentations des populations guinéennes sur la famille (ancienne, présente et idéale) pour comprendre les perceptions sur la famille actuelle. L'analyse de cette famille imaginée et réelle se fera à travers deux sections. La première section fait une comparaison sur certains paramètres entre la famille ancienne et celle actuelle. La seconde section prend en compte la constitution (mariage et autres modes) et de la dissolution de la famille (divorce et séparation).

⁷ Ce document contient énormément de propos rapporté par les enquêteurs lors des entretiens avec les populations. L'Observatoire ne peut ni indiquer le nom des répondants ni endosser la véracité des faits rapportés par les répondants.

SECTION I : QUELQUES SIMILITUDES ET DIFFERENCES

[Retour à la table des matières](#)

Un regard sur les études réalisées par les anthropologues a révélé que la famille « traditionnelle » africaine est nombreuse ⁸ (chef masculin, sa femme ou ses femmes, ses enfants et ses parents âgés) avec des membres unis par un réseau de droits et d'obligations mutuels. Cette famille gravitait autour d'un patriarche qui contrôlait les champs, gérait les alliances et coordonnait l'éducation : « *L'éducation était rigoureuse, l'autorité des parents était crainte et respectée* ».

La famille ancienne, telle quelle apparaît dans le discours des répondants, est une famille élargie au sens plein du terme comprenant un effectif impressionnant de membres (les grands parents, les parents, les enfants et petits fils, les neveux, les nièces, les oncles, les tantes, les épouses, les grands parents, les enfants adoptifs, les protégés, les cousins et autres protégés comme les talibés). C'était aussi une famille qui se structurait suivant la logique des classes d'âge, à l'image de la société globale d'alors, en catégories générationnelles : grands parents, parents, enfants, petits enfants.

Les normes de la famille ancienne reposent, selon les répondants, sur le respect des principes et des règles de la communauté incarnée dans la famille et confiés au chef de la famille. C'est en vertu de ce principe que tout le monde obéit et respecte les décisions du chef de famille et des plus âgés. Ce mode de fonctionnement confère un caractère sacré à la famille.

Le chef de famille apparaît, dans la famille guinéenne ancienne, comme un être central ayant la primauté dans ses décisions. Il est l'éclaireur de la famille, le décideur et les autres sont des exécutants.

⁸ Certains pensent aussi que le nombre élevé de membres de la famille guinéenne et la présence de plusieurs générations s'expliqueraient par une espérance de vie élevée.

Le père, en plus d'être le décideur, est celui qui a la responsabilité de recherche de la nourriture, de l'habillement, des soins médicaux. La mère s'occupe de la maison, du ménage, des repas, de l'éducation des enfants, de leur hygiène, de l'entretien et de la couverture de leurs besoins. Les frères vont aux champs. Les sœurs sont des assistantes constantes de la mère.

Les grands parents servent de conseiller et sont les seuls qui sont censés apporter une censure dans les décisions du chef de famille. Les grands parents sont aussi les éducateurs de leurs petits-fils en racontent aux enfants des histoires qui véhiculent de la sagesse. Les grands parents sont l'incarnation et le symbole de l'unité de la famille. Les grands parents concourent à l'unité de la grande famille. Ils doivent valoriser une culture de bonne entente entre les membres de la famille. Une culture d'entraide, de tolérance, d'union et de respect.

Au vu des entretiens réalisés, les répondants ont évoqué une famille guinéenne très proche de cette réalité. Les entretiens indiquent que la famille guinéenne reste encore nombreuse avec une moyenne de sept personnes par famille avec des responsabilités et des obligations partagées entre les membres de la famille. Les données quantitatives confirment cette réalité. Par exemple, les données quantitatives indiquent que plus du tiers des membres des familles interrogées sont des personnes qui ne sont ni des épouses, ni des fils ou filles du chef de famille. La situation est presque la même en milieu urbain et en milieu rural. En milieu urbain, les artisans sont ceux qui ont le plus grand nombre de personnes n'ayant aucun lien de parenté avec eux. En milieu rural, les agriculteurs sont ceux qui ont le plus grand nombre de personnes n'ayant aucun lien de parenté avec le chef de famille. La générosité va plus loin, car les familles guinéennes interrogées logent et nourrissent plus de 6% de personnes qui n'ont aucun lien de parenté avec les autres membres de la famille. Cette générosité est surtout forte en Basse Guinée et, dans une moindre mesure, en Haute Guinée et à Conakry. Dans cette ville on rencontre le plus grand nombre de familles qui hébergent et nourrissent des personnes qui n'ont aucun lien avec les autres membres de la famille.

De la famille ancienne à celle actuelle, les opinions des répondants sont très partagées. Deux paramètres unifient le point de vue des ré-

pondants sur la famille guinéenne ancienne et actuelle. C'est dans un premier temps, la reconnaissance que la famille guinéenne ancienne se caractérise par une répartition rigoureuse des tâches :

Les fils et les filles s'occupent des travaux et des études. Le père s'occupe de l'éducation coranique tandis que la mère s'occupe du ménage.

Et de l'autre, c'est la reconnaissance du changement dans la famille guinéenne. Pour expliquer ce changement, certains mettent en avant la faiblesse de l'autorité du chef de famille sur les dépendants (épouses et enfants). Cette faiblesse de l'autorité serait le résultat des moyens par lesquels les chefs de famille accèdent dans les années 2 000 aux ressources pour entretenir leur famille. La famille actuelle accède aux ressources pour entretenir leur famille par le truchement d'un travail rémunéré. Un accès réduit à un revenu régulier et suffisant aura comme conséquence l'incapacité pour le chef de famille d'assumer l'intégralité de ses responsabilités et comme conséquence une réduction de l'autorité parentale du chef de famille. L'un des répondants dira, sous forme de plainte :

Aujourd'hui, les parents n'ont plus la maîtrise de l'encadrement des enfants parce qu'ils ne sont plus à mesure de satisfaire leurs besoins qui deviennent de plus en plus divers et coûteux.

La faiblesse de l'autorité parentale serait aussi le résultat des influences multiples du monde occidental à travers les mass médias, mais aussi en raison du fait qu' :

Actuellement il n'y a pas de solidarité, il y a un sérieux manque de respect et une mauvaise éducation.

Un autre répondant ajoutera cette autre différence avec la famille guinéenne ancienne à savoir que :

La famille actuelle n'est pas stable parce que tout est devenu très dur. Elle ne peut régner que quand il y a des moyens, condition de la soumission des membres au chef de la famille. Sans moyens, il n'y a pas d'entente, et c'est quand l'entente existe qu'on peut parler de stabilité.

Aussi, les enfants ne participent que très rarement à l'alimentation de la famille. Même en milieu rural, l'école réduit considérablement la participation des enfants dans les travaux champêtres. Dans la famille guinéenne ancienne, les membres formaient une unité de production agricole qui produisait pour la survie de la famille. Désormais, les enfants ne deviennent des producteurs, dans des conditions normales, que tard, bien après la scolarité si l'emploi est au rendez-vous.

Il semble aussi que ce qui est spécifique à la famille actuelle, c'est la faible pratique religieuse. Un répondant constatera avec amertume que:

Aujourd'hui on ne fait pas la différence entre une famille musulmane et une famille chrétienne car les musulmans ont aussi tendance à abandonner leur religion.

Pourtant, les efforts des parents pour une pratique religieuse régulière sont importants d'après leurs propos. Un père de famille avouera :

En priant je le fais avec mes enfants quiconque refuse ne mangera pas chez moi et certains vont à la mosquée avec notre persistance.

Les entretiens révèlent qu'en milieu rural, les parents ont besoin de moins de contrainte pour amener leurs enfants à une pratique religieuse. Dans les centres urbains, les pères usent de maintes contraintes pour imposer une pratique collective de prière à domicile : *Des fois mes enfants prient avec moi car il y a sanction qui en découlerait en cas de refus*. En dépit de ces contraintes, un des pères admettra que, par rapport à la prière : *Si c'est devant leur père ils prient*.

Le rôle religieux des parents au sein de leur communauté apparaît comme un facteur qui conditionne les enfants à la pratique régulière des prières et à la fréquentation des lieux de culte. Dans de telles conditions, les membres de la famille du parent concerné doivent servir de modèles dans les pratiques religieuses au risque de déshonorer le parent en question. Un muezzin témoignait en ces termes :

Mes enfants participent à la prière à domicile et fréquentent la mosquée de notre quartier où je suis le muezzin. Tu imagines ? Je suis muezzin, si mes

enfants ne sont pas exemplaires dans les pratiques religieuses, à quoi servirait ma position à la mosquée ? je suis obligé de les éduquer et de les enseigner de façon à ce qu'ils soient de bons musulmans.

Le principe de fonctionnement fondé sur le respect des décisions et de l'autorité du père continue à être opérationnel. Cependant, à la différence avec la famille ancienne, on assiste à un affaiblissement du pouvoir du chef de famille, surtout dans les familles élargies des milieux urbains ou dans les familles monogames. Dans les premières, chaque épouse, pour ce qui concerne ses enfants, assume des responsabilités de prise en charge au même titre que le mari, et des fois mieux que lui. Dans les familles monogames et nucléaires, les responsabilités sont parfois clairement partagées entre les deux conjoints. Les indices de décision concertée avec la femme commencent à voir le jour dans bien des cas. Les hommes sont, d'après les enquêtes, beaucoup plus contredit surtout s'ils n'ont pas les moyens.

Pratiquement, tous les parents se sont plaints de bénéficier de moins de respect qu'eux en avaient pour leurs parents. L'absence de respect dont se plaignent les parents se manifeste de façon multiple et diversifiée. Elle va du refus d'obtempérer, à l'application différée des ordres et instructions en passant par le refus de demander l'autorisation avant d'agir. Un chef de famille outré du comportement de ces enfants nous a confié que :

J'ai même une fille qui est partie faire un mois à Conakry sans même me dire au revoir. C'est aujourd'hui qu'elle est revenue avec ça on peut jamais parler de respect.

La presque totalité des enquêtés soutiennent l'idée que les enfants d'aujourd'hui n'ont pas le même niveau de respect pour leurs parents comparativement au respect que ces parents avaient pour leurs propres parents autrefois. La différence des réalités générationnelles et de temps fait que les enfants pensent, qu'en raison du « retard » de leurs « parents », que ces derniers ne valent plus la peine d'être écoutés ou suivis. Un père de famille nous confiait ce qui suit :

Nos enfants nous prennent pour des sauvages. Ils nous respectent peu et n'aiment pas écouter nos conseils. Ils pensent que nous sommes dépassés.

À titre d'exemple, ils n'aiment pas étudier le coran, quand tu les commissionnes, ils traînent les pas.

Le type de respect, entre les deux générations, est donc différent. Les parents d'autrefois assuraient l'éducation de leurs enfants beaucoup plus par le langage gestuel que par le verbe. Une mère de famille confiait que:

Il y a une différence, car nos parents nous parlaient avec les yeux, les mains. Dès qu'on te regarde, tu comprenais ce que ça signifie et tu t'exécutais directement. Mais de nos jours, il faut que tu dises aux enfants de faire, et surtout discuter.

Les parents n'avaient ainsi pas besoin de parler de trop pour se faire comprendre des enfants et amener ces derniers à s'exécuter. Ceux d'aujourd'hui se distinguent essentiellement par la réplique pendant que les parents s'adressent à eux. Ce qui, dans bien des cas, constitue un facteur de colère et de frustration des parents. Une femme, parlant de ses enfants, avouait :

Le manquement de respect habituel qu'ils font, c'est de me répondre quand je suis entrain de leur parler, retarder quand j'attends une chose d'urgence à la quelle ils sont commis

Il en est de même pour le respect des personnes âgées. Les personnes âgées, dans les habitudes traditionnelles des familles guinéennes, sont des personnes vénérées en raison des bénédictions ou des malédictions que leurs progénitures peuvent, selon leur niveau de soumission, recevoir d'elles. En vertu donc de ce principe, les personnes âgées jouissaient d'un respect exceptionnel indépendamment des relations de plaisanterie qui existent entre les grands-parents et les petits-fils. Par ailleurs, la personne âgée à respecter n'était pas seulement celle qui a des relations de consanguinité avec les enfants. Il s'agit de toute personne âgée de la communauté dont les enfants sont issus. Mais de nos jours, ce type de respect connaît un effritement dans bien des cas. Regrettant cette situation, un grand père confiait :

Il y a un relâchement des plus âgés, surtout de la part des enfants moins âgés de ma famille et de mes petits enfants. La façon dont mes enfants me respectent, c'est différent de ce que leurs enfants font. Par exemple,

mes enfants sont des adultes, certains sont même pères ou mères de familles. Mais ils continuent à me traiter avec la plus grande déférence. Jusqu'à présent, quand nous sommes ensemble, le matin, ils me saluent, la journée et le soir. Nous bénissons les uns et les autres. C'est différent de celle de leurs jeunes frères plus petits ou de leurs enfants envers moi ! Même si je suis grand père, la plaisanterie a ses limites par rapport au respect que je dois de la part des enfants de la famille ! J'exige à ces plus petits de me saluer !

Ce qui irrite aussi les parents, c'est « *le refus de faire à temps les commissions* ». Il y a aussi le fait d' : « *insulter devant les parents et le refus de faire certain travaux* ». Pour résumer cette situation, un chef de famille confiera que :

Le respect que j'accordais à mes parents diffère de celui que mes enfants m'accordent aujourd'hui, moi si mes parents me demandaient d'aller au champ pour surveiller, je partais immédiatement et j'exécutais convenablement. Aujourd'hui, si tu demandes à ton fils la même chose, même s'il accepte, tu ne seras pas satisfait du résultat.

Ce constat de recul du respect pour les personnes âgées est général bien qu'il y ait des familles qui font exception à cette règle.

Le fait que les parents ne subviennent plus à tous les besoins des enfants, au moment où ils les sollicitent, suite à la pauvreté, explique, en grande partie, l'insoumission des enfants. « *Le fait que les enfants de maintenant n'écoutent, ni ne respectent plus leur parents est dû au fait qu'ils gagnent, par eux même, de l'argent, le manger et des habillements. Cela dépend du fait que les parents soient pauvres* », confiait un père de famille.

Parfois le manque de respect des enfants pour leurs parents est perçu comme la compensation logique de ce que les parents ont fait à (ou pour) leurs parents quand les premiers étaient, eux aussi, jeunes. Sous cette perspective, le non respect des parents par leurs enfants est une malédiction des uns que les autres sont chargés de reconduire, voire de reproduire. C'est en tous cas ce qui transparaît dans le discours de certains répondants :

Le respect chez moi ! C'est une chose qui n'a pas changé et qui ne peut pas changer. J'ai respecté mes deux parents, mes enfants me respectent au

même titre. C'est une question qui se paye ! Chacun doit, pour se faire respecter, respecter d'abord ses propres parents ? Ainsi, toi aussi, quand tu feras des enfants ! Tu seras respecté par eux !

Le phénomène de paupérisation peut, dans certains cas, être plus prononcé et atteindre des proportions très inquiétantes chez les grands parents qui vivent avec leurs petits fils. Un grand père dira :

Nous éduquons nos enfants en fonction de nos maigres moyens financiers. Nous mettons à la disposition de nos enfants le même type d'éducation que nous avons reçu de nos parents malgré les multiples difficultés liées à leur caractère. Nous ne savons pas si cela dépend de l'école ou des médias. Nous n'avons pas d'enfants en éducation, seulement nos petits fils et ceux-ci sont très têtus. Nous ne les osons même pas au risque qu'ils nous frappent un jour. Ah ! D'autres ne révisent même pas, car leurs cahiers ne sont même pas à jours. Nous avons les soucis de nos petits fils, car ils ne sont pas du tout conscients de leur sort. Ils sont toujours avec des clans, ils se droguent, ils boivent. Ils se couchent à l'heure voulue, ils n'ont pas d'heure fixe de coucher. En cas de faute les enfants soumis sont corrigés, mais les rebelles, tu n'oseras rien faire. Avant, nous éduquons nos enfants, mais de nos jours, ce sont nos enfants qui nous éduquent. Le regard des enfants nous fait peur. Les multiples contraintes alors sont liées aux problèmes de nourriture et de mauvais comportement des enfants, ils sont des ivrognes.

Aussi, au-delà des considérations financières qui font prévaloir la pauvreté dans l'explication de l'insoumission des enfants aux parents, une autre des raisons majeures de la crise de respect tient aussi au choc qui naît de la différence des exigences normatives des deux temps : celui des parents et celui des enfants.

Attachés aux normes de leur temps, la crise naît souvent du désir des parents à se servir des normes anciennes pour éduquer des jeunes gens d'aujourd'hui. La crise d'insoumission et de manque de respect devient, dans la plupart des cas, inévitable. Bien que cette raison ne soit pas suffisante à elle seule, des expériences montrent néanmoins que les enfants qui respectent le mieux leurs parents actuellement sont ceux dont les besoins d'affirmation de soi (en plus des autres besoins) sont reconnus et satisfaits par les parents. Voici quelques propos d'enfants qui illustrent certains aspects de cette conception :

Moi personnellement, je ne montre aux parents aucun manque de respect, ainsi que mes frères et sœurs parce qu'ils acceptent tout ce qu'on leur demande. Vous savez, nous aussi, même si nous sommes jeunes, nous avons besoin de certaines choses. Il ne suffit pas de nous nourrir ou de nous acheter de l'habillement. Mais il faut que les parents sachent que nous avons besoin de nous distraire, d'avoir des amis, de nous promener avec nos amis et même, pour ceux qui sont mûrs, d'être avec des garçons et des filles ! Mais les problèmes sont souvent la conséquence du refus des parents de laisser les jeunes sortir pour se distraire un peu avec leurs camarades, tu vois ça.

Selon les enquêtés, l'éducation des enfants et le respect qui en découle restent aussi, dans bien des cas, influencés par la nucléarisation progressive des familles. Cette situation laisse voir la primauté de la responsabilité des deux parents directs sur celle de la communauté dans l'éducation des enfants. Ce qui constitue un coup au fonctionnement traditionnel des responsabilités de la famille élargie. Cette récupération par les parents directs de la responsabilité de l'éducation des enfants explique, en partie, le fait que les enfants n'aient pas de respect pour les autres adultes y compris les personnes âgées.

En terme de respect, nous assistons à une sorte de rétrécissement de l'éducation. Chaque enfant est éduqué par ses seuls parents, cela fait qu'il n'a pas peur de faire des bêtises devant les autres. Finalement, les enfants sont mal gérés, mal éduqués, et donc ils respectent moins.

Nombreux sont les parents qui attribuent le faible respect des enfants actuels au déchirement du tissu social à travers la nucléarisation de la famille. Un vieil homme dira :

La notion de respect est une caractéristique de la grande différence qui existe entre les générations. Les enfants d'aujourd'hui sont très irrespectueux, ils ne saluent presque jamais leurs aînés. Ils sont aidés en cela par certains parents qui n'acceptent pas que quelqu'un d'autre corrige leurs enfants. Pendant que nous, nous grandissions, chaque personne âgée avait le droit de frapper un enfant en faute. Chose qui a complètement changé. Il faut que les africains, de façon générale, comprennent que les règles occidentales ne sont pas adaptées à notre culture. Nos enfants doivent être éduqués selon les règles et les normes en vigueur dans notre société.

Bien de mères de famille sont solidaires de cette vision des causes du recul du respect chez les enfants. Voici les propos d'une d'entre elles :

« La notion du respect a complètement changé ; quand nous grandissions, l'éducation était stricte dans la famille. Ainsi chaque enfant était encadré par tous les aînés sans différence aucune. Actuellement les enfants sont mal élevés. La raison principale, ce sont les femmes, dans les ménages, qui n'acceptent pas que les autres se mêlent de l'éducation des enfants. C'est pourquoi nous assistons à la "destruction" des enfants. Personne d'autre ne se mêle plus des relations entre mère et enfant ou père enfant ; ils traitent entre eux, seuls ».

En dépit de cette situation, les enfants de certaines familles continuent à respecter les normes de conduite conformes à la logique des normes et valeurs sociales coutumières. Ce type de conduite apparaît comme le fruit des efforts des parents qui font reproduire à leurs enfants le même type de respect qu'ils avaient pour leurs parents. Les enfants de ces familles respectent donc leurs parents et continuent à être disciplinés même au-delà des limites familiales.

Malgré le respect que les enfants des milieux ruraux continuent d'avoir pour leurs parents, certains d'entre eux n'acceptent cependant plus de se soumettre aux corvées familiales comme cela se faisait avant. C'est parmi les enfants issus des familles d'influence religieuse qu'une relative constance de l'existence d'un respect de type traditionnel envers les parents a été le plus remarquée. Nombreux sont les cas de témoignages qui confirment cette situation. En voici d'abord celui d'un enfant issu d'une famille d'influence islamique :

« Nous nous comportons bien, autant dans la famille qu'en dehors. Personne de l'extérieur ne s'est jamais plaint de nous à nos parents. Nous respectons nos aînés et toutes les personnes plus âgées que nous. Nous sommes disponibles à leur rendre plusieurs services : aller acheter des objets pour elles. Nous cédon la place aux visiteurs chez nous et à toute personne âgée ou supérieure à nous. Et cela partout ».

La même situation se rencontre dans les familles chrétiennes si l'on en croit ce père de famille qui dit :

J'estime que mes enfants, avec l'éducation chrétienne que nous leurs donnons, se comportent bien dans la famille. Ils nous respectent, font leurs devoirs vis-à-vis de nous et de la communauté.

Dans bien des cas, la réussite des parents dans l'imposition des règles de respect aux enfants dépend des premiers exemples d'éducation qu'ils ont réussi avec les premiers enfants. Une fois cet exemple réussi, les plus petits enfants, qui viendront après, suivent, dans la plupart des cas, l'exemple des premiers. C'est ce qui fait que certains parents exercent plus d'effort dans l'éducation rigoureuse des premiers enfants dont le modèle servira au conditionnement de ceux qui vont suivre. Un père de famille faisait remarquer :

Les enfants observent un grand respect pour nous, parce que leurs grands frères nous ont toujours obéi. Maintenant, j'ai cessé d'être sévère avec mes enfants, surtout les tout derniers. Mais quand je commençais à faire des enfants, j'étais plus chaud que maintenant. Dieu merci, cela a servi à quelque chose. On a plus besoin d'être autant rigoureux avec les plus jeunes, mais tous nous respectent comme leurs aînés.

Il apparaît aussi que la famille guinéenne actuelle se caractérise par la dispersion des membres. Les grands parents sont aussi plus faiblement impliqués dans la gestion directe des affaires de la famille, surtout en milieu urbain. De même, les épouses ne font pas seulement les travaux domestiques, elles sont impliquées dans diverses activités économiques extraconjugales comme le commerce, les études et les emplois salariés, de sorte qu'elles ne sont plus toujours à la maison.

Pour d'autres, la famille guinéenne actuelle reste, dans plusieurs paramètres, très identique à celle ancienne. Le mariage est et reste encore très majoritairement le mode de constitution de la famille guinéenne. Evidemment ce constat vient corroborer les découvertes des anthropologues qui avaient déjà démontré que :

Le mariage lui-même, qui est la pierre angulaire du processus d'édification de la famille en Afrique, est d'abord une activité de groupe, qui est considérée comme la première étape de la formation familiale [] La sélection de la partenaire, qu'elle soit endogame ou exogame est, le plus souvent une affaire de lignage, arrangée par les deux familles du futur couple.

Sur la foi des données collectées, il semble que les familles guinéennes se caractérisent aussi par le fait que l'un des conjoints soit, le plus souvent, absent de la famille. Dans 41% des familles ⁹, le chef de ménage est absent de la famille. Cette situation concerne 33% des épouses.

C'est en milieu rural que la proportion des chefs de famille absent est la plus forte. L'exode temporaire et/ou définitif du chef de famille expliquerait une telle situation. S'il est normal que les familles monoparentales se caractérisent par l'absence du père ou de la mère, les données indiquent que les familles élargies et polygames se caractérisent aussi par une absence du père au sein du foyer.

Au sein de chaque famille guinéenne, la principale langue de communication entre les parents (père et mère) avec les enfants est la langue de l'ethnie du père. Les traditions guinéennes voudraient que la langue de communication entre les parents (père et mère) ne soit que la langue de l'ethnie du père. Ce principe normatif reste opérationnel dans la presque totalité des cas. En raison des mouvements migratoires, surtout des hommes, il y a bien de circonstances où les enfants ne parlent que la langue de la mère ou de la langue dominante du lieu de résidence du foyer conjugal.

Les données indiquent qu'au sein des familles soussou, 4% des chefs de famille utilisent d'abord le français comme langue de communication, 3% utilisent le pular et 1%, le maninka. Les autres 91% des chefs de famille utilisent le sossokhui comme langue de communication avec leurs enfants.

Au sein des familles peulh, après le pular qu'est utilisé à 82%, 8% utilisent le français, 6% utilisent le maninka et 2% le sossokhui.. 83% des chefs de famille malinké utilisent le maninka avec leurs enfants. Ils sont 7% des chefs de famille malinké à utiliser le pular avec leurs fils, 1% utilise le français et 1% utilise le sossokhui. Enfin, 74% des chefs de famille Kpèlè utilisent leur langue avec leurs enfants. 13% utilisent le maninka et 13% autres utilisent le français.

⁹ Il est possible que l'heure de l'enquête a pu influencer sur cette donnée.

SECTION II : ÉMANCIPATION DE LA FEMME

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui est nouveau, c'est l'idée et la pratique de l'émancipation de la femme. La question relative à l'émancipation des femmes débouche sur une typologie qui laisse voir deux catégories d'hommes. Certains hommes (une minorité) ont une perception positive de l'émancipation des femmes. Tout en regrettant la condition antérieure des femmes, ces hommes perçoivent la politique de l'émancipation des femmes comme une évolution positive de la société guinéenne. Ces hommes pensent, néanmoins, que cette émancipation est un emprunt à la culture occidentale « *Même cette histoire d'égalité des sexes, ce sont des valeurs inadaptées que les noirs ont empruntées aux blancs* ». Même les jeunes filles admettent que l'émancipation des femmes est occidentale : « *Cette vision des choses est occidentale, elle est liée à l'influence de l'école. Si non dans notre religion (l'islam), la femme n'est jamais au dessus de l'homme.* »

Les données indiquent que les hommes n'admettent que les femmes occupent des postes importants que quand les femmes sont en mesure de mériter les nouveaux droits qui leurs sont attribués. Même les femmes interrogées partagent cet avis :

Dans la communauté, la femme doit rester derrière l'homme. Par contre, quand une femme est instruite plus qu'un homme, il est normal qu'au niveau d'un service donné qu'elle coiffe cet homme.

Si l'esprit de cette émancipation est perçu par bien de ces hommes comme une évolution positive des mentalités de la société guinéenne, peu sont, cependant, les hommes qui entendent que cette émancipation porte atteinte aux normes traditionnelles de la place de la femme au foyer (la prise en charge domestique du foyer). Cette émancipation ne doit aussi porté atteinte à l'ordre divin :

La promotion des femmes est une chose dont les contours me sont flous, parce que je suis analphabète. Mais de plus en plus, nous voyons des femmes à des postes de responsabilité. Je pense que c'est le fait de l'école. De toute manière, moi je pense qu'une femme doit être soumise, comme Dieu même l'a intitulé.

La majorité des chefs de famille (hommes) n'apprécient l'émancipation des femmes qu'à condition que l'ordre ancien entre homme et femme demeure. Ces hommes sont aussi conscients que l'instruction reste l'élément qui déterminera la place de chaque sexe dans les années à venir.

En fait, une analyse fine suggère que ce n'est pas la situation de l'émancipation des femmes en soi qui inquiète certains hommes, mais l'émancipation conduisant les « femmes épouses » à être égales et/ou supérieures aux « aux hommes maris ». Vues en tant que filles (et non en tant qu'épouses) la femme bénéficie du soutien de la presque totalité des hommes de toutes les catégories. C'est-à-dire que si, par endroit, il y a des hommes qui émettent des réserves, et développent quelques inquiétudes sur les issues possibles de l'émancipation des femmes (épouses) sur leurs pouvoirs d'hommes, cette conception change presque complètement lorsqu'il s'agit de leurs filles. Nombreux ont été les témoignages des pères de familles à propos de la politique d'émancipation des femmes. Voici un des exemples de ces témoignages :

Lorsque je vois les jeunes filles devenir des cadres supérieurs, je deviens soucieux et même envieux pour mes filles, notamment du fait que je sois très pauvre. Je n'ai pas d'argent pour soutenir par exemple les études de mes 5 filles. Cela demande vraiment de gros efforts financiers. Aujourd'hui, c'est l'argent qui fait étudier. Si tu es financièrement incapable, tes enfants sont toujours vidés des classes. Si non, j'ai encore beaucoup de filles non scolarisées ici, quelques unes seulement viennent d'être scolarisées cette année. Et pourtant, je sais ce que vaut la réussite d'une fille pour sa famille. Je voudrais que mes filles bénéficient de ce temps qui veut que les filles réussissent comme les hommes.

En fait, le souci ou les réserves que certains hommes émettent à propos de l'émancipation des femmes se fondent sur leur méconnaissance de la réponse à la question capital qu'ils se posent en ces termes : « *Si la politique d'émancipation des femmes devenait une réalité en tout point de vue en Guinée, serai-je toujours en mesure de vivre*

en bonne intelligence avec ma femme sans qu'elle ne soit admise à désormais être au-dessus de moi ? ». Voici le nœud fondamental du souci de ces hommes. Mais les hommes ne se posent cette question que quand ils ne font allusion qu'à leurs femmes, s'il ne s'agit que de leurs filles, le raisonnement change et le soutien devient inconditionnel.

SECTION III : TRANSACTION MATRIMONIALE

[Retour à la table des matières](#)

Le mariage est et reste encore très majoritairement le mode de constitution de la famille guinéenne. Evidement ce constat vient corroborer les découvertes des anthropologues qui avaient déjà démontré que :

Le mariage lui-même, qui est la pierre angulaire du processus d'édification de la famille en Afrique, est d'abord une activité de groupe, qui est considérée comme la première étape de la formation familiale [...] La sélection de la partenaire, qu'elle soit endogame ou exogame est, le plus souvent une affaire de lignage, arrangée par les deux familles du futur couple.

En Guinée, le mariage reste encore le cadre privilégié de la procréation. Le souhait exprimé est celui de trouver un époux et/ou une épouse avant de faire des enfants. La promise et/ou le promu est d'abord cherché au sein de la famille, le lignage ou le clan. De préférable, la promise devrait être jeune, très jeune au regard de la législation en vigueur.

Les résultats de la recherche montrent que les normes matrimoniales des sociétés guinéennes sont telles que ce sont les filles qui se marient plus tôt que les garçons. Dans ces sociétés, la fille peut être mariée à un âge très bas, dès qu'elle a ses 13 ans contre, au moins, 18 ans chez le garçon. L'âge moyen de mariage des filles, selon les entretiens, est de 16 ans, alors qu'il est de 24 ans chez le garçon. Cet âge est indicatif et n'a pas de prise sur les pratiques observables surtout en

milieu urbain. Un père de famille soulignait « *Si une de nos filles voudra se marier, il lui faudra avoir au moins 15 ans. Pour les garçons, il faut avoir des moyens suffisants de prise en charge.* ». C'est ainsi qu'on peut voir des hommes de plus de la quarantaine qui ne se sont jamais mariés, faute de moyens.

S'il est vrai que ce prolongement de l'âge du mariage touche aussi les filles des milieux urbains, il va sans dire que les raisons ne sont pas les mêmes que chez les garçons. En ville, les pressions des parents pour le mariage de leurs filles sont moins fortes en raison de la nécessité d'achever une scolarité, souvent longue, et d'une demande en mariage rare. Les garçons ont une tendance à porter leur choix soit sur des très jeunes filles urbaines ou sur des filles du village.

Il faut donc rappeler, que bien que le mariage précoce soit une tradition des communautés guinéennes, sa persistance ne s'explique plus partout par le fait de cette tradition, mais pour éviter les grossesses non désirées. Les cas de grossesses non désirées apparaissent comme une circonstance où le mariage de la fille s'impose aux parents.

Le fait de procréer avant de célébrer l'union reste ainsi une pratique mal acceptée dans les communautés fonctionnant avec une grande référence aux traditions de la religion musulmane. Pourtant, cette pratique est assez répandue au sein de ces mêmes communautés surtout en milieu urbain. Sur les 2 164 personnes interrogées à partir du questionnaire, il semble que 1% des couples ont procréé avant leur union.

Il y aussi une demande forte des hommes pour les filles jeunes, car elle symbolise des probabilités de fécondité plus élevée. De même, les hommes, tout en appréciant le fait d'avoir des copines dans leur jeune âge, préfèrent épouser une plus jeune, sensée être moins « connue » par d'autres hommes.

En dehors de cette raison fondamentale, plusieurs parents auraient voulu retarder le mariage de leurs filles afin que celles-ci disposent d'une carrière professionnelle pouvant leur procurer de meilleures conditions de vie. D'ailleurs, le mariage précoce des filles n'arrive dans certaines familles que suite à l'échec scolaire de leurs filles. Alors que les parents souhaitent voir le garçon continuer ses études

avant de se marier, leur souci pour la fille serait que celle-ci, au nom de l'honneur familial, se marie très tôt sans avoir eu une grossesse non désirée.

Les transactions matrimoniales commencent d'ailleurs dès les premiers moments de la vie. Les transactions sont d'abord des intentions affichées qui demandent à être confirmées par le comportement des parents (surtout celui de la mère) et de celui des futurs époux (grossesse précoce et non désirée de la jeune fille et réussite économique du garçon).

Les fiançailles à l'enfance apparaissent comme une autre caractéristique du système matrimonial des sociétés guinéennes. Cette variante du système matrimonial consiste à fiancer deux enfants dès leur plus bas âge, pour certaines filles, dès le jour de leur baptême. Cependant, ces fiançailles, dès l'enfance, connaissent de nos jours un recul très sensible et, parfois, des revers dus aux influences de la modernité. Au-delà de ce recul et revers, il continue néanmoins à exister dans certaines familles, surtout dans les familles de types élargies et endogamiques. Un époux confirme cette réalité en ces termes :

Ma première épouse fut le choix de mes parents, ils me l'ont indiquée depuis que j'étais enfant. Elle, elle était bébé encore. Ce fut un mariage entre parents, et nous avons grandi avec cette idée.

Cependant, les intentions exprimées par les parents dès l'enfance ne sont pas des engagements « juridiques ». Elles sont indicatives des préférences des parents. Elles sont surtout indicatives des relations privilégiées que certains parents entretiennent à ce moment de la vie. Souvent, la préférence des parents devient une contrainte si forte qu'elle ressemble à un mariage forcé ou du moins imposé. Une des répondantes a connu une situation pareille qu'elle relate en ces termes : « *Pour mon mariage, les parents de mon mari sont venus avec les colas pour demander ma main* ». Une autre répondante indique qu'elle a une sœur mariée qui s'est mariée à 19 ans et c'est les parents qui l'ont donné à un de ses cousins. Une des répondantes confirme la prépondérance des parents quand elle dit que : « *mon mari est mon cousin, c'est mon père qui a décidé que je l'épouse* ». Dans sa famille, dit-elle :

Chez nous, lorsque vous voulez d'une fille en mariage, elle ne se prononce pas, elle vous dit de venir nous voir. Ce n'est que lorsque nous donnerons notre accord qu'elle sera d'accord. Ici on ne demande pas l'avis d'une fille pour lui donner en mariage, elle n'a pas à se prononcer sur ce sujet.

Cette famille n'est pas la seule à contraindre les enfants à appliquer le choix des parents. Certains jeunes répondants ont indiqué que :

Mes sœurs se marient entre 15 et 22 ans alors que mes frères c'est de 25 à 30 ans. Chez nous aucun enfant de mon père, qu'il soit garçon ou fille, ne choisit sa conjointe ou son conjoint, c'est mon père qui fait le choix, et quand il le fait, tu es obligé d'y adhérer.

Les données des entretiens révèlent que plusieurs familles élargies sont constituées sur la base du choix exclusif des parents. Ces parents sont essentiellement ceux de la lignée du père, même si la mère interfère par endroit. Les membres masculins qui interviennent dans ce choix ne sont pas forcément ou seulement le père biologique. Il peut, en plus du père biologique, s'agir des collatéraux du père, c'est-à-dire tous les hommes consanguins au père et qui occupent la même position sociale que lui à l'échelle de la famille. Ainsi, en dehors du père biologique, chaque enfant dispose d'une pluralité de pères sociaux jouant, à son propos, les mêmes responsabilités sociales, dans le domaine de la constitution de la famille, que le père biologique. Une femme, mère de famille, affirmait ce qui suit :

Tous les enfants qui se sont mariés, l'ont été sur la base de l'accord de leurs pères, principalement leurs oncles. Chez nous, l'avis des enfants n'est pas demandé. C'est le père, les oncles ou des fois les tantes paternelles qui sont concernés pour la décision de mariage des enfants. Quand c'est décidé, nous venons tous pour les préparatifs et la célébration.

Mais si ce sont les parents masculins qui décident officiellement de la fille avec laquelle leurs garçons doivent se marier, c'est souvent les mères qui entreprennent les démarches préalables dans l'ombre. Un homme dira :

c'est ma mère qui m'a cherché ma femme. Elle avait initié et suivi, elle-même, les démarches. Nous sommes partis demander sa main à ses parents, avant que nous n'ayons entrepris les préparatifs pour sa dote. Et

c'est quand tout cela a été obtenu que nous avons informé le vieux (le père) qui, lui aussi, a fait son rôle de père.

Ainsi, pour la plupart des cas de mariage des enfants des familles enquêtées, ce sont les parents qui effectuent le choix de la première épouse de leurs garçons, laissant la latitude de choix, par ces derniers, de leurs autres épouses. Un des chefs de famille interrogé dira : *Il doit en être ainsi, car il en été de même pour eux quand ils devaient se marier*. Il y a même certains chefs de famille qui ont affirmé avoir fait, eux-mêmes, le choix de toutes les femmes de leurs garçons.

Les choix effectués par les parents vont du choix proposé au garçon, au choix imposé au garçon en passant par le choix proposé par un autre parent de la famille élargie. De telles propositions viennent le plus régulièrement que de la part des oncles ou des tantes du garçon qui doit se marier.

Il en est de même pour les filles, mais à une intensité moins forte que celle imposée sur le garçon. Le mariage forcé, qui a longtemps été l'une de trajectoire fondamentale qui mène la fille au mariage, est en voie de recul sensible, sans pour autant disparaître. Dans le cas des résultats de la recherche, les filles mariées sont partagées entre celles dont le mari a été choisi par les parents et celles qui ont effectué leur propre choix.

Les critères de choix d'une fille pour le mariage sont nombreux. Au nombre de ces critères, il y a essentiellement son éducation et son appartenance familiale. Les parents voudraient que la fille soit d'une « bonne famille » de façon générale, et plus particulièrement qu'elle ait une « bonne mère ». Un père de famille affirmait que « *Dans l'un ou l'autre cas, dans le choix de la femme, il y a un critère qui est fondamental chez nous : c'est l'éducation de la fille et le comportement de sa famille.* ». L'origine sociale du futur conjoint et le passé des parents du futur couple, les alliances que le mariage pourrait procurer à la famille sont des paramètres qui déterminent l'implication des parents dans le mariage des enfants. Un père de famille précise que : « *pour le mariage nous regardons le comportement des parents et non la physionomie des filles* ». L'une des principales raisons qui fait que la famille du garçon s'intéresse au type de famille dont la fille est is-

sue va de l'hypothèse que la fille porte en elle les qualités et les défauts de sa famille d'origine.

Cependant, dans bien de familles élargies, les parents cherchent beaucoup plus à influencer le choix des épouses de leurs garçons qu'ils ne le font pour les maris de leurs filles. Les parents considèrent que leur muse sera membre à part entière de la famille, et par conséquent, les parents tiennent alors à s'assurer que la future épouse de leurs enfants est le type de femme qu'ils souhaitent avoir parmi eux d'une part, et que d'autre part faire en sorte que cette femme appartienne à la famille avec laquelle les parents souhaitent avoir une alliance :

C'est leur père qui a cherché une femme pour mon garçon. Mais c'est ma fille qui a fait le choix de son époux. Il faut que nous connaissions la femme qui doit être avec nous, c'est à la même règle que notre fille est soumise chez l'homme qui doit l'épouser. Mais si notre fille est choisie par une famille, c'est elle qui approuve le choix. Si elle ne veut pas, elle n'ira pas, les temps ont changé.

Les familles endogamiques constituent un autre terrain de prédilection du principe de choix des conjoints des enfants par les parents. Les familles endogamiques sont celles où le mariage ne se fait souvent qu'entre les enfants de la même faille élargie. La règle étant adoptée et intériorisée par chacun des membres de la famille, même le choix qu'on dit être effectué par les enfants ne s'inscrivent alors souvent que sur les principes de la logique tracée par la famille. Dans ces familles, on entend souvent dire :

Ce sont mes parents qui m'ont donné ma cousine en mariage. Je n'ai pas contredit le choix de mes parents. Pour ma fille également, je lui ai donné à son cousin par la demande de mon frère. Pour mon garçon, c'est la même chose que pour ma fille, il a choisit sa cousine.

Un des avantages du mariage endogamique est qu'il permet d'assurer la stabilité et l'harmonie entre, d'une part, les futurs conjoints, et d'autre part de cultiver un climat de bonne entente entre les familles alliées. Le mariage endogamique est favorisé et facilité par le sentiment affectif d'appartenance à la même famille tel qu'il apparaît dans les propos suivants :

Une bonne relation existe avec la belle famille, car elles, c'est-à-dire les femmes, sont de la même famille que nous. Nous marchons sur les principes de l'islam. Quand des parents se marient entre eux, il y a de forte chance de compréhension et de sentiments, car on est apparenté. Les femmes sont aussi nos sœurs et leurs parents sont nos parents, ce sont les filles de nos oncles, tantes...

Bien que ce souci de mariage entre parents persiste, l'exogamie reste cependant la pratique matrimoniale la plus répandue en Guinée. Il arrive d'ailleurs que l'exogamie conduise en dehors même des frontières nationales :

De mon côté, j'ai eu le contact de ma première femme en 1968 à Bamako quand j'y étais en aventure. Nous sommes ensemble depuis 1970 et nous résidons maintenant dans notre propre concession. Nous avons fait un mariage civil et j'ai le papier

Cette exogamie peut, dans certains cas, concerner des personnes de religion différente, notamment entre chrétiens et musulmans. Ce type de mariage soulève des objections familiales, surtout entre un chrétien et une musulmane en raison du caractère patrilinéaire des sociétés guinéennes, mais n'interfère aucunement dans la nature des relations entre conjoints. Une femme témoigne sur la question et précise :

Moi je suis musulmane, mais j'encourage mes enfants à fréquenter l'Eglise, car c'est la religion catholique que pratique leur père. Ils prient de temps en temps à domicile ensemble avec leur père et fréquentent à l'Eglise les dimanches.

Si le premier pas pour sceller un mariage est souvent posé par les parents, les enfants qui se marient sont aussi, dans plusieurs circonstances, ceux qui confirment le choix des parents :

Ma première femme je l'ai mariée après son ciblage par mon père puis mon consentement et aussi celui des familles.

Cette intrusion des parents dans les transactions matrimoniales continuera tout au long de la vie. Il arrive que les parents laissent aux enfants le soin de choisir leur conjoint, il n'empêche que le mariage

reste une affaire de parents. L'un des répondants confirme cette réalité lorsqu'il dit :

C'est moi-même qui a choisi ma femme mais ce sont mes parents qui exécuté les rites sociaux liés au mariage suivant notre coutume. Il faut souligner que la dote de ma femme n'avait pas été faite. Mais en attendant de le faire, comme je suis le neveu du père de ma femme, le rite avait été simplifié : nous avons seulement envoyé des cadeaux (surtout des habits) aux parents de ma prétendante, à ses frères et sœurs. Ces colis étaient accompagnés des noix de colas emballées d'une cotonnade et des gourdes de vin blanc. Les deux belles familles se sont ensuite retrouvées ensemble selon les normes traditionnelles pour notre jeune couple et promulguer à chacun de nous des conseils cela s'était passé depuis 1984. Depuis, nous habitons dans la concession de mon père.

En dehors donc du témoignage des parents, nombreux sont les témoignages d'enfants (filles surtout) qui militent en faveur de la valorisation du libre choix par les filles de leur futur mari. De plus en plus, surtout dans les centres urbains, le choix premier est celui des enfants qui se marient : « *Mon frère a choisit sa femme puis il a informé mon père et il a approuvé aussi ils ont fait sortir les colas et les parents de la fille ont accepté* ». Dans ce cas, le rôle des parents est de confirmer le choix des enfants à partir de paramètres sociaux différents de ceux des prétendants au mariage.

Certains parents commencent à vouloir que leurs enfants fassent leur propre choix. Les parents n'apparaissent, dans ces cas, que comme de simples validateurs de l'union matrimoniale. Cette nouvelle forme de transaction matrimoniale est intermédiaire entre le libre choix des enfants et celui de l'imposition des parents. C'est un système qui associe le choix préalable de la fiancée par les parents aux concertations ultérieures de deux personnes devant se marier. Un jeune marié disait à ce propos : « *Pour le choix de me première femme, c'est mon père qui a fait le choix pour moi. Mais néanmoins, j'ai demandé à la fille, si toute fois elle m'aime, elle a confirmé et c'est comme ça que tout a commencé* ». L'une des principales raisons de l'acceptation des parents de cette voie médiane vient du souci d'éviter les difficultés éventuelles, en l'occurrence les divorces à court ou moyen terme. Le choix opéré selon le consentement librement engagé des enfants apparaît ainsi comme un moyen pour épargner aux cou-

ples les divorces qui deviennent de plus en plus nombreux en Guinée. Un père de famille soulignera que :

On dit souvent qu'il ne faut pas permettre aux enfants de se choisir pour le mariage. C'est les parents qui doivent choisir les partenaires de leurs enfants. Le fait de ne pas permettre aux enfants de se choisir pour le mariage est à la base de beaucoup de divorces. Une fille doit avoir la liberté de choisir son mari, et la mari doit choisir sa femme en toute liberté ».

L'influence des études, des mouvements migratoires, des médias et de l'urbanité, bref du modernisme, disqualifient la vie de couple fondée exclusivement sur la parenté. Le souci de vouloir un foyer conjugal stable et promoteur, garant de l'avenir, fait que les parents commencent à réaliser que, dans bien des cas, l'implication de leurs enfants dans le choix de leurs conjoints est essentiel. L'implication des enfants dans le choix du conjoint va, parfois, jusqu'à la cohabitation avant le mariage. C'est ce qui apparaît dans le propos de cette épouse de la Guinée Forestière lorsqu'elle dit que :

Quant à moi, j'avais apprécié et accepté librement mon amant, puis je l'ai présenté à mes parents. Il est resté quelques années dans notre famille, et on y cultivait ensemble. Quand mes parents l'ont trouvé appréciable, ses parents sont venus présenter les 10 noix de cola pour demander ma main et aller chez eux ensemble. C'est ainsi que nous sommes venus, avec l'accord de mes parents, à la maison. Nos rapports vont bon train et nous résidons dans notre propre concession. Quand c'est fait de cette façon, on ne peut s'attendre à un divorce.

Le choix des parents, celui des seuls enfants et celui qui associe les enfants en âge de se marier et les parents sont les trois principales voies pour fonder la famille. Le lévirat et le sororat sont aussi un autre mode d'acquisition du conjoint. Ce sont des variantes à travers lesquelles le conjoint dont l'épouse ou l'époux est décédé peut se remarier à la sœur ou au frère du conjoint décédé.

Ce procédé d'acquisition de l'épouse apparaît comme une des formes par lesquelles certains monogames sont devenus des polygames. En tous cas, certains des répondants sont devenus des polygames par ce procédé : « *l'autre femme je l'ai héritée de mon jeune frère défunt* ».

Le choix du conjoint est une étape dans la transaction matrimoniale. La phase suivante porte sur les actes qui scellent l'union entre deux familles. Si les étapes varient d'une communauté à une autre, il semble que la dote est la symbolique que l'on rencontre dans toutes les communautés guinéennes. Les explorateurs et les anthropologues avaient constatés que lorsque la dote est acceptée, elle légitime le mariage et surtout : *« crée des liens coutumiers et l'amitié entre les deux familles, et donne un certain nombre de droits à l'homme sur la femme, et en particulier sur sa sexualité et sa fécondité »*.

Les entretiens révèlent que les composantes et la valeur de cette dote sont multiples même à l'intérieur de la même communauté. Cependant, il reste que la dote scelle le mariage. Par exemple, dans la préfecture de Siguiri, les notables lors des entretiens ont révèlé que :

À Soumbarakoba, le mariage se fait conformément aux règles des clans. Nous comptons 5 clans (3 clans Camara, 1 clan Traoré et 1 clan peulh regroupant tous les peulhs (Diallo, Diakité, Sidibé). Dans l'ensemble le mariage se fait de la même manière sauf au niveau du montant pour les frais du mariage qui varie à une différence de 5 000 FG à 90 000 FG selon les clans.

Les données indiquent aussi la possibilité de procréer avant la célébration du mariage est une pratique acceptée dans certaines communautés. Lors des entretiens à Youkounkoun (préfecture de Koundara), un des chefs de famille a indiqué que :

Le mariage chez nous c'est selon les coutumes Coniaguis c'est le mari qui organise tout. Avant le mariage, la fille et le garçon se sont déjà vus et chez d'autres ils peuvent même avoir un enfant avant de célébrer le mariage. La dot est composée d'un coq noir, d'un pagne noir qu'on présente à la famille de la fille.

Il arrive aussi, et c'est plus courant qu'on ne le dise dans la quasi totalité des familles guinéennes, que l'acte conjugal précède le mariage et la dote renvoyée à des lendemains meilleurs. C'est le cas des personnes qui se marient à leur amant et/ou amante. Cette situation tend à être une réalité qui s'impose, dans bien de cas, à leurs parents. Cette situation concerne aussi bien les garçons que les filles. Dans cer-

tains cas d'ailleurs, le couple commence sa vie maritale chez les parents du garçon, et avec le consentement de ces derniers, bien avant le mariage. Le langage « *d'inviter la fille à venir vivre dans la famille de son amant* », présumé futur époux, consiste dans plusieurs milieux de la Guinée Forestière, à demander à la fille de « *venir voir la maison* ». Une fois arrivée, elle n'y quittera que quand le projet de mariage est renoncé. Pourtant, les parents ne sont pas toujours enchantés par cette situation :

Une de mes filles est chez son proposé ; je ne peux pas appeler cela une fiançailles ni un mariage parce que rien n'est encore fait par rapport à ça suivant notre coutume. Toutefois, c'est elle-même qui avait fait ce choix. Mais avant d'y aller, les parents de son copain en question étaient venus le demander avec de la cola. Elle pouvait, à l'époque, avoir entre 18 et 20 ans.

Un autre parent indique, à propos des garçons, ce qui suit :

Un de mes garçons est également avec sa fiancée dans notre famille avec nous ; comme sa sœur, il avait fait son propre choix. Dès que nous nous sommes rendus compte de leur relation, nous sommes allés par la même procédure que les autres avaient fait pour sa soeur, demander à la famille de la fille en question de la laisser venir rester à la maison. Dans ces deux cas, la dote n'est pas encore faite. Nous ne sommes qu'avec les 10 noix de cola.

Il y a d'ailleurs des cas où certains couples d'amants mènent une véritable vie maritale sans le moindre souci pour une quelconque légalité matrimoniale. Un père de famille confiait ce qui suit : *Depuis un bon moment, ma fille vit avec un homme qui est son copain. Avant, personne n'osait faire ça sans l'implication des parents en faveur d'un mariage légal.*

Pourtant, il arrive que d'autres familles valorisent une union conjugale précédée du concubinage, car leur propre couple est fondé sur cette base :

La procédure a été la même pour moi avec mon mari. Nous étions également libres. Les 10 noix de cola ont été présentées à mes parents pour que je vienne voir la maison de la belle famille. Depuis lors, nous sommes ici.

Je m'entends bien avec mon mari. Ma mère est décédée ici et les rapports vont bon train entre nous et avec ses parents.

En vertu des avantages que ce type de mariage est censé offrir, notamment au plan de la compréhension, plusieurs filles de la région forestière ont fourni des témoignages relatifs à la valorisation du concubinage et de leur volonté de passer par ce procédé avant leur mariage :

Une de mes grandes sœurs est mariée à son amant. Elle s'était vue ici avec ce dernier à la maison, elle l'avait apprécié et l'avait présenté à notre maman. Les parents de ce dernier avaient, à travers la cola traditionnelle, officialisé leur relation et demandé la main de ma sœur pour aller avec eux connaître la maison. Elle avait 17 ou 18 ans en ce moment. Je voudrai, pour me marier, faire mon propre choix de celui que je veux pour ma vie et ce, quand j'aurai mes 20 ans.

Aussi, on peut d'ailleurs rencontrer dans de nombreuses familles élargies, plusieurs garçons d'une même famille qui vivent à la fois avec leurs amantes (futures épouses) dans le domicile de leurs parents en attendant la célébration du mariage. Après les fiançailles, le mariage peut être préparé pendant plusieurs années aux frais des futurs mariés.

Cependant, ce n'est pas dans tous les cas que ce concubinage peut aboutir à des dénouements heureux. Dans bien des cas, le cours des événements peut ne pas s'accélérer comme la fille et ses parents l'auraient voulu. Dans certains cas, l'intention de passer du concubinage au mariage peut s'émousser et poser de sérieux problèmes à la fille et à ses parents. Ces problèmes surviennent surtout dans les circonstances où la fille contracte une grossesse, et que le garçon qui en est l'auteur fasse preuve de recul. Ceci constitue souvent une des raisons fréquentes de désaccord entre parents alliés. Les exemples de témoignages relatifs à cette situation ont été nombreux pendant les entretiens. Certains chefs de famille avouaient des cas concernant leurs filles :

Ma fille qui vient d'accoucher avait rencontré son garçon dehors, et elle est revenue avec sa grossesse. Elle est à notre charge avec son bébé, et son copain est chez son père. La relation n'est pas solidaire parce que ce gar-

çon et ces parents ne nous rendent presque pas visite, et nous aussi, bien qu'ils aient assuré les défenses de la grossesse de ma fille, nous sommes tranquilles et nous nous occupons de notre fille. Ils ont parlé de mariage, mais on ne voit encore rien de concret. Maintenant, nous, nous sommes obligés de traîner avec notre fille. Et pourtant, le garçon était très chaud au départ. Nous aimons notre fille comme ils aiment leur garçon.

Une jeune fille résumait le cas de sa fille en ces termes :

Ma sœur qui a déjà son premier bébé avait 16 ans en rencontrant son concubin, ils se sont vus à l'école et le garçon ne fait que la 8^{ème} année. Ils ne sont plus ensemble : ma sœur est dans notre famille et le garçon chez ses parents. Avant d'aspirer à un mariage, il faut d'abord réussir les études et être capable de prendre la fille en charge. Ainsi, il pourra aider les parents et sa femme.

Nombreux sont donc des propos qui confirment la régularité de cette tendance de retrait des auteurs de ces types de grossesse et de leurs parents. Un père de famille fait l'aveu en ces termes :

Mon premier garçon a déjà fait un enfant avec une fille. Quand je travaillais avec le HCR à Lola et à GUECKE, Il était ici, et allait enseigner dans des écoles, car il avait fini l'université. Il est lui-même actuellement à Conakry, et sa conjointe est chez ses parents pour le moment parce que c'est elle qui s'est laissée prendre. Il faut souligner que c'était une rencontre libre entre eux.

Il y a aussi bien des circonstances où le mariage de la fille s'impose aux parents comme une situation de fait où ils n'ont pas le choix. Ces cas arrivent dans diverses circonstances. Il y a, par exemple, des situations de vie en milieu rural où la fille est supposée être avancée en âge par rapport au mariage. Le cas devient plus inquiétant alors si les filles de son âge se sont toutes (ou presque) mariées. En de pareils cas, les parents se sentent, pour sauver la face, dans l'obligation d'accepter la première demande de mariage, surtout si celle-ci est soutenue par la fille.

SECTION IV : HABITAT CONJUGAL

[Retour à la table des matières](#)

La presque totalité des familles guinéennes sont patrilinéaires et la résidence conjugale est virilocale, c'est-à-dire que c'est la femme qui doit se déplacer pour venir vivre chez l'homme. En vertu de ce principe, les épouses vivent traditionnellement avec leur mari dans le domicile des parents de ce dernier.

Dans la moitié des familles guinéennes interrogées, le garçon marié vit avec sa femme chez lui. L'autre moitié de répondants indiquent vivre, sous le même toit, avec leurs enfants (garçons mariés). C'est à Kaloum et en milieu rural que l'on rencontre le plus de couples vivant sous le toit du père. Cette vie commune avec l'époux et les parents de l'époux dans un faisceau complexe de relations sociales est considérée idéale en début de vie conjugale. La muse est considérée comme une autre fille par le père et la mère de son époux. Un chef d'une famille élargie soulignait à ce propos :

Nous vivons tous ensemble, moi, mes épouses, les enfants et leurs épouses. Nous le faisons pour développer l'esprit de l'entente entre nous. Si tu ne vis pas avec quelqu'un, vous ne pouvez pas composer dans l'harmonie. L'affection et la solidarité sont des choses qui se construisent.

Cette vie dans la famille de l'époux signifie aussi le partage de l'intimité conjugale avec la belle-famille. Les données collectées indiquent que ces relations sont généralement bonnes. Les mariés (gendre et la bru) sont considérés comme des enfants, des alliés et même des fils : *La relation entre la belle famille et moi est très bonne. D'ailleurs son mari n'est plus mon beau, il est devenu maintenant un fils pour moi.* Un autre de continuer sur une lancée similaire : *J'entretiens de bons rapports avec ma belle fille. Les beaux fils et mes belles filles m'appellent papa. Donc, nos relations sont comme celles d'un père et ses enfants.*

La santé des relations avec la belle-famille dépend, selon les répondants, de plusieurs facteurs dont le respect mutuel et la réalisation par chacun de ses obligations sociales. Il semble important pour la muse de participer à la prise en charge financière de sa belle-mère : *Avec ma belle famille, seul le respect maximum, et je fais le maximum de moi pour cette famille.* Un autre de continuer : *les relations sont bonnes avec ma belle-famille. Je ne vis pas avec la belle-famille. Mais je leur envoie de l'argent quand j'en envoie pour mes parents.* Et une belle-sœur de finir : *Nous sommes bien d'accord avec les deux belles familles. L'amant de ma grande sœur est particulièrement bien ; Il nous assiste dans les travaux de construction, donne de l'argent à nos parents pour payer des gens afin que ceux-ci travaillent dans nos champs ».*

La bonne entente avec la belle-famille est aussi renforcée, dans bien des cas, par l'état des relations que les deux mariés entretiennent. Cet état des relations est lui-même influencé par le niveau et la nature des sentiments affectifs que les conjoints ont l'un pour l'autre. Il est aussi facilité par la procréation qui est un facteur fortifiant les relations conjugales et celles avec la belle-famille : *Il y a une bonne relation entre la belle-famille et moi. Surtout que nous avons eu des enfants. Il n'y a de problèmes entre la belle-famille et nous, seulement s'il n'y a pas de consensus entre ma femme et moi.*

Ainsi le retard dans la procréation d'un couple accélère « la prise de parole » des frères et surtout des sœurs du couple. Dans ces circonstances, ce sont elles (les belles sœurs) qui entreprennent toutes les affaires sociales, que celles-ci soient heureuses ou malheureuses. Mais il arrive aussi que l'un des conjoints prenne, lui-même, la décision du relâchement des sentiments. Le fait de ne pas avoir d'enfants apparaît ainsi comme un facteur d'incertitude en l'avenir aussi bien du couple que de celui des conjoints qui est censé incarner la pathologie. Le souci lié à l'infertilité du couple et le risque de perdre sa femme (ou son époux) sont la principale contrainte pour plusieurs familles guinéennes. Un disait : *L'unique contrainte qui me fascine est que les enfants de ma femme ne sont pas de moi. Elle n'a pas fait d'enfant pour moi, et suite à cela, elle commence à manquer de fidélité envers moi.*

La polygamie et la monogamie restent encore les formes principales des familles guinéennes. Cependant, les données indiquent qu'il y a de nouveaux types de formes familiales qui voient le jour. Les familles monoparentales et recomposées ont vu le jour et se multiplient. Ce n'est pas seulement à Conakry que l'on les rencontre. Pratiquement, dans toutes les préfectures enquêtées, les données indiquent un accroissement des familles monoparentales et recomposées. La multiplicité des divorces, l'absence des époux pour des raisons d'immigration temporaire et les ravages du SIDA expliquent, dans une très grande proportion, cette situation nouvelle.

Le divorce produit la dissolution des familles actuelles et annonce des recompositions probables et ultérieures de chacun des conjoints. Les données quantitatives indiquent que plus de la moitié des répondants (52%) n'ont pas encore rompu un de leur lien de mariage. Il y a qu'à même, sur les 166 mariés, 70 personnes qui ont eu un divorce. Si deux ou trois divorces semblent rares, les données suggèrent que ceux qui dépassent trois divorcent font aussi un quatrième divorce. En effet, 56 des 166 mariés interrogés indiquent avoir eu quatre divorces.

Les données tendent à indiquer qu'en Guinée Forestière le premier divorce est rare (9 sur les 80 mariés), mais il semble que ceux qui ont déjà divorcé trois fois le font une quatrième fois. En effet, les 68 qui ont indiqué quatre divorces se rencontrent essentiellement en Guinée Forestière (56) et, dans une moindre mesure, à Conakry. Le cas d'un seul divorce se rencontre dans des proportions comparables en Haute, moyenne et Basse Guinée. Pour l'essentiel, le divorce est urbain. Les 3/5 de ceux qui ont divorcé vivent dans les centres urbains. Le divorce est aussi plus masculin que féminin. Il est pertinent que la famille polygame connaît davantage de divorce que celle monogame.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Chapitre IV

Comportements et attitudes des parents vis-à-vis des enfants

Ce chapitre est structuré en deux sections. La première section s'intéresse à l'encadrement des enfants et à la discrimination de genre au sein des familles guinéennes et la seconde section s'occupe de la prise en charge des coûts de l'éducation des enfants.

SECTION I : ENCADREMENT DES ENFANTS ET DISCRIMINATION DE GENRE

[Retour à la table des matières](#)

L'éducation des enfants reste, dans bien des cas, influencée par la nucléarisation progressive des familles. Cette situation laisse voir la primauté de la responsabilité des deux parents directs sur celle de la communauté dans l'éducation des enfants. Ce qui constitue un coup au fonctionnement traditionnel de la famille élargie. Dans bien des cas, celle-ci n'existe plus que par les effets de la consanguinité, de la géographie ou des alliances. Mais dans les relations sociales, les effets conjugués de certains éléments du modernisme (comme les contraintes économiques et les migrations) ont sérieusement atténué la connotation traditionnelle du fonctionnement de la famille élargie. Selon les parents, cette récupération par les parents directs de la responsabilité collective de l'éducation des enfants explique, en partie, le fait que les

enfants n'aient pas de respect pour les autres adultes y compris les personnes âgées.

Ce système de primauté des parents biologiques dans l'éducation et l'encadrement des enfants laisse voir le rôle prééminent des hommes (les chefs de famille) dans l'encadrement des enfants. Les hommes sont les principaux timoniers des responsabilités sociales de la famille. Ces hommes sont généralement le père, le premier fils et, dans certains cas, les frères du père. Le père est celui qui, dans la presque totalité des cas, prend les décisions concernant l'éducation des enfants. C'est également lui qui décide de la mise des enfants à l'école. Il s'agit du développement d'une véritable tradition de primauté de la voix du père :

C'est moi qui prends la décision sur l'éducation. J'éduque mes enfants en montrant le bon chemin, j'initie mes enfants au travail de la houe, car je n'ai pas d'enfant fréquentant l'école, mais tous ont étudié l'école coranique. Chaque matin, c'est moi-même qui les enseigne, car je ne fais que ça actuellement, donc ils étudient 3 fois par jours.

La mère n'est directement touchée par les enfants que quand le problème en question soulève des confidences intimes. Quand les garçons et les filles ont des problèmes dans le quartier, c'est leur père qui leur parle. Le rôle financier ou de prise en charge du père apparaît comme un atout qui fortifie son statut et ses possibilités de décider, seul, de l'éducation des enfants et d'indiquer les grandes orientations de la famille :

Ainsi, les hommes décident seuls parce que ce sont eux qui ont mobilisé tous ceux qui vivent sous le même toit. C'est le père de famille qui a invité les autres, qui a épousé et financé le mariage, qui a doté la femme, qui fait le baptême des enfants et qui a la responsabilité de nourrir, d'habiller et soigner tout le monde, y compris les parents de sa femme.

Il en est de même pour ce qui est de la prise des décisions concernant la mise des enfants à l'école. Les hommes sont ceux qui, dans la plupart des cas, prennent ces décisions. Un chef de famille le faisait constater : *C'est moi qui prends la décision ou mon jeune frère si je suis absent. C'est mon frère qui est mon interlocuteur.* Dans ces conditions, le rôle de la mère c'est, au dire d'une mère:

Après la prière de l'aube, je réveille les enfants pour la prière. Ensuite, ils prennent le petit déjeuner avant d'aller à l'école. Moi, je nettoie la maison, fais la vaisselle, fais le déjeuner de mon mari avant d'aller au marché. Au retour, je fais le repas, je lave les habits sales des deux ou trois jours qui ont précédé. Au retour des enfants, je leurs donne le manger, attends que mon mari vienne aussi manger, et je consacre l'après midi à la vente de mes oranges avant les problèmes de repas du soir.

Le père de famille reconnaît, toutefois, le droit consultatif de sa femme, surtout dans le cas des comptes rendus relatifs à ce qui se passe dans la famille. Les chefs de familles consultent donc régulièrement leurs épouses dans le cadre des prises de décisions concernant l'éducation des enfants. L'époux ne s'abstient de consulter son épouse que dans le cadre de désaccord dans le couple ou quand le père estime que la mère a une responsabilité dans l'inconduite des enfants : *Généralement je n'aime pas associer ma femme dans l'éducation de mes enfants, surtout les filles, car les mamans sont généralement complices de leurs enfants.*

En dehors de ces cas, la presque totalité des hommes implique constamment leurs épouses dans les concertations relatives à l'éducation des enfants. Mais il s'agit bien de concertation, souvent pour des comptes rendus, et non de prise de décision : *Les principales raisons d'implication des femmes se fondent sur les faits de la fréquence des contacts entre mère et enfant, et donc de la proximité physique et affective des mères avec les enfants, par le fait que ce sont les femmes qui sont à la maison et aussi parce que c'est elles qui rendent compte au chef de famille.*

La femme n'intervient pleinement, seule, dans la mise en application des décisions relatives à l'éducation des enfants qu'en cas de problème. C'est aussi elle qui est rendue responsable des fautes commises par ses enfants dans la plupart des cas. Une femme disait : *Quand ma fille sort pour aller danser, c'est sur moi que son papa gronde, en m'accusant d'être la complice des sorties de ma fille.* Un chef de famille interrogé sur le sujet avouera que :

Ma femme et moi nous discutons du comportement des enfants surtout quand il s'agit de leur révision ou lorsque certains enfants dont je n'aime

pas le comportement viennent leur rendre visite. Et là je lui dis de les séparer !

Ce type de responsabilité a, entre autres conséquences, de créer une psychose de la mère qui est alors constamment en alerte surtout en ce qui concerne l'encadrement de ses filles. Une mère de famille faisait remarquer :

Les difficultés que j'éprouve régulièrement dans l'éducation et l'encadrement des enfants, c'est surtout la surveillance des filles parce que si quelque chose leur arrive, c'est moi qui prendrai le pot cassé. Alors chaque soir, il faut que je reste en éveil jusqu'à ce qu'elles se couchent toutes, je ferme moi-même la porte avant de me coucher.

Tous les soucis de la mère se focalisent ainsi sur les enfants. Ce sont les enfants qui font sa détresse en cas de faute, mais c'est aussi les enfants qui font sa rédemption en cas de réussite. Une femme avouera que :

Si j'accepte de supporter tout ce que supporte ici, c'est à cause des enfants. Aujourd'hui, j'endosse toutes les responsabilités des bêtises qu'ils commettent, demain, s'ils réussissent, c'est à moi que le bénéfice reviendra. C'est eux qui vont me faire sortir de mes difficultés. Je connais plusieurs exemples de femmes qui ont beaucoup souffert dans leur foyer, mais qui sont aisées aujourd'hui.

Cependant, il y a des circonstances où les femmes assument des responsabilités similaires à celles des hommes. Dans les familles nucléaires, le rôle de la femme est un peu plus prononcé. Dans ces types de famille, les enfants posent indifféremment leurs problèmes au père ou à la mère, mais c'est le père ou un autre homme de la famille qui prend toujours les décisions.

Dans les familles monoparentales, les rôles peuvent connaître une inversion selon le sexe du parent qui vit avec les enfants. Dans ces familles, la mère assume toutes les responsabilités du père quand c'est elle qui vit avec les enfants. Un père monoparental témoignait :

C'est moi, leur papa, qui a l'habitude de parler quand les enfants ont des problèmes dans le quartier. Pour les filles, c'est leur maman qui a

l'habitude de parler pour leurs problèmes. Mais comme leur maman n'est pas là, c'est moi qui m'en charge de tout le monde maintenant.

Une mère monoparentale va dans le même sens : *Comme je suis seule, leur papa n'est pas là. C'est moi qui prends la décision.*

Dans les foyers polygames, le nombre d'enfants, la taille des familles et la densité de charges de la mère peuvent être si considérables au point d'éloigner les coépouses de leur mari, même dans le cas des concertations quotidiennes et ordinaires. Dans ces conditions, les mères peuvent accumuler un nombre important de problèmes qu'elles n'ont pas pu résoudre. Les jours de passage du mari chez l'une de ses épouses constituent ainsi pour cette femme l'occasion pour poser à l'homme ses inquiétudes relatives à l'éducation des enfants, comme le faisait remarquer une femme qui disait :

Nous discutons les problèmes d'encadrement des enfants avec mon mari les soirs, généralement quand nous passons la nuit ensemble. Les lendemains soirs de ces concertations, nous les [les enfants] rassemblons pour que leur père prenne la décision qu'il faut, règle ce que je ne pouvais faire seule, donne quelques conseils de conduite sur lesquels j'ajoute mes conseils, moi aussi. Si ce n'est pas comme ça, je ne mettrai pas main sur mon mari, parce que les femmes sont nombreuses et les enfants aussi sont nombreux sans parler des problèmes qui sont aussi nombreux, tu vois ?

Dans la plupart des familles polygames, les enfants posent leurs problèmes à la mère ou au père selon qu'il s'agisse du garçon ou de la fille. C'est-à-dire que les garçons posent leurs problèmes à leur père et les filles à leur mère. Cette situation traditionnelle connaît un sérieux affaiblissement dans les familles monogames, nucléaires et monoparentales où les filles, dans bien des cas, sont plus proches de leur père que les garçons. Nombreux sont les témoignages qui font état de cette dynamique sociale des relations entre le père et la fille. En voici un des plus illustratifs de la part d'une femme :

Mon mari ! Personne ne peut se mêler de ses relations avec nos filles. Il est très sensible aux problèmes de ces filles, ils sont toujours ensemble et c'est lui qui s'occupe de tout ce qui concerne nos filles. Moi qui suis la mère, je n'ai même pas le temps de les communiquer ce qu'une femme doit connaître. Leur père dit que cela est dépassé et que tout le monde peut éduquer. Je ne sais pas comment elles vont connaître les travaux de fem-

mes. Mais tant mieux, comme il les éduque bien et s'occupe de leur étude ! Ça va hein ! Les filles aussi, quand leur père est en mission, elles se paniquent pour la circonstance comme si je n'étais pas là ; c'est en l'absence de leur père que je mets main sur elles.

Mais en dehors de ces cas qui sont encore rares et qui n'existent que dans certaines familles, c'est la "scission" des activités par sexe qui prédomine. Les filles sont plus proches de leur mère :

Dans ma famille, l'encadrement des enfants se fait comme suit : pour les garçons, s'ils ne vont pas à l'école, ils m'accompagnent au champ. Quand aux filles, c'est leurs mamans qui sont proches d'elles

Les mères ne se consacrent donc qu'à l'éducation des filles, les pères n'intervenant qu'en cas de problème. On assiste ainsi au développement d'une conception traditionnelle de l'éducation spécifique des filles de la part de plusieurs parents.

La mise au travail des filles qui les occupe à tout instant est ainsi considérée comme la condition de leur bonne éducation plutôt qu'une discrimination. Cette conception fortifie la thèse de la différence dans les libertés de sortie et de promenade entre filles et garçons. Dans la bouche de la plupart des répondants, la différence de destin entre les filles et les garçons justifient la discrimination :

Dans les familles, les filles sont commises aux tâches ménagères (cuisine, lavage du linge sale, balayage, piler etc.) qu'elles accomplissent auprès de leurs mères ou de leur belles sœurs (les femmes de leurs frères). Il faut ajouter que les filles qui sont bien éduquées sont celles qui sont initiées aux travaux ménagers. Les filles n'ont pas de temps dans la concession, elles sont constamment à la tâche. C'est ce qui fait que si le garçon peut se promener n'importe comment, la fille, elle, ne doit pas tenter une telle aventure car une femme doit apprendre à se tranquilliser afin d'être une bonne mère de famille à l'avenir.

Les données révèlent que les enfants ne sont, dans l'ensemble, impliqués dans les décisions concernant leur éducation que quand ils atteignent l'âge de 17 ou 18 ans. Mais il arrive que certains soient associés un peu plus tôt, vers l'âge de 10 à 13 ou 15 ans. Les enfants ne sont concrètement impliqués dans des discussions les concernant que quand ils sont en faute. Cependant, de nombreuses familles ont opté

pour l'organisation de réunions périodiques familiales. Les problèmes de la famille sont ainsi débattus avec la participation des autres membres de la famille y compris les enfants qui ont atteint la majorité. La périodicité de ces réunions est très variable, certaines familles les tiennent de façon formalisée suivant les événements ou suivant des jours définis dans la semaine ou du mois, ou alors tous les soirs. Un père de famille faisait constater que chaque soir : « *si nous terminons notre dîner, c'est sur la table même qu'on discute nos problèmes, sur l'éducation* ». Et Suivant la gravité ou l'urgence liée à l'ordre du jour, il peut arriver que ces réunions impliquent même les filles qui sont déjà mariées chez d'autres hommes ainsi qu'on peut le remarquer dans les propos de ce chef de famille : « *Souvent, je discute des problèmes de comportement et d'attitudes de mes enfants de manière concertée avec mes épouses en la présence des grands enfants mariés. Mais tout cela dépend de la nature des problèmes à discuter* ». La prise de décision est ainsi collégiale et consensuelle dans plusieurs familles.

Ces réunions de famille, tout en impliquant directement les enfants qui ont atteint la majorité, apparaissent aussi comme un lieu de familiarisation (socialisation par la résolution des problèmes) des plus jeunes à l'esprit des problèmes de la famille. Une mère de famille affirmait :

Nous discutons souvent des problèmes d'éducation des enfants les soirs lorsque toute la famille est rassemblée après le repas : les reproches se font publiquement à l'égard des enfants ayant manqué à leurs devoirs ou ayant commis d'autres fautes. Nous en discutons pendant que les plus petits mangent ou font la révision de leurs leçons. Il y en a même qui sont plus petits et qui ne sont pas à l'école. Comme ils sont encore tout petits, ils ne comprennent pas tout ce que nous disons ou faisons, mais ça les prépare à comprendre les problèmes et les principes de la famille.

Les parents des familles monoparentales sont ceux qui impliquent le plus, et très tôt, leurs enfants aux discussions concernant leur éducation. Etant souvent seuls avec les enfants, ils n'ont presque pas d'interlocuteurs plus proches que ces enfants. Qu'il s'agisse ainsi du père ou de la mère monoparentale, ces parents discutent régulièrement avec leurs enfants. Le niveau des concertations est des fois si intense et si intime qu'il semble effacer les considérations liées à l'âge des

enfants. En exemple, il n'est pas rare de voir un père de famille s'entretenir régulièrement avec une de ses filles de 7 ans sur un sujet important comme deux adultes l'auraient fait.

Les enfants apparaissent, au sein des familles, comme une ressource, une main-d'œuvre dans la presque totalité des familles guinéennes. Ils sont ainsi impliqués dans toutes les activités que les parents entreprennent. Cependant, les tâches auxquelles les enfants sont commis sont différentes pour le garçon et la fille. La fille, pour la plupart, s'occupe de toutes activités qui impliquent sa mère dans le foyer conjugal. La fille est celle qui, dans les familles polygames, doit servir d'appui à la mère dans ses travaux. Ce qui fait que les filles soient constamment plus occupées à ces tâches domestiques par rapport aux garçons qui ne sont concernés que par certains types de travaux qui ne se font tous pendant toute l'année. Ainsi, tandis que la fille est occupée aux travaux domestiques quotidiens et journaliers liés au ménage, le garçon ne s'occupe, de temps en temps, que des travaux saisonniers comme aller au champ ou suivre le père dans ses activités.

Il y a cependant des familles où les filles et les garçons font les mêmes travaux. Il faut toutefois rappeler que cette situation est plutôt rare et n'existe que dans certaines familles ou alors ne se font que dans certaines circonstances. C'est dans les familles nucléaires et monoparentales et dans le cas d'enfants amenés en éducation chez d'autres personnes que cette situation a été, le plus, rencontrée. Mais même dans ces conditions et au-delà de la communauté de certaines activités, on note une différence dans les tâches domestiques qui reviennent aux filles et aux garçons. Une femme disait :

À la maison les filles s'occupent du balayage de la maison et de la concession, puis de la cuisine, de la lessive et de la vaisselle. Les garçons doivent veiller sur la disponibilité du bois de chauffe pour les cuisines et les chauffages de l'eau pour le bain. Tout le monde (filles et garçons) puise de l'eau.

La presque totalité des familles ont conservé des types de sanctions très traditionnels qui consistent essentiellement à recourir au fouet. Il y a aussi des circonstances où les sanctions peuvent consister en la privation d'aliment. Il faut cependant nuancer pour préciser que ce

type de sanction n'est plus fréquent que pour les enfants qui ne vivent pas avec leurs parents directs (biologiques). Pour une des femmes interrogées, la règle est simple :

Si les fautes deviennent nombreuses, je renvoie le fautif, et si la faute est mineure, je dis à l'enfant qu'il ne va pas manger. Les fautes habituelles sont le refus de faire les commissions de leurs mères, refus de puiser de l'eau, chercher du bois mort, aller à l'école. Les sanctions des garçons et filles sont les mêmes

Les données indiquent que les sanctions sont, généralement, les mêmes pour les garçons et pour les filles. Les raisons qui amènent les sanctions sont, entre autres, le refus de faire une commission ou le fait de ne pas la faire à temps, le manque de respect à une personne âgée, le fait de provoquer des querelles. Le fait de ne pas réviser les cours et faire les devoirs ou le coran ou de manquer à l'école est devenu, pour certaines familles, une cause de sanction aussi bien du garçon que de la fille :

Par rapport aux sanctions, si un de mes enfants, quelque soit le genre, se promène à notre insu, abandonne des travaux qu'on lui confie à la maison, accepte des compagnies interdites, il méritera d'être fortement frappé.

Mais pour la majorité des cas, les parents et les enfants enquêtés témoignent que ce sont les garçons qui sont, pour la plupart des cas, sanctionnés pour des raisons de ce genre. La fille, quand elle ne prend pas les études au sérieux, sa sanction consiste à être retirée de l'école pour des travaux domestiques de la mère en vue de sa préparation pour le mariage. Il semble aussi que certains parents se partagent les sanctions : aux pères, les garçons et les mères se chargent des filles comme l'indique ce père de famille :

Pour les plus petits, je les bastonne afin de les ramener à la raison généralement à cause de refus des commissions. Pour les plus âgés, je crie ou j'insulte des fois. Les filles, se sont les mamans qui s'occupent de leur éducation.

Les données des entretiens indiquent que le petit larcin au sein de la famille conduit à des sanctions de même nature et de même intensité pour les filles et les garçons. Les données révèlent que la première

cause de sanctions des filles au sein de la famille est la promenade. Tandis que les promenades ne conduisent pas aux sanctions des garçons, elles constituent pour la fille l'une des plus graves fautes qui puissent inéluctablement la conduire aux sanctions les plus sévères. Une des femmes indiquent avec précision le processus de sanctions au sein de sa famille :

Les fautes qui méritent directement des coups de fouet est le vol quelque soit le genre de l'enfant concerné. Si c'est un refus de travail, je donne un avertissement et des conseils à l'appui. Si cela se répète je frappe dure et directement. En terme de suivi, je surveille la fille et la sanctionne plus sévèrement que le garçon : les promenades sans motif et prolongées surtout. Pour une telle faute, si je frappe le garçon sans le déshabiller, je déshabille la fille, je la frappe durement, je ne lui donne pas à manger et elle passe la journée ou la nuit en prison sous ma surveillance personnelle avant de lui donner par la suite, des conseils. Si je ne fait pas ainsi, elle peut rester à se promener et qu'un insensé la fasse courir. Quand elle tombe malade, c'est toujours à ma charge.

Si les sanctions sont identiques dans leur intensité et dans leur rigueur, il arrive que les parents souhaitent que les filles couchent tôt pour, soit disant, les protéger :

Nous sanctionnons les filles et les garçons de la même façon. Mais en ce qui concerne les filles, notre souhait est que s'il est 20 heures qu'elles rentrent pour se coucher. Mais actuellement, c'est presque la bagarre surtout quand la fille atteint l'âge de la puberté, c'est très difficile de la maintenir.

Et si, par hasard, une des filles prenaient une grossesse, alors les pères n'hésitent pas à chasser la fille fautive du toit conjugal. La malheureuse peut même être ostracisée par le père.

J'ai été obligé de chasser ma fille [...] de la maison pour un cas de grossesse récemment. Elle se trouve actuellement au village. Parfois je suis obligé de me taire comme ce fut le cas lors de la naissance d'un mort né de ma fille [...] que son amant a abandonné aussi tôt après sa forfature.

Il y a quelques rares familles qui ont opté pour des sanctions non corporelles et identiques aussi bien pour les filles que pour les garçons. Les conseils, les blâmes et les punitions sont privilégiés et les

parents en appellent beaucoup plus à la raison ou à la maturité des enfants. Il y a d'ailleurs certains parents qui ont compris, que malgré toutes leurs influences sur les enfants, les sanctions ne suffisent plus à faire obéir les enfants. Ces parents sont conscients des changements de contexte qui confère aux enfants de nouveaux droits. Cette attitude et la conception de la sanction qu'elle contient est cependant très rare et n'ont été rencontrées que dans les familles monogames, surtout nucléaires où les parents sont instruits et généralement fonctionnaires :

Les sanctions auxquelles mes enfants de moins de 20 ans sont soumis sont généralement la corvée, le pompage en attrapant les oreilles. Je frappe très rarement les enfants. Si cela arrive, il faut qu'il s'agisse d'une faute très grave : vol, insulte de parents ou d'une personne plus âgées.

Par rapport à l'heure de coucher des enfants, il faut faire remarquer que les parents de tous les types de familles ne s'occupent que du moment de coucher des plus petits enfants et des filles. Ce n'est qu'une minorité de parents qui cherchent à définir l'heure à laquelle les enfants doivent se coucher. Ainsi l'heure pour les enfants de se coucher dépend de plusieurs variables : les enfants des milieux ruraux se couchent beaucoup plus tôt que ceux des grands centre urbains. Cependant, l'arrivée des vidéoclubs a considérablement prolongé le temps des veillées des enfants des villages. Les enfants issus de familles de cadres, de familles nucléaires et ceux dont les parents ont un niveau de fortune plus ou moins appréciable se couchent également plus tôt que ceux des grandes familles polygames, analphabètes ou pauvres.

Les enfants, canalisés par les parents, se couchent entre 19 heures 30 mn et 21 heures pour la minorité, et entre 22 heures et 0 heures dans la majorité des cas. Il y a aussi des parents qui affirment ne rien connaître de l'heure à laquelle leurs enfants se couchent.

Par rapport au mode de partage des chambres à coucher entre les enfants, il faut faire le constat de l'influence très remarquable de la pauvreté sur les possibilités de logement des familles pour la plupart. Dans les familles guinéennes, qui ont fait l'objet de la présente recherche, les chambres sont réparties entre les enfants suivant deux critères : le critère âge et le critère sexe.

Les plus petits enfants passent la nuit dans les mêmes chambres que les parents, en l'occurrence avec la mère. On peut même dire qu'ils passent la nuit avec le père et la mère, dans la mesure où la plupart des couples n'ont pas de chambres séparées pour le couple. Et même dans les foyers polygames où la chambre du mari est différente de celles de chacune de ses épouses, les plus petits couchent dans la chambre de leur mère. En raison de la pénurie, la mère partage souvent sa chambre aussi avec ses filles ou au moins la fille cadette.

Le second critère du partage de l'habitat porte sur le sexe. C'est-à-dire, les filles passent la nuit ensemble. Les garçons font la même chose. Ce qui, avec le grand nombre d'enfants, conduit à une pluralité d'enfants qui occupent la même chambre. Et dans bien des cas, les enfants n'ont pas de chambres propres à eux, car ils n'occupent ces dernières que quand il n'y a pas d'étranger.

Une autre réalité qui caractérise la situation de chambre à coucher est la rencontre, très courante, de familles denses et pauvres dans lesquelles les parents occupent le même studio que leurs enfants (garçons et filles, petits et grands). Ce qui débouche sur une situation de promiscuité sexuelle dans les chambres à coucher. Une des stratégies de compromis qu'adoptent certains enfants de ces familles consiste à passer la nuit chez les amis ou chez les voisins. Ce qui constitue déjà une porte de sortie préparant ces enfants à la désertion ou à leur soustraction du contrôle parental. Ce tableau de l'occupation de l'espace est celui qui concerne la situation actuelle de la presque totalité des guinéens. Il est clair que la situation de promiscuité sexuelle est problématique et choque les cultures.

Enfin, les contraintes institutionnelles de l'environnement scolaire, associés au manque de moyens, constituent la principale difficulté de l'éducation des enfants que certains ont mis en évidence. Au nombre de ces contraintes, les parents de ces familles ont cité le manque de documents et d'enseignants de bon niveau, et l'irrégularité des inscriptions dans certaines écoles surtout dans les milieux ruraux,

Un autre aspect de l'étude a porté sur la connaissance des structures d'encadrements des jeunes. Il ne s'agit pas forcément de structures

formelles, mais de tout groupe d'appartenance qui est censé avoir une quelconque influence sur le comportement et les attitudes des enfants. A ce propos, les entretiens révèlent que dans bien des cas, la famille, l'école, les groupes d'amis et, dans des cas plus ou moins rares, les institutions de cultes religieux (comme l'Eglise) constituent les structures d'encadrement privilégiées de la plupart des enfants dont les parents sont des fidèles pratiquants. Les groupes de copinage et de camaraderie continuent aussi à jouer leur rôle de structures d'encadrement et d'intégration des jeunes dans la sphère de leurs pairs. Mais si les groupes d'autrefois contribuaient, par la distraction, au façonnement des jeunes conformément à la logique traditionnelle des valeurs culturelles, les groupes d'aujourd'hui conduisent vers des directions parfois très opposées, allant des motifs utilitaires et intégrateurs à la désolidarisation d'avec la famille, voire à la déviance. Une fille témoignait en ces termes :

En dehors de la famille, je fréquente mes copines avec qui nous nous promenons ensemble. Cela me fait perdre quelquefois le sentiment de pitié pour ma mère, malgré ses cris de conseils qu'elle me fait entendre à chaque circonstance. Je perds aussi le goût du travail à la maison et apprendre à aimer la facilité. Je me rend maintenant compte que je ne respecte pas les valeurs de ma famille comme il le fallait du fait que je fais trop parler ma mère et mes sœurs pour mes devoirs d'enfants.

En dehors de ces structures, on peut aussi citer les gangs qui apparaissent comme un autre type de structures d'encadrement de certains jeunes. Leur apparition en Guinée est relativement récente et a été favorisée par les effets conjugués de plusieurs facteurs dont : l'influence des médias, le relâchement de l'autorité parentale et la pauvreté.

Les gangs qui ont ainsi vu le jour avec assez de timidité dans les années 80, gagnent cependant de plus en plus de jeunes guinéens. Dans les années 2 000, les gangs apparaissent comme des structures informelles constituées par les jeunes, eux-mêmes, autour souvent d'un idéal de délinquance causant assez de dégâts dans leurs communautés. Les délits qu'ils commettent vont du vol ordinaire au cambriolage à main armée. En plus de ces délits, les membres des gangs apparaissent aussi comme des consommateurs de plusieurs types de drogues et de stupéfiants. A cause de la peur des gangs, certains parents

préfèrent désormais écarter leurs enfants de l'appartenance à tout groupe de jeunes qu'ils ne connaissent pas.

Les données suggèrent, dans le discours du moins, que les familles guinéennes ont opté pour la culture de la scolarisation des enfants. L'école apparaît, dans les propos des parents interrogés, comme le moyen le plus sûr pour assurer l'avenir de l'enfant. Cependant, la reconnaissance de cette importance n'empêche pas plusieurs parents interrogés à ne pas scolariser des enfants, surtout en milieu rural. Les filles sont celles qui souffrent le plus de ce handicap. Si le rêve de soutenir les études de la fille existe réellement pour la plupart, son expression et son opérationnalisation restent cependant soumises à des hésitations découlant des incertitudes et des contraintes financières, et donc de la précarité associée à la vie des familles.

Pour plusieurs parents interrogés, les coûts de la scolarisation d'enfants nombreux et les effets des échecs scolaires probables expliquent ce paradoxe : reconnaître l'utilité de l'école et ne pas scolariser. Certains parents s'inquiètent aussi de l'avantage de l'école pour laquelle les débouchés sont rares. Pour plusieurs répondants, ne pas scolariser certains des enfants devient logique et permettra aux uns et aux autres de s'entraider. Ceux qui ne vont pas à l'école seront alors soumis à une éducation de type traditionnel orientée vers les travaux domestiques, la connaissance du coran, l'apprentissage d'un métier ou le commerce.

Pour l'ensemble des enfants des familles interrogées, les séances de révisions sont organisées de trois façons. Une très faible minorité des familles organise les révisions de leurs enfants avec l'aide d'un maître répétiteur. En raison des coûts associés à ce type de prestation, ce ne sont que quelques unes des familles qui arrivent à organiser ce type d'encadrement. Les familles monogames et monoparentales sont celles au niveau desquelles l'utilisation de maître répétiteur a été le plus constaté bien que ce cas ne soit pas complètement absent dans les autres types de familles. Dans bien de ces cas, l'organisation et de la conduite de leurs révisions sont assurées par le maître répétiteur appuyé dans les cas d'absence par les parents en associant les enfants. Pour une des mères interrogées, c'est:

Un jeune qui étudie à poly que j'ai cherché pour les faire réviser, je ne porte confiance qu'au jeune étudiant. Parfois, ils révisent 3 heures à 4 heures de temps selon leur disponibilité.

Il y a même des parents qui, bien qu'analphabètes, se soucient des travaux de révision de leurs enfants au point d'engager un maître répétiteur. Il faut cependant ajouter que cette situation ne relève que de l'exception de la part des parents qui ont tiré les leçons de leurs expériences pour donner à leurs enfants des chances qu'ils n'avaient pas eux. Ces parents, quoi que n'étant pas qualifiés pour contrôler ces révisions, se préoccupent quand même de les financer comme le témoigne ce parent :

En ce qui concerne leur révision, moi puisque je ne peux pas les faire réviser, ils ont un maître qui vient à la maison les faire réviser. Le maître vient à 16 heures pour ensuite s'en aller à 18 heures 30. Mais je ne peux pas dire que durant tout ce temps ils révisent, parce que je ne suis pas à côté, ma femme aussi est très négligente.

Dans la majorité des cas, ce sont les enfants qui, eux-mêmes, s'occupent de l'organisation de leurs révisions sous la surveillance du frère aîné ou, à défaut, de la sœur. Il semble cependant que les filles soient constamment dérangées de commissions des parents pendant les révisions. Face à ces dérangements, une des filles interrogées exprimait son dégoût en ces termes :

Rien ne me fatigue dans tout ce que nous faisons à la maison comme travaux, sauf lorsqu'on me demande un autre service au moment de mes révisions.

Il arrive aussi souvent que ces révisions soient organisées et surveillées par le père ou la mère. Cette situation peut se rencontrer un peu partout dans toutes les familles, mais elle reste plus prononcée et constante dans les familles monogames, nucléaires et monoparentales. Les enfants dont les études sont soutenues par un programme régulier de séances de révision continue des cours sont plus fréquents parmi ceux qui sont issus de familles de type monogames, monoparentale, nucléaire et de parents cadres. Une mère d'une famille nucléaire évoquait, dans les propos qui suivent, une des circonstances où le père

surveille les révisions et s'implique dans tout ce qui concerne les études des enfants :

C'est le papa des enfants qui surveille les révisions. Dès leur retour de l'école, il leur demande après avoir mangé, de sortir leur sac pour qu'il voit ce qu'ils ont écrit. S'ils reviennent à la maison vers midi, on mange et ils se dirigent vers l'école encore. Mais quand ils rentrent le soir, ils lisent avant d'aller pour se coucher.

Pour ceux qui ont un programme plus ou moins sérieux de révisions, celles-ci sont réparties sur un nombre de jours variables allant de deux à trois par semaine pour la majorité des cas, et tous les jours, à l'exception des Week-end, pour la minorité. Les durées des révisions sont également très variables par jour, et vont d'une à trois heures de temps par séance pour la plupart.

Dans la majorité des cas, les enfants ne révisent leurs cours qu'à l'approche des évaluations semestrielles ou de fin d'année. Ce type de calendrier de révision est souvent dominé d'enfants issus des familles de parents analphabètes, polygames des grands centres urbains. Et pourtant au niveau des mêmes types de familles, c'est la chef de famille qui, lui-même, veille aux révisions des cours de coran. Le chef de famille veille-là à ce que les enfants lisent le coran trois fois par jour, le matin, la journée et le soir. Ceux qui ont un programme continu de révision sont plutôt rares.

Dans certaines de ces familles, surtout polygames, quelques parents ont opté pour une tendance associant deux logiques : celle qui consiste à faire en sorte que les enfants se consacrent aux révisions des cours le soir et à celle de la lecture du coran le matin :

Tous les enfants apprennent le coran le matin. Avant de partir à l'école, ils lisent le coran une heure de temps. C'est moi-même qui leur enseigne. Puis je leur chasse pour l'école. S'ils reviennent de l'école, ceux qui ne retournent pas le soir prennent leur cahier pour réviser.

Les données indiquent, qu'une partie non négligeable des chefs de familles, manquent de temps pour s'occuper des travaux de révision de leurs enfants. Dans bien de familles pauvres polygames et monoparentales, les parents sont si préoccupés pour assurer la dépense ali-

mentaire quotidienne, qu'ils ont peu de temps pour se consacrer à la surveillance des révisions de leurs enfants. Tirant, néanmoins, les leçons de leurs expériences de vie, ces parents se préoccupent pourtant pour la réussite scolaire de leurs enfants. Ces parents essaient alors d'attirer l'attention des enfants sur leur responsabilité dans leur réussite scolaire. Dans une telle situation, la conscientisation des enfants remplace l'encadrement direct et/ou indirect des enfants. Le discours tenu est du type !

Chaque jour dans mon foyer, on se réunit, je leur dis vous voyez maintenant, je n'ai rien. Prenez le courage pour étudier, respectez votre maman, parce que si le parent n'en a pas, il peut devenir fou. Quand je sors aussi et que je ne gagne rien, je leur dis : vous voyez maintenant, je n'ai rien et je n'ai rien eu aujourd'hui. Prenez le courage pour étudier, consacrez-vous aux révisions, parce que nous ne pouvons pas nous occuper de vos révisions s'il n'y a rien dans la maison.

Dans une situation pareille, l'objectif du père est d'amener, au moins, quelques uns de ses enfants à une prise de conscience. Les uns prennent ce courage dans le cadre de groupes de révision constitués à cet effet et d'autres le font dans la solitude de leur chambre comme ce garçon qui dit :

Personne ne surveille mes révisions. Une fois que je reviens de l'école, je prends du courage et je révise. Je peux réviser 5 heures de temps avant de me couche à minuit.

Dans des conditions pareilles, les enfants n'étant pas contrôlés, les révisions, dans la majorité des cas, ne sont pas systématisées et ne se font que suivant le bon gré de l'enfant.

SECTION II : PRISE EN CHARGE DES COÛTS DES ENFANTS

[Retour à la table des matières](#)

Dans la presque totalité des cas, la prise en charge des enfants est assurée par le père. Dans la famille guinéenne, c'est le mari (chef de famille) qui s'occupe généralement de tout ce qui est relatif au finan-

cement des besoins vestimentaires, alimentaires, scolaires et de santé des enfants, tandis que la femme se charge d'effectuer les déplacements associés à cette prise en charge. C'est aussi la femme qui, pour la plupart, s'occupe de l'accompagner les enfants aux endroits d'achats (marché) et de services (hôpital par exemple). Mais il y a des cas où c'est le mari qui s'occupe de la prise en charge et de l'accompagnement des enfants à l'hôpital. La mère n'accompagne les enfants à l'hôpital que quand le père est absent. Ces cas, qu'on pourrait qualifier de rares, n'ont été rencontrés que dans les familles monogame et monoparentales où c'est le père qui vit avec les enfants.

Il arrive aussi, et c'est devenu très courant, que la responsabilité de la prise en charge des enfants soit assumée par divers types d'agents familiaux (oncles, tantes, frères et sœurs) agissant tantôt de façon quasi autonome, tantôt complémentaire ou compensatoire. Le système de solidarité est tel que chaque enfant, dans les conditions normales, dispose d'une ou de plusieurs personnes pouvant intervenir en faveur de sa prise en charge. Il y a ainsi différents cas de figure.

Il y a aussi des cas de figure où, bien que le mari prenne en charge l'essentiel des frais, sa femme et les pairs du mari le remplacent quand il est absent, ou lorsque tout simplement il n'a pas d'argent. Ce cas de figure est une variante du précédent cas dans la mesure où c'est toujours le mari qui en est responsable, et l'intervention des autres n'a lieu que de façon non réglementaire. Une femme, parlant de la prise en charge de ses enfants, disait :

Les frais de scolarité sont pris en charge par leur père, tenues, fournitures, les manuels. S'il est absent, je le fais à sa place. En cas de maladie, je les dépose à l'hôpital, et si je n'ai pas d'argent, j'en parle aux copains de mon mari.

Il y a aussi des circonstances où la prise en charge est collégiale en impliquant différentes personnes suivant des combinaisons très variées et il peut, entre autres, s'agir :

1. De la prise en charge assurée par le mari qui se fait assister par certains de ses enfants qui ont réussi leur insertion socioprofessionnelle sur place ou dans une autre ville de l'étranger ;

2. Par certains de ses épouses ou par les parents de celles-ci. Une épouse avouait que : « Si nous n'avons rien lui et moi, ma grande sœur nous vient en aide. Elle l'a fait par exemple cette année » ;
3. Par certains de ses frères avec lesquels il vit sur place, mais qui sont chef d'une autre famille comme c'est le cas de ce chef de famille qui admettait que : *« C'est mon frère Ousmane qui m'assiste dans la prise en charge de la scolarité, de l'habillement des enfants car les temps sont trop durs actuellement, je ne travaille pas justement. C'est ma femme qui accompagne les enfants à l'hôpital »*

Une autre circonstance de la prise en charge collégiale est celle qui met la mère au centre du réseau des intervenants suivant également différentes combinaisons. Un des plus fréquents cas de ce genre concerne la situation où c'est la mère monoparentale qui s'occupe de la prise en charge. En pareils cas, c'est la mère monoparentale qui, assistée par ses sœurs ou par certains de ses enfants, s'occupe de la prise en charge vestimentaire, sanitaire, scolaire et alimentaire de ses enfants :

Mes charges scolaire, sanitaire, de nourriture, et d'habillement sont à la charge de ma mère. Elle est aidée par mes grandes sœurs, celles-ci sont en voyage. Dès que ma mère leur pose un problème concernant elle et moi. Elles réagissent positivement et vite.

Le divorce apparaît, dans certains cas, comme une circonstance d'accentuation des difficultés et de ballottage des enfants entre des sources de prise en charge très éparses, en l'occurrence l'enfant lui-même, son père qui vit ailleurs avec une autre femme et sa mère qui vit également avec un autre homme. Cette situation des temps modernes de déchirement et de recomposition familiale est décrite comme suit par un enfant :

Je suis un fils adoptif parce que mon père et ma mère avaient divorcé. C'est mon père qui prend en charge la plupart de nos conditions d'étude, je me débrouille pour mon habillement et ma mère s'occupe de ma nourriture et de mes frais de santé.

Le décès de l'un des conjoints est souvent à la base d'énormes difficultés de prise en charge des enfants. Ce qui, dans bien de ces cas, amène les enfants à assumer des responsabilités précoces les condui-

sant à supporter une grande partie des charges qui seraient logiquement revenues aux adultes. Cette situation devient plus criante, si c'est le père qui décède. En de pareils cas, la prise en charge devient beaucoup plus une affaire d'entraide engageant l'enfant, la mère et, dans certains cas, les frères ou les sœurs. Les enfants qui vivent de telles conditions sont dans la plupart des cas préparés, soit à l'abandon précoce des études, soit au phénomène de non scolarisation. Même le remariage de la mère ne règle pas le problème. Il arrive même que la situation se complique comme c'est le cas de cette famille où le chef de famille dit :

C'est une femme que j'ai mariée après le décès de son premier mari. Elle n'a pas d'enfants pour moi, elle est venue chez moi avec ses deux garçons qui n'ont encore pas fréquenté l'école, parce que les parents de leur père décédé ne s'en occupent pas.

Les enfants des familles recomposées dont les parents ont divorcé et qui vivent, sous un autre toit, avec leur mère, constituent une charge à la fois financière et morale qui pèse très difficilement sur leur mère. Dans les milieux ruraux, en exemple, où le système de solidarité est plus fonctionnel, il peut arriver que la prise en charge de ces enfants se fasse essentiellement par la mère avec l'appui et la protection des voisins. L'appui des parents à plaisanterie joue parfois un rôle capital dans cette prise en charge. Les affirmations d'une des femmes interrogées illustrent une situation semblable :

Son père est de la famille Dioubaté qui a été accueillie par un Traoré. La famille Dioubaté fait donc preuve d'allégeance aux Traoré dont ils bénéficient l'hospitalité et qui leur ont laissé une partie de leur terre. Ces relations de fraternité et d'entraide entre la famille Traoré et les Dioubaté continuent de nos jours. Les Traoré sont donc là pour me secourir dans la prise en charge et la protection de mon enfant, parce que je ne suis plus avec son père. Je n'ai pas autre secours, ce n'est pas grave, ça c'est la volonté de Dieu.

Mais il y a aussi des cas où le couple se partage la prise en charge des enfants de façon systématisée et appuyée par une répartition stricte de ce que chacun des conjoints doit faire. Cette situation est facilitée par le concours des épouses qui, dans plusieurs familles de la Guinée, ont pu trouver des créneaux générateurs de revenus, certes

faibles, mais constants. Dans ces conditions, on peut distinguer trois cas de figure de collaboration des conjoints :

- Le cas idéal, où pour chaque cas de prise en charge, l'homme et la femme, chacun donne sa part de contribution ;
- Le cas aléatoire où, c'est le mari ou sa femme qui, selon les possibilités actuelles de l'un ou de l'autre, s'occupe de la prise en charge ;
- Et le cas réel où le consensus est fondé sur l'idéal de prise en charge en commun, mais la réalité fonctionne à travers une prise en charge assurée par l'un des conjoints.

Les contraintes économiques actuelles sont telles qu'au-delà des ententes entre l'homme et son épouse, ce sont les épouses qui, dans la presque totalité des cas, s'occupent de la prise en charge des enfants. Les cas de ce genre existent dans plusieurs familles guinéennes, mais ils sont beaucoup plus prononcés dans les familles nucléaires et polygames dont une disait :

Maintenant c'est nous les épouses et le chef de famille qui prenons en charge les frais de scolarité, les charges vestimentaires et les frais de santé des enfants. Avant quand le mari en avait, c'est lui seul qui faisait tout, mais maintenant comme les temps ont chargé, nous faisons tous ensemble. Quand les enfants sont malades, nous les épouses, nous prenons nos dispositions pour les amener à l'hôpital, parce qu'il n'a rien, tu ne peux pas dire au mari de l'envoyer.

D'ailleurs, dans plusieurs familles polygames, c'est chaque femme qui s'occupe des questions de santé et d'école de ses enfants. Le mari ne s'occupant souvent que de la dépense alimentaire de façon générale. Cette responsabilité de soins médicaux des enfants par leur mère fait que plusieurs enfants ne sont soignés que chez les guérisseurs ou par des achats de produits pharmaceutiques dans les boutiques ou auprès des marchands ambulants.

Dans certaines familles nucléaires, par exemple, la prise en charge des enfants est, de concert et en bonne entente, assurée par le mari et son épouse autour d'un projet de vie très cohérent. Cette compréhension et implication mutuelle des deux conjoints autour d'un projet commun sont souvent facilitées par les influences de certains enfants

de la famille qui ont réussi dans la vie, et qui entendent profiter de cette réussite pour mobiliser leur parents autour d'un projet de vie plus concerté et consensuel. Certains de ces enfants arrivent souvent à s'organiser de façon à trouver pour leurs parents une économie familiale relativement modeste, mais constante et gérée avec assez de rigueur.

Dans d'autres familles, la prise en charge des enfants au sein des familles n'engage que la mère en dehors de toute collégialité. Cette situation arrive dans les familles où l'homme est totalement absent et pour longtemps, quand il est invalide ou quand enfin il est au chômage. Dans les cas où le chef de famille est vieux et retraité, sans enfants financièrement nantis, ce sont encore les jeunes épouses (entre 45 et 55 ans), qui s'occupent de la prise en charge des frais associés à l'éducation des plus jeunes enfants.

Les données indiquent que dans les cas ci-dessus, où c'est l'épouse qui, en raison de ses possibilités économiques, s'occupe de la prise en charge des enfants, elle acquiert un statut de liberté d'initiative et d'action au sein de la famille comme le témoigne cette femme :

Si l'homme ne travaille pas, la femme doit l'assister dans la prise en charge des enfants. Si l'homme exige que sa femme prenne ses enfants en charge, il faut qu'il lui laisse toutes les libertés. L'homme qui ne peut pas prendre ses enfants en charge ne peut pas s'imposer dans sa famille.

Cette situation est souvent à la base de l'incapacité des pères à contrôler leurs enfants, surtout les filles qui se livrent à des hommes dans le dessein de trouver des moyens pour satisfaire à leurs besoins quotidiens de nourriture et d'habillement. Parfois, cette situation se fait avec la permission du père, ou du moins de son silence complice comme le reconnaît ce père de famille qui dit:

De nos jours, c'est l'intervention des personnes extérieures dans la prise en charge des enfants. Ce sont principalement les copains des filles qui les prennent en charge. Dans ces conditions, les parents deviennent impuissants dans la prise de décisions. Plusieurs de nos filles passent la nuit ailleurs et se font entretenir par des hommes que nous ne connaissons pas. Cela nous fait un mal que nous ne pouvons limiter parce que les filles échappent complètement à notre contrôle.

Les données indiquent que, dans certains contextes, ce n'est ni l'un ni l'autre des parents qui s'occupe de la prise charge des besoins des enfants, mais les frères aînés, des tuteurs ou les enfants eux-mêmes qui prennent tous les frais relatifs à la scolarité, à l'habillement et à la santé des enfants.

SECTION III- GESTION DES SITUATIONS DE CRISE CHEZ LES ENFANTS

[Retour à la table des matières](#)

Par rapport aux situations de crise, les mesures que les parents envisagent sont fonction du type de crise et du sexe de l'enfant et du type de faute commise. Il faut ainsi noter que les grossesses des filles avant le mariage continuent à relever du domaine du mal et de l'humiliation de la famille. Cette conception du mal absolu est si ancrée que les familles qui n'en n'ont pas encore enregistré, préfèrent classer ces cas dans le domaine de l'impensable, et donc de ce qui n'est même pas envisageable. Parlant de grossesse non désirée, une femme disait :

Heureusement que Dieu nous épargne de telles choses ! Comme on est issu d'une famille intellectuelle, on ne souhaite pas en avoir, et nos enfants sont courageux pour les études. Ils ne fument même pas la cigarette, à plus forte raison la drogue. Encore une autre femme: Difficile ! Car moi, pratiquement je n'ai que des filles, que Dieu m'engarde d'avoir ces cas, car je ne sais pas quoi faire pour le moment.

Le père est habituellement celui qui règle, ou du moins, tranche toutes les situations de crises « *En cas de situation de crise (vol, viol,), la décision de régler ce problème me revient personnellement ; c'est moi qui mène les démarches, toutes les décisions seront prises à mon niveau* ». Le poids du père devient quasi exclusif dans les familles à forte implication musulmane et/ou le père a une responsabilité religieuse au sein de sa communauté. Dans la plupart des cas où les chefs de famille sont des fonctionnaires, les situations de crise sont conçues comme possibles, et sont gérées de concert par le mari et la femme :

En cas de situation de crise au sein de ma famille, j'appelle mes femmes pour leur faire part de ma décision. Elles peuvent l'amender ou même la crier quelque fois avant que nous ne décidions de quoi que ce soit » confiait un enseignant.

Dans plusieurs milieux cependant, la mère est souvent rendue responsable et doit partager les sanctions de la faute quand celle-ci est commise par la fille. La mère est ainsi d'office considérée comme la complice de ses filles :

Si toutefois cette situation se présentait, la décision est simple, l'enfant qui se drogue sera à la disposition de la loi, et la fille, elle, je ne saurai la chasser, mais sa maman va en pâtir, car elle savait ce que sa fille faisait.

En de pareils cas, la mère ne peut que subir sans aucune réaction, car la faute commise par sa fille est considérée comme le résultat des œuvres de la mère. Les mesures auxquelles les femmes font le plus couramment recours consistent en des expressions de lamentations, de désespoir et des pleurs symbolisant son incapacité à gérer la crise. Elles finissent par se remettre à Dieu qui en est la cause :

En cas de faute d'une de nos filles, puisque c'est Dieu qui est la cause, on s'en remettra à Dieu. En tout cas, la femme n'en sortira pas indemne ; elle ne pourra se blanchir de quelque manière que se soit.

Le cas particulier de grossesse de la fille est vécu par les parents comme un déshonneur. En tant que tel, la fille doit quitter sa famille pour rejoindre l'auteur de sa grossesse afin que cette absence atténue la honte infligée à la famille. L'expulsion de la fautive et, parfois avec sa mère, du foyer familial reste une stratégie disciplinaire de bon nombre de parents quand une grossesse indésirée survient :

En cas de grossesse, nous le souhaitons pas, nous préférons que la fille soit mise à la charge de l'auteur de la grossesse que de venir rester sous nos pieds, car cela serait une honte pour moi et toute la famille.

Exceptionnellement, il arrive aussi que certaines familles prennent les mêmes mesures aussi bien pour la fille que pour le garçon. Un fils aîné d'une famille monogame disait :

Chez nous, on ne souhaite pas si une fille se hasardait à prendre une grossesse non désirée, on lui chasse de la maison. C'est comme le garçon aussi s'il le fait, on considère qu'il est majeur et il va sortir de la maison et on lui dira de partir dans la rue comme il ne nous comprend pas. Il n'a qu'à partir à la rue.

Il y a des parents, en cas de crise, qui mettent en œuvre des règlements qui impliquent tous les membres de la famille qui ont atteint la maturité. La décision à prendre est ainsi assortie d'une concertation collégiale :

En cas de crise en famille au sujet d'une grossesse d'une violence ou d'un vol, je convoque une réunion de concertation à la quelle mes épouses et mes enfants mariés participent pour m'aider à analyser le cas et suggérer la décision à prendre. »

Certains parents commencent aussi à impliquer la justice dans la résolution des problèmes familiaux comme ceux des enfants, surtout dans le cas des garçons. La consommation de la drogue et, dans une moindre mesure, le vol à répétition avec effraction amène souvent certains parents à recourir aux services judiciaires.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Chapitre V

Modernisation et persistance des normes traditionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre a un double intérêt : la permanence des valeurs traditionnelles et les facteurs de changement. Pour y parvenir, il sera structuré en deux sections. La première section aura pour cadre l'analyse de quelques facteurs de changements avec notamment l'exposition aux médias. La seconde porte sur le changement de comportement et la troisième section complète et nuance les facteurs de changement à travers les transactions matrimoniales.

SECTION I : EXPOSITION AUX MEDIAS

Les données suggèrent un niveau de pénétration des médias (radio et télévision) relativement faible. La moitié des familles n'ont ni de radio ni de télévision. Il faut cependant noter que la possession de poste radio est plus importante que celle de la télévision. Les familles qui ont une ou deux postes radio et qui n'ont aucune télévision sont nombreuses, tandis que toutes les familles enquêtées qui ont une télévision ont également un ou plusieurs postes radio.

Que les familles aient ou non un poste radio et/ou une télévision, les types d'émission qui intéressent les parents sont globalement orien-

tés vers celles qui portent sur les journaux et les avis et communiqués. De façon détaillée, le journal parlé et télévisé et les avis de décès sont les émissions que les chefs de famille souhaitent regarder et/ou écouter en famille. Pour ce chef de famille, le programme est le suivant :

J'ai deux radios et une télé, j'écoute le journal parlé de la guinée, la page nécrologique et les stations étrangères BBC, je ne suis que le journal et éventuellement, ambiance africaine.

En revanche, les enfants partagent leur choix entre des émissions distractives comme la musique et le théâtre, les documentaires et les films d'action. L'intérêt que les enfants ont pour le genre dramatique est un intérêt transversal qui concerne, d'une part, la presque totalité des enfants et, d'autre part, qui touche à tout ce qui produit du drame. Qu'il s'agisse d'événements, de phénomènes quotidiens ou exceptionnels, c'est toujours ce qui produit du drame qui intéresse le mieux les jeunes, et dans certains cas, le drame négatif comme les talents des voleurs :

J'aime voir les films nigériens et de karaté. Dans ces films nigériens, on présente des voleurs qui démontrent leurs talents de vols. Ces gens là sont vraiment impressionnants ! C'est le temps ! Même si tu n'es pas lettré, si tu sais mener certaines actions, tu vas bien vivre... Tu ne vois pas les américains ? J'aime également les variétés musicales.

Les enfants qui s'intéressent aux documentaires et aux émissions éducatives sont influencés, plus souvent qu'autrement, par leurs parents. Dans nombre de familles où les enfants sont sous l'influence d'une éducation religieuse et où on accorde la priorité aux études, les émissions éducatives sont celles qui focalisent le plus l'attention des enfants réunis au tour de la télé familiale. Les ruptures de courant sont presque la seule cause d'interruption sérieuse de l'intérêt que les enfants ont pour ces émissions.

La fréquentation des salles de cinéma ou des vidéo clubs tend à être une réalité qui concerne la presque totalité des jeunes du pays. Les données indiquent que les jeunes qui fréquentent les salles de cinéma ou vidéo club sont plus nombreux que ceux qui ne les fréquentent pas. Les rares familles où la fréquentation des salles de cinéma et/ou de vidéo clubs est interdite aux enfants se rencontrent un tout

petit peu en milieu rural. Dans les centres urbains, c'est dans les familles monoparentales où il est courant de rencontrer des mesures strictes d'interdiction de fréquentation des salles de cinéma et ou vidéo clubs. Ces familles mobilisent un certain nombre de conditions militant en faveur d'une telle motivation. Dans ces familles, l'absence d'un des conjoints, la modestie des effectifs, le peu de moyens dont dispose la famille et l'accoutumance à traverser ensemble les difficultés développent un sentiment affectif fort entre les membres de la famille. Cette cohésion du groupe familial met au centre des préoccupations la réussite des enfants. Dans ces familles monoparentales, les enfants, réunis autour de la mère surtout, ne se consacrent essentiellement qu'aux études.

Dans les autres familles, celles où les enfants fréquentent les salles de cinéma et/ou les vidéos clubs, la fréquence de ces fréquentations se situe entre une ou deux fois par semaine à tous les jours en passant par des fréquentations occasionnelles comme à l'occasion des fêtes. Ceux qui ne fréquentent ces lieux qu'à des moments exceptionnels se rencontrent surtout dans des familles monogames, nucléaires et monoparentales. Une situation pareille ne se rencontre dans certaines familles élargies que lorsque le chef de famille a une grande emprise sur les membres de la famille. Si cette fréquentation est un dénominateur commun à ces jeunes, il faut noter que tous ne s'y rendent pas de la même façon. Il y en a qui vont avec l'autorisation de leurs parents, tandis que d'autres ne vont que suivant leur propre gré, c'est-à-dire sans l'autorisation de leurs parents.

Si certains parents qui autorisent leurs enfants à fréquenter les salles de cinéma et de vidéo club le font en prenant certaines précautions d'encadrement même dans ces lieux, les données indiquent aussi que rares sont, cependant, ceux qui s'intéressent ou qui savent l'importance de se soucier du type de programme que les enfants doivent visionner. Ainsi, la notion de censure continue à être méconnue dans bien des cas. Pour la plupart des parents, le fait que leurs enfants partent et reviennent dans de bonnes conditions immédiates reste le seul souci :

Nous permettons aux enfants d'aller dans les vidéo clubs parce que celui dans lequel ils vont est proche de la maison. Donc, ils reviennent aussi-

tôt. Je ne saurais vous dire quels types d'émissions ou de film sont visionnés, car depuis que je suis née, je n'ai pas encore vu une vidéo ou une télévision.

La multiplication des vidéos clubs (en ville et en campagne) est perçue, dans bien de milieux familiaux, comme une agression des bonnes mœurs. Pour plusieurs parents interrogés, la fréquentation des vidéos clubs a entraîné les jeunes vers de nombreux vices et délits sociaux comme le vol entraînant parfois des conflits entre familles. La seule alternative que dispose les parents reste ainsi le fait d'interdire la fréquentation de ces vidéo clubs à leurs enfants ou de se lamenter comme ce chef de famille :

Eh ! C'est vraiment mon grand problème. Il y a un an que cela a commencé. Les enfants vont presque tous les jours dans le courant de la semaine au vidéo club. Et cela les entraîne à des promenades débordantes et les petits vols. Car le besoin de trouver les frais d'entrée dans la salle de vidéo club les pousse à aller couper clandestinement des régimes de bananes devant servir de nourriture pour eux et les vendre. Ils volent aussi bien chez eux que dans les plantations autrui. Ce qui crée régulièrement des conflits avec les voisins. Comme conséquence de leur fréquentation au vidéo club, c'est l'entraînement aux petits vols.

Dans les familles où il est interdit aux enfants de fréquenter les salles de cinéma ou les vidéo club, l'accent est beaucoup plus mis sur les interdictions qui concernent les filles. Malgré ces interdictions, les enfants réussissent souvent à échapper à la vigilance des parents. Une répondante dira qu'en allant au vidéo-club :

Ce qui me plaît de ma fréquentation des lieux de vidéo club, c'est qu'avec mes copines, on échange des idées par rapport aux expériences dans les relations avec les garçons (nous apprenons surtout cela auprès de nos aînées du groupe). J'aime également m'habiller en pantalon pour deux raisons: la première est que le pantalon facilite la démarche surtout quand on doit sortir en groupe ; la deuxième est que le pantalon est encore un style qui attire les jeunes garçons qui aime le style américain. Je reste rarement stable à la maison le soir pour apprendre mes leçons, surtout après le repas du soir.

Dans les milieux ruraux, nombreux sont les chefs de familles qui, en raison des perceptions qu'ils se font de l'influence des médias, interdisent la fréquentation de ces vidéo clubs à leurs enfants. Mais dans bien de familles élargies, la taille et les occupations d'entretien de la famille sont telles que les chefs de famille n'arrivent pas à mettre cette interdiction en application comme l'admet ce chef de famille.

J'interdis en fait à mes enfants d'aller au vidéo club ou aux soirées dansantes. Mais ils sont tellement nombreux, et je rentre si épuisé des travaux champêtres que je me couche directement, sans savoir ce qui se passe dans la famille. De même, je ne peux pas strictement contrôler leurs sorties. Et ils se cachent pour aller au vidéo club, dans la mesure où quand je les aperçois devant la maison du vidéo club en revenant du champ, ils prennent la fuite.

Ainsi dans plusieurs de ces milieux ruraux guinéens, les vidéo clubs sont devenus de véritables pôles d'attraction des jeunes enfants. Que ceux-ci soient en mesure ou non de financer la rentrée, l'essentiel, c'est de partir et de s'attrouper devant la porte de la salle d'entrée. L'essentiel, c'est d'être présent au « *lieu de rencontre* », le seul lieu qui éclaire la nuit de la localité. Une fois sur place, les enfants se partagent entre ceux qui vont accéder aux salles et ceux qui vont rester au dehors pour se livrer à divers jeux. Les alentours des vidéo clubs sont ainsi devenus des lieux privilégiés de rencontre, de jeux et de distractions pour les enfants de la presque totalité des milieux ruraux guinéens. Ceci, malgré l'opposition des parents.

SECTION II : MEDIAS, URBANISATION ET COMPORTEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

De tous les phénomènes qui sont associés aux médias, leurs influences en termes de changement de comportements chez les jeunes constituent ce qui retient le plus l'attention. Les résultats de la présente recherche révèlent que les médias ont eu des répercussions sur les comportements juvéniles à différents niveaux. On peut distinguer des

changements au niveau vestimentaire et au niveau du comportement proprement dit.

Du point de vue vestimentaire, on peut constater trois types courants d'habillement en Guinée. Le type traditionnel comme les boubous, les pagnes avec mouchoirs de tête est régulièrement porté par les adultes et, exceptionnellement, par les jeunes. Le second type d'habillement est emprunté au contact de la culture occidentale et adapté à la culture guinéenne. Ce type comprend, essentiellement, les pantalons, les chemises et les costumes qui sont utilisés par les jeunes et par les adultes. Le troisième type d'habillement est soumis aux influences des vents de la mode qui sont des adaptations perpétuelles du précédent type et que ne portent que les jeunes.

Les médias participent, de nos jours, à l'avènement et à la diffusion d'un nouveau système vestimentaire aussi bien pour les filles que pour les garçons. Ce système vestimentaire heurte la culture locale et est désapprouvé, en vain, par les parents dans bien des cas :

Par rapport à leurs modes d'habillement, les jeunes filles aiment plutôt se promener en pantalon simple ou en culotte. Cela nous fait très mal car dans notre culture, cela n'est pas bon, nous en souffrons trop. Nous le dénonçons vivement à nos filles, mais elles nous disent que nous ne sommes plus au temps jadis. Certaines filles se promènent même partout avec les pantalons jeans de leurs maris ou de leurs fiancés. Les garçons de même, portent des pantalons qui ne sont pas conformes à leurs mesures et dont les pas traînent par terre.

Les parents de tous les types de famille se plaignent d'un mode vestimentaire extravagant et qui ne tient pas compte du pouvoir d'achat des parents et des valeurs sociétales. Ce phénomène qui affecte les enfants des deux sexes, reste cependant plus inquiétant au niveau des filles. La situation particulière des filles est très mal vécue par bien de parents, et surtout par les mères. Ce n'est pas le port des pantalons par les filles qui fait problème, mais plutôt le type de pantalon porté. Un type qui se caractérise par l'extravagance :

Le fait de porter un pantalon n'est pas mauvais. Mais il faut porter des pantalons respectables, qui te protègent, mais ne pas te vendre aux hommes. Il faut porter des pantalons larges. Nous sommes des musulmans ! Et

il y a des femmes arabes qui portent de pantalons ! Mais pas de ce genre ! Mais de façon générale, les filles s'habillent de façon indécente. Aujourd'hui vous voyez les jeunes filles avec des pantalons très serrés, des robes courtes ou des chemises décolletées.

Nombreuses sont les mères qui se disent être personnellement affectées dans leur pudeur à travers le caractère extravagant et sexuellement attractif de l'habillement de leurs filles. Une mère de famille constate que sa fille :

En compagnie de ses camarades, elle aime porter des pantalons, des culottes sans pagne là-dessus et des chemisettes pouvant exciter les hommes sexuellement.

De nos jours, les lieux publics constituent de véritables sources de diffusion de système comportemental et vestimentaire pour les jeunes. Ce système va de l'adoption d'un système vestimentaire particulier à l'adoption par les garçons d'un système de déguisement que bien de parents qualifient de dénaturants. En plus des effets de l'influence des idoles qu'ils se choisissent, le type d'habillement qu'ils adoptent est supposé leur imprimer un type conséquent de comportement et d'attitude.

Nombreux sont d'ailleurs les enfants qui ont fait des aveux sur leur désir d'imitation de certaines choses qu'ils visionnent à la télé. L'expression du désir d'affirmation de soi, suite aux découvertes de certaines scènes de vidéo, a constitué un élément que les enfants ont avoué dans tous les milieux.

Les parents ont particulièrement mis l'accent « *sur les influences négatives de la présence et de l'utilisation des chaînes de télévisions par les enfants mineurs* ». Des chaînes de télévision qui permettent la découverte précoce de films érotiques. La disposition, par les familles relativement aisées, de télévision favorise des ouvertures aux enfants qui sont, très tôt, initiés à divers phénomènes du monde moderne. Mais si cette ouverture peut, dans l'ensemble, être positive, il arrive qu'elle soit orientée vers des perversions comportementales allant jusqu'aux accoutumances de visionner des films érotiques et pornographiques par les enfants mineurs et encourage une sexualité incontrôlée et contraire aux normes traditionnelles. Ce constat est plus prononcé

dans des familles aux effectifs nombreux, aux parents peu (ou pas) lettrés et où les préoccupations pour le quotidien sont si aiguës que l'utilisation de la télé par les enfants n'est soumise à aucun contrôle.

Nombreux sont les parents qui expriment des soucis pour leurs enfants, encore tout petits, face à ce qu'ils considèrent comme de la perversion comportementale due à l'effet des médias. Si ce souci reste partagé entre les hommes et leurs épouses, il faut souligner qu'il demeure considérable chez les mères de famille. Ces mères sont souvent rendues responsables de tout ce que font leurs enfants. Leurs problèmes viennent aussi, dans certains cas, du fait que dans bien des cas, elles n'osent dire la vérité ni à leur mari, ni à leurs enfants.

SECTION III : FAMILLES, SIDA ET PRÉSERVATIFS

[Retour à la table des matières](#)

Les résultats de la recherche montrent qu'on peut distinguer deux catégories d'attitudes de la part des parents face à la question du SIDA et de l'utilisation des préservatifs. Il y a la grande majorité des parents qui ne parlent jamais de SIDA, ni de préservatif ou encore moins de sexualité avec leurs enfants au nom de la pudeur, des coutumes et de la religion. Face à ces parents, la sexualité et le SIDA sont des sujets qui continuent à relever du domaine du tabou. Pour plusieurs d'entre eux, parler de préservatif à leurs enfants consiste à ouvrir la voie à de la sexualité précoce. Ces parents préfèrent donc ne pas en parler, même s'ils sont presque tous conscients du fait que les enfants connaissent et utilisent les préservatifs :

Beaucoup de jeunes de notre village utilisent le préservatif, peut-être même mes enfants. Je n'ai jamais parlé de préservatif à mes enfants, car je ne demande que l'abstinence. Parce que pour moi, ils sont encore très jeunes.

En dépit du fait que les parents connaissent que certains de leurs enfants connaissent et utilisent le préservatif, ils préfèrent se taire sur le sujet : « *Je ne parle jamais de préservatif avec mes enfants, sinon*

j'encouragerai mes enfants à faire les rapports sexuels. Non jamais ! Je n'encouragerai pas mes enfants d'utiliser les préservatifs, on n'en parlera jamais ». D'autres parents trouvent les alibis de leur silence sur le sujet dans l'âge des enfants : « *Je ne sais pas, je ne peux pas les en parler, ni les encourager à l'âge là* ».

Les parents ne soulèvent jamais la question. C'est aussi le cas des enfants qui ne souhaitent pas être les premiers à soulever la question du préservatif et donc de leur sexualité. Même dans les conditions où ils ont des parents qui sont réceptifs à une telle discussion, les enfants se méfient toujours. Ils ne veulent pas être les premiers à soulever la question et leurs parents interprètent ce silence comme une invite à ne pas en parler :

Je ne me suis pas intéressé si mes enfants utilisent les préservatifs, parce qu'ils ne m'en parlent jamais. Comme les enfants m'évitent, je me demande comment je vais réussir à les convaincre à se protéger. Même lorsqu'ils discutent de sexualité, dès qu'ils m'aperçoivent ils changent le sujet

La seconde catégorie est constituée par ceux des parents qui acceptent de parler de l'utilisation du préservatif, du SIDA et de la sexualité avec leurs enfants. Les données de terrain révèlent que, dans bien de cas, le niveau de communication entre parents et enfants, autour des sujets de sexualité, du SIDA ou du préservatif, reste aussi influencé par le niveau d'instruction, voire la profession des parents. C'est malgré tout parmi les parents lettrés, et souvent fonctionnaires, qu'on constate l'existence d'une concertation engageant parents et enfants dans ces sujets. Un père de famille affirmait : « *Je peux parler de cela à mes enfants parce que je suis représentant du prisme. Je peux également encourager car c'est mon rôle au prisme* ». Un autre continue, à peu près, dans le même sens : « *Je parle à mes enfants. Je parle du SIDA, y compris de préservatifs avec mes enfants. Je suis enseignant. J'ai reçu une brochure à l'école que j'ai donnée à mes grands enfants qui, eux, savent lire* ».

Même si les parents lettrés parlent de SIDA et de préservatif avec leurs enfants, cette concertation ne se limite, plus souvent qu'autrement, que dans le domaine de la connaissance de ces éléments. Mais il est rare que les parents invitent leurs enfants à

l'utilisation des préservatifs, cela équivaldrait, d'une part à l'autorisation tacite donnée aux enfants de pratiquer la sexualité, et d'autre part constituerait la preuve que les parents ne sont pas en mesure d'encadrer leurs enfants comme le dit ce fonctionnaire de l'administration publique :

Je parle presque tous les jours du SIDA à tous mes enfants de moins de 20 ans et un peu rarement du préservatif. Cependant, je ne pense pas pouvoir les encourager à l'utilisation du préservatif parce que je pourrais toujours les maîtriser. Cette affirmation résume la perception que ces parents se font des raisons des limites qu'il faut donner à leurs conversations avec les enfants sur le phénomène de SIDA.

Les données révèlent aussi qu'à l'intérieur de la famille, c'est à la mère que reviennent les communications par rapport au SIDA et aux préservatifs. Considérées comme responsable de la réussite ou de l'échec de leurs enfants et surtout de leurs filles, les épouses sont, pour le peu qui se fait, celles qui parlent aux enfants des questions de préservatif et de SIDA. Si le prétexte des IST/SIDA est souvent placé au premier rang, c'est surtout des grossesses non désirées qui font peur aux mères. Les discussions ne concernent souvent que les filles, et rarement les garçons. Trois facteurs expliquent cette discrimination en matière d'informations et de communications.

La première raison proviendrait du fait que les parents sont plus préoccupés des grossesses de leurs filles que des maladies comme cette mère qui dit :

Je donne des conseils sur les MST / SIDA. Je les demande de faire beaucoup attention quand ils sortent et surtout de se protéger. J'insiste, mais je ne le dis souvent qu'aux filles. Je demande toujours aux filles de faire attention pour ne pas attraper des grossesses non désirées.

La seconde raison proviendrait du fait que la tradition, même si le contraire est devenu la norme, interdit aux enfants d'avoir des relations sexuelles avant le mariage. Dans cette perspective, le sujet des parents porte encore toujours sur des messages de préservation des valeurs. Plutôt que de dire à un enfant de se protéger du SIDA par la connaissance et l'utilisation du préservatif, ils préfèrent prôner les vertus de l'abstinence. Le phénomène SIDA devient ainsi l'argument

qu'ils récupèrent pour faire passer les messages d'abstinence comme cette femme qui concède :

je n'encourage pas cela à mes enfants car l'abstinence est meilleure que tout cela. Une fille doit attendre le mariage avant de se lancer dans ces choses-là.

La troisième raison provient de l'ignorance de la plupart des mères de famille. Même dans les conditions où la mère veut entièrement et sans réserve parler de SIDA à ses enfants, elle le fait avec assez d'anomalies. Cette désinformation crée de terribles confusions dans les informations que reçoivent les enfants comme par exemple :

Nous leur demandons de se ressaisir, c'est le cas de prendre des lames usées, des couteaux contaminés ou bien manger avec un, n'importe qui, tout cela contamine. C'est pour cela que nous leurs disons de protéger leur nourriture, ou bien beaucoup de choses aussi.

Si le fait que les parents ne parlent pas suffisamment ou mal du SIDA ou de préservatifs aux enfants constitue une faiblesse dans l'état actuel des choses, le fait que les jeunes utilisent peu le préservatif, même quand ils les connaissent, en constitue une autre. En fait, le préservatif sert à se protéger contre les grossesses et très peu contre les maladies sexuellement transmissibles et les SIDA. Les résultats montrent que la connaissance des préservatifs par les jeunes n'a aucune influence sur leurs habitudes à les utiliser.

Il faut donc noter qu'au-delà de ce que les familles auraient pu faire dans le sens des concertations, les jeunes disposent de nos jours d'une grande diversité de sources d'informations relatives au préservatif et au SIDA. Ce qui fait que leur niveau de connaissance n'est pas forcément négligeable dans ce domaine. Mais le constat général reste aussi que ces connaissances ne servent, actuellement, pas à grand-chose dans l'utilisation des préservatifs par les jeunes.

Les arguments utilisés pour discréditer le préservatif sont nombreux et variés mais qu'on peut regrouper en trois blocs. Il y a une catégorie de jeunes qui ne veulent tout simplement pas utiliser le préservatif car : « *C'est à l'école où on nous en a parlé. Mai je n'ai jamais utilisé du préservatif parce que je n'aime pas ça* ». D'autres

ajoutent, pour se donner bonne conscience, « *qu'ils ont confiance à leur copine* ».

Il y a d'autres jeunes qui n'utilisent pas les préservatifs à cause de la représentation qu'ils se font du préservatif. Pour certains répondants, les préservatifs sont un complot des occidentaux afin de freiner la flambée démographique des africains à travers un affaiblissement sexuel progressif de l'homme africain. Un jeune de la Haute Guinée affirmait qu'il :

n'utilise pas de préservatif, parce que ce n'est pas bon. J'ai appris à Bamako que le préservatif est fait pour rendre, à la longue, impuissant l'homme africain. C'est un médecin qui a fait des études aux États Unis qui m'a dit ces propos. Il dit que les occidentaux veulent freiner l'explosion démographique en Afrique. C'est pourquoi ils ont mis au point le préservatif. En fait pour le médecin, c'est le lubrifiant que serait la cause de l'impuissance sexuelle. »

Mais la confusion au niveau de la connaissance que les enfants ont du SIDA ne vient pas que de la famille, mais aussi de l'école où ils sont le plus informés. Les données collectées auprès de certains élèves tendent à prouver que certains enfants n'assimilent pas l'essence des messages relatifs au SIDA et ont un discours proche du sens commun comme de dire :

On nous demande souvent de faire attention, parce que le SIDA s'attrape par la cuillère, du fait que si un sidéen mange avec une cuillère, et que si toi aussi tu manges avec la même cuillère sans laver, le SIDA peut t'attraper.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Chapitre VI

La famille guinéenne et la solidarité familiale

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre aura pour cadre la solidarité familiale comme dimension humaine, sociale et culturelle de la famille. A cet effet, la solidarité avec les personnes âgées, les handicapés seront pris en compte dans la première section. De même, la solidarité imposée (le parasitisme, le confiage) et les solidarités structurées comme celles intergénérationnelles, de la campagne à la ville et des cérémonies encadrées comme le mariage, le baptême sont exposées dans la seconde section.

SECTION I : SOLIDARITE FAMILIALE

L'une des premières préoccupations de cette section a été de procéder à une appréciation de la façon par laquelle la solidarité se manifeste d'abord au niveau de la vie en commun entre les parents avant de toucher, dans un second temps, les autres aspects de la solidarité.

De nos jours, on peut constater deux types de solidarité : **la solidarité cérémoniale** et la **solidarité quotidienne**. La solidarité cérémoniale est circonstancielle et n'a lieu qu'à l'occasion d'événements. Ce type de solidarité implique tous les membres de la famille. La solidarité quotidienne est celle qui unit des personnes autour d'un idéal

d'entraide dans toutes les circonstances de résolution des difficultés. Cette solidarité ne concerne que quelques membres sur la base de raisons affectives qui leurs sont propres. On peut donc dire que la solidarité circonstancielle et cérémoniale est constance. La solidarité quotidienne, celle qui unit des personnes autour de la résolution des difficultés de tous les jours, s'affaiblit et ne porte, de plus en plus, que sur la famille nucléaire.

Les données indiquent, qu'en dépit de la faiblesse des ressources de la quasi-totalité des familles interrogées, la famille guinéenne est le premier rempart face aux difficultés des membres. La famille est d'abord le lieu où on trouve un repas, même insuffisant mais toujours précieux. C'est aussi le premier lieu et le plus sûr où l'on peut trouver un lit en perdant la possibilité de se loger par soi-même.

Les familles interrogées permettent de comprendre les pressions qui pèsent sur elles. Les membres qui réussissent matériellement sont sous une pression forte pour satisfaire aux demandes multiples et continues des membres de la famille. L'ordonnance médicale, l'hospitalisation, l'habillement et les multiples autres charges de la vie quotidienne sont les demandes courantes des moins nantis (les plus nombreux) de chaque famille.

Si la plupart des sollicitations sont appréciées en fonction de l'urgence, la prise en charge des vieux parents et des personnes handicapées ne peut se différer. Cette prise en charge est totale comme l'indique un des répondants :

Nous vivons avec nos deux grandes mères. Tout le monde s'occupe d'elle dont moi-même dans leurs différents besoins (linge sale, balayage, cuisine).

Les personnes âgées, dans le passé et de nos jours, continuent de jouir d'un niveau appréciable de solidarité de la part surtout de leurs enfants. Celles qui vivent avec leurs enfants jouissent de l'assistance de ces derniers dans la prise en charge de la presque totalité de leurs besoins. Cette situation qui reste plus fréquente dans les familles élargies, repose essentiellement sur la présence d'un effectif suffisant

d'enfants, de petits enfants et de parents alliés pouvant constamment se relayer dans la satisfaction des besoins de la personne :

Je vis ici avec ma mère, elle est âgée de 80 ans, toute la famille, l'aide et la soutient dans ses besoins. Je suis à mesure de soutenir ma mère et je ne demande l'apport d'aucune institution ou de l'État. Pour les autres besoins, on est très nombreux pour ça ; il y a moi, mes frères et soeurs, ma femme et les femmes de mes frères

Par ailleurs, les personnes âgées qui ne vivent pas avec leurs enfants, bénéficient également du soutien à distance de leurs enfants à travers l'envoi de vivres, de médicaments, d'habits et même d'argent.

Il arrive aussi que les enfants installés dans les villes du pays et même à l'étranger organisent des visites auprès des vieilles personnes ou des séjours des personnes âgées en ville pour assurer des consultations sanitaires ou simplement assurer une meilleure alimentation de ces personnes. Si le chef de famille ne peut lui même se déplacer auprès de ses vieux parents, il met en route à tour de rôle ses épouses afin de vivre et d'aider leurs vieux parents.

Sur la base des résultats de terrain, il ressort que les familles guinéennes font face à un affaiblissement du système de solidarité des membres de la famille, surtout celle large. Le recul de la productivité des activités agricoles et pastorales, la pauvreté des sols, le chômage, le sous-emploi et les difficultés financières en milieu urbain posent des problèmes sérieux pour faire face à la traditionnelle solidarité. Même en milieu rural, la limitation des rencontres entre les membres de la famille limite la solidarité.

Il faut aussi noter que nombreuses sont les familles guinéennes qui ont des malades chroniques ou des handicapés parmi les leurs. La prise en charge de ces personnes malades constitue un véritable goulot d'étranglement pour bon nombre de ces familles. Les deux problèmes que les familles rencontrent dans cette prise en charge des handicapés chroniques résultent de la faiblesse des ressources familiales et du caractère récurrent des soins.

Le risque d'une situation pareille est le rétrécissement des soins. Le problème devient encore plus critique dans les circonstances où les quelques personnes (de bonne volonté) de la famille qui voudraient s'en occuper n'ont pas de moyens. En de pareils cas, la mort de la personne handicapée est un soulagement partagé. Un homme, parlant de sa femme malade, affirmait :

J'ai ma première femme qui est handicapée, et il n'y a personne pour nous aider, car même la femme de son fils ne l'assiste que malgré elle. C'est la femme de son fils qui devait s'en occuper, mais rien ! Même les frais de soins, nous n'arrivons pas à en avoir, à plus forte raison autre chose. Cette femme est fatiguée de voir sa belle-mère handicapée, elle en est même gênée, et le fils de ma femme aussi n'a aucun courage pour ramener sa femme à la raison. Donc ma femme handicapée est abandonnée avec moi. Et moi aussi, je n'ai pas de moyens.

Nombreux sont les cas de ce genre que les recherches ont révélé sur le terrain. On y voyait des malades chroniques, des handicapés physiques et des non voyants qui vivent avec leurs enfants mineurs, abandonnés par la famille et par le conjoint (mari ou épouse). Ces personnes ont formulé le souhait d'être aidées par tous ceux qui sont capables comme cette femme, pauvre, malade et abandonnée :

Je suis seule, isolée dans cette brousse depuis 4 ans. Lorsque je venais de tomber malade, j'avais construit une maison dans la grande famille, chez mes frères. Nous y étions. Mais chaque fois, mes frères me chassaient de la famille pour que je rejoigne mon mari alors que depuis que je souffre de cette maladie, mon mari ne m'a jamais regardé. Il vit ailleurs et s'occupe d'autres femmes, tandis que je suis seule, abandonnée avec ma maladie. Je ne suis donc pas finalement à l'aise. Je pleurai [suppliais] donc à mes grandes filles d'acheter une portion de parcelle pour y construire une chambre à coucher au moins afin que je déménage. C'est ainsi que je suis venue ici depuis quatre ans. Malgré toutes mes peines, mes frères ne pensent même pas à moi, pourtant ils sont ici. J'habite cette maisonnette avec mes filles surtout la dernière.

Bien d'autres souhaits d'aide ont également été formulés dont voici quelques exemples comme : « *L'État doit trouver les moyens pour rendre autonomes les handicapés. Pour se faire, il peut trouver du travail rémunéré conformément aux handicapes de ces personnes* ».

Les données montrent aussi que le mouvement migratoire de la campagne vers les centres villes se poursuit à un rythme constant. Dans les centres urbains, le sens de la famille continue, cependant les conditions matérielles concrètes d'accueil dans les villes ne sont pas toujours favorables à la reproduction du système traditionnel de regroupement familial. A ces réalités spatiales s'ajoutent les contraintes financières avec ses conséquences sur la solidarité. Les contraintes financières, en affaiblissant les capacités de prise en charge, orientent plutôt les individus vers la nucléarisation des modes de regroupement même en dehors des contraintes liées au déplacement.

On peut enfin dire que le système de solidarité des familles guinéennes consiste, en raison des difficultés du moment, à se recentrer autour des personnes qui sont directement concernées par le même lien. Ce lien est à la fois consanguin, affectif, et dans certains cas, relever du même toit. Les rares exceptions d'entraide familiale, lorsque les moyens ne le permettent pas, s'adressent à la lignée maternelle.

En dépit de toutes ces contraintes, on peut noter que la solidarité continue à être vivante, mais elle est plus vivante pendant les cérémonies que dans la résolution des difficultés quotidiennes de vie.

SECTION II : SOLIDARITÉ AVEC LE VILLAGE

[Retour à la table des matières](#)

Les familles guinéennes sont très attachées à leur terroir villageois. Nombreuses sont les personnes installées dans les villes qui continuent à entretenir des liens étroits de fréquentation et de solidarité avec leurs parents du village. Ces relations de solidarité reposent sur l'entraide aussi bien en cas de cérémonie qu'en situation ordinaire. Le principe d'entraide en situation ordinaire consiste, pour chacune des parties, à assister l'autre dans ce qui peut se gagner dans son milieu de vie. C'est-à-dire que les parents du village assistent ceux de la ville en produits des milieux ruraux et inversement ceux de la ville font d'eux mêmes :

Il existe des liens serrés entre mes parents du village et moi. Ils m'apportent, les produits de leurs récoltes, et moi, je les apporte de l'huile et des médicaments. Maintenant quand il y a une affaire sociale en famille, nous nous rencontrons pour en discuter et dégager la part de contribution qui doit revenir à chacun.

Les parents continuent à être toujours attachés à leur village et développent l'idée de s'y installer après la retraite. Les parents qui sont nés au village et qui ont émigré dans une ville qui représente le chef-lieu de leur ville natale sont souvent parmi les parents qui restent le plus attachés à leur village. Ces derniers, en raison de la proximité, continuent, de façon active, à fréquenter leur village et à s'y impliquer dans presque toutes les activités sociales. En réalité, pour bien de parents de ce genre, ces villages constituent une localité d'avant-garde au niveau de laquelle ils entreprennent divers projets comme, entre autres, les activités agricoles ou la mise en place d'une plantation. Ces activités sont, pour la plupart des cas, entreprises dans la perspective d'une préparation de leur futur retour au village. Un chef d'une des familles de la Haute Guinée affirmait :

Je ne suis pas originaire de siguiri ville, je vais régulièrement dans mon village. J'ai une plantation là-bas. Chaque dimanche. J'y vais avec mes enfants. Je souhaiterais, si Dieu le veut, retourner dans mon village pour m'occuper de ma plantation. Comme ça, je laisserai la concession de siguiri à mes enfants, Parce que pour les enfants, je ne suis pas sûr.

Les originaires de la Guinée Forestière, de la Moyenne Guinée et surtout de la Basse Guinée sont ceux qui fréquentent le plus leur village d'origine. Les données indiquent aussi que plus le chef de famille prend de l'âge ou ses parents prennent de l'âge, le rythme de fréquentation du village devient plus intense. Si les parents comptent retourner et s'installer un de ces jours au village, cela n'est pas sûr pour les enfants. Les enfants connaissent et fréquentent leur village d'origine pendant les vacances dans la plupart des cas. Cependant, les parents ne sont pas sûrs que leurs enfants veuillent s'y installer un jour. Cependant, il est possible que cette fréquentation quotidienne du village pendant les vacances tente, dans certains cas, quelques enfants à vouloir rester au village. Les plus petits sont ainsi ceux qui sont plus fréquents au village, et c'est encore eux qui expriment le plus de désir à

s'y installer. La présence d'autres parents et la disponibilité d'aires de jeux sont, entre autres, les principales raisons qui suscitent l'intérêt des enfants pour le village. Malgré leur attachement à leur terroir et au fait d'y être régulièrement avec leurs enfants, ces parents ont très peu d'espoir que leurs enfants veuillent revenir vivre au village :

J'aime bien, après la retraite, me retourner dans mon village. Mes enfants également aiment bien aller en vacance, mais pas pour y rester.

Nombreuses sont aussi les familles dont les enfants ne fréquentent et ne connaissent pas leur village d'origine. Cette situation connaît des accentuations si les parents, eux-mêmes, ne fréquentent plus leur village. Nombreux sont les parents qui ont coupé avec leur village et pour de nombreuses et diverses raisons. La mort des parents laissés au village en est, en exemple, une des plus fréquentes raisons de la rupture des parents d'avec leur village d'origine. Cette mort peut, selon les cas, être celle de la mère, du père, des frères ou tout simplement l'ensemble des personnes qui auraient continué à favoriser des liaisons affectives avec le village.

Comme on peut le présumer, c'est dans les familles des grands centres urbains qu'il n'y a plus d'enfants qui ne fréquentent pas leur village d'origine. Il s'agit des enfants qui sont nés dans les grandes villes ou qui y sont venus très tôt avec leurs parents ou qui y font des études. Dans ces villes, ils sont nombreux ceux qui ne vont pas dans leur village d'origine et n'en parlent même pas et qui considèrent leurs parents du village comme ceux de leurs parents (mère et père) mais pas d'eux. Ils disent de ces villageois « *les parents de mon père ou de sa mère* ». Cette distance entre le village et leurs enfants est un souci pour la plupart des parents dont l'un disait :

Mes enfants pensent qu'ils sont de la ville. Ils ne vont jamais au village, et n'y pensent pas. J'ai toujours conseillé à mes enfants de ne pas oublier leur village natal, même si nous souhaitons toujours de grands intellectuels. Ils devront construire au village et y aller de temps en temps.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes au terme de cette recherche. La question à la base de la présente étude s'inscrit dans la volonté de comprendre les effets de la modernisation (scolarisation, urbanisation, médias) et le contexte économique et politique d'après les indépendances sur les familles guinéennes. Nous avons voulu surtout comprendre ces effets sur :

1. Les perceptions des populations sur la famille et sa signification ;
2. L'encadrement des enfants au sein des familles ;
3. Les transactions matrimoniales par les familles ;
4. La solidarité des membres de la famille (indigents, handicapés, personnes âgées, citadins et ruraux, etc.).

Cette recherche présume que la famille guinéenne est un syncrétisme culturel ou les valeurs traditionnelles sont revisitées par des considérations et des influences nouvelles tout en restant ancrées dans des logiques qui perpétuent les gestes, les habitudes et les principes de la famille guinéenne ancienne.

Au terme de la présente recherche, on peut émettre les conclusions suivantes. La famille guinéenne actuelle, comme celle du passé, est et reste nombreuse avec une moyenne de plus de 7 personnes. Dans la famille actuelle, comme celle du passé, la place de l'homme, époux et chef de famille, est et reste encore prépondérante. Il est le pourvoyeur principal des ressources de la famille. Il s'occupe, même s'il ne fi-

nance pas intégralement, de tout ce qui est relatif aux besoins vestimentaires, alimentaires, scolaires et de santé des enfants.

La participation des épouses dans l'économie familiale est, plus souvent qu'autrement, faible en valeur monétaire mais forte, en terme de participation continue et en effort domestique. Les épouses ne font pas seulement les travaux domestiques, elles sont impliquées dans diverses activités économiques extraconjugales comme le commerce, les études et les emplois salariés, de sorte qu'elles ne sont plus toujours à la maison. C'est aussi à la femme, l'épouse, que revient d'effectuer les déplacements associés à la prise en charge des enfants (école, hôpital et achat de toutes sortes). De plus en plus, les enfants cessent d'être des contributeurs à l'alimentation de la famille, surtout parmi ceux qui vont à l'école. Et ceci est nouveau.

L'époux et les autres hommes (les frères et le premier fils) assument les principales décisions au sein de la famille. Le père est celui qui, dans la presque totalité des cas, prend les décisions concernant l'éducation des enfants. C'est également lui qui décide de la mise des enfants à l'école. Il arrive que le point de vue de l'épouse soit important et même déterminant lorsqu'il s'agit de la mise à l'école des filles.

L'époux est habituellement celui qui règle, ou du moins, tranche toutes les situations de crises. Il est aussi celui qui sanctionne lorsque ses enfants ont des problèmes dans le quartier. Le poids financier du père apparaît comme un atout qui fortifie son statut et ses possibilités de décider, principalement, de l'éducation des enfants et d'indiquer les grandes orientations de la famille. L'épouse n'est directement touchée par les enfants que quand le problème en question relève de l'intimé de ceux-ci, surtout des filles.

Sur l'éducation des enfants, le schéma de l'autorité voudrait que l'épouse informe son époux qui prend conseil auprès d'elle et d'autres intervenants avant de prendre la décision ou parfois de l'officialiser. Contrairement à la famille ancienne, celle enquêtée montre que les grands parents sont faiblement impliqués dans la gestion directe des affaires de la famille, surtout en milieu urbain. Les données relèvent que l'épouse n'intervient pleinement, seule, dans la mise en applica-

tion des décisions relatives à l'éducation des enfants qu'en cas de problème. C'est aussi elle qui est rendue responsable des fautes commises par ses enfants dans la plupart des cas et parfois elle doit partager les sanctions avec sa fille fautive. Car le plus souvent, elle est considérée comme la complice de ses filles et comme telle l'expulsion de la fille du foyer paternel s'accompagne de sa mère. Ce type de responsabilité a, entre autres conséquences, de créer une psychose de la mère qui est alors constamment en alerte surtout en ce qui concerne l'encadrement de ses filles. Dans ces conditions, les données révèlent que ce sont les enfants qui font la détresse de l'épouse en cas faute, mais c'est aussi eux qui font sa rédemption en cas de réussite.

Les données indiquent aussi, et c'est devenu très courant, que la responsabilité de la prise en charge des enfants soit assumée par divers types d'agents familiaux (oncle, tante, frères et sœurs) agissant tantôt de façon quasi autonome, tantôt complémentaire ou compensatoire à celui des parents biologiques (père et mère).

Les données suggèrent que la faible pratique religieuse des enfants est une caractéristique de la famille actuelle. L'autorité familiale s'effrite. Les parents ont, de plus en plus, de la difficulté à asseoir leur autorité. La plupart des chefs de famille se plaignent de la prise de parole intempestive de leurs enfants, du refus d'obéissance et de l'exécution différée des ordres et autres commissions. Plusieurs facteurs pourraient expliquer une telle situation. Les parents, eux-mêmes, pensent que le manque de respect qu'eux mêmes ont eu pour leurs parents explique le comportement de leurs enfants. Cette explication du sens commun postule que chaque acte provient par un acte précédent dans une logique compensatoire de grand-parents à petit-fils avec le père comme intermédiaire.

Le faible accès des chefs de famille à un revenu régulier et suffisant expliquerait une telle situation. On peut constater dans les propos des parents interrogés que le fait de ne pas être en mesure, en raison des contraintes financières, de subvenir à tous les besoins des enfants, au moment où ils les sollicitent, explique, en grande partie, l'insoumission des enfants. En vérité, les parents, attachés aux normes de leur temps, veulent se servir de celles-ci pour éduquer des jeunes gens du vingtième siècle. La crise d'autorité entre parents et enfants

est d'abord un divorce qui naît souvent du désir des parents de se servir des normes anciennes pour des générations actuelles. Mais c'est aussi une crise liée à la paupérisation des populations dans un environnement urbain où les sollicitations matérielles sont nombreuses et difficilement accessibles.

Quelque soit le type de famille, les données indiquent que la presque totalité des familles ont conservé des types de sanctions très traditionnelles qui consistent essentiellement à recourir au fouet et, parfois, à la privation d'aliment. Il y a certes du recul de cette pratique et un appel, de plus en plus réel, du dialogue et de la concertation comme mode d'encadrement. Cependant, le fouet est encore très valorisé pour assurer les sanctions aux enfants. Les motifs qui expliquent les sanctions sont, entre autres, le refus de faire une commission ou le fait de ne pas la faire à temps, le manque de respect à une personne âgée, le fait de provoquer des querelles. Dans certaines familles, le fait de ne pas réviser les cours et faire les devoirs ou le coran ou de manquer à l'école est aussi un motif de sanction aussi bien du garçon que de la fille.

Les données indiquent très clairement une discrimination de genre dans les motifs de sanctions. Ainsi, la première cause de sanctions des filles au sein de la famille est la promenade et la grossesse de la fille peut conduire le père à chasser sa fille du toit conjugal et même être ostracisé par le père. Pire, sa mère peut subir les mêmes sanctions que sa fille. Lorsqu'il s'agit d'un garçon, le plus souvent ils font semblant d'ignorer la faute en question.

Les données suggèrent, dans le discours du moins, que les familles guinéennes ont opté pour la culture de la scolarisation des enfants. L'école apparaît, dans les propos des parents interrogés, comme le moyen le plus sûr pour assurer l'avenir de l'enfant. Cependant, la reconnaissance de cette importance n'empêche pas plusieurs parents interrogés à ne pas scolariser des enfants, surtout en milieu rural. Pour plusieurs parents interrogés, les coûts de la scolarisation d'enfants nombreux et les effets des échecs scolaires probables expliquent ce paradoxe : reconnaître l'utilité de l'école et ne pas scolariser.

Même quand les familles scolarisent, elles ne donnent pas aux enfants l'encadrement adéquat pour réussir à l'école. Dans la majorité des cas, ce sont les enfants qui, eux-mêmes, s'occupent de

l'organisation de leurs révisions sous la surveillance du frère aîné ou, à défaut, de la sœur. Les révisions par le truchement des frères et sœurs ne reproduisent pas nécessairement les qualités des générations antérieures, mais sûrement les lacunes de chaque génération.

Les données indiquent que dans les familles qui ont le moyen d'assurer un tutorat par un répétiteur, les révisions vont de deux à trois jours par semaine. La durée moyenne des révisions vont d'une à trois heures de temps par séance. Mais dans la très grande majorité des cas, les données attestent que les enfants ne révisent leurs cours qu'à l'approche des évaluations semestrielles ou de fin d'année.

La faible révision des enfants se trouve favorisée par la multiplicité des sorties que les soirées dansantes et les vidéo clubs occasionnent. Les données collectées montrent que si certains parents autorisent leurs enfants à fréquenter les salles de cinéma et de vidéo club le font en prenant certaines précautions d'encadrement même dans ces lieux, d'autres ne se soucient pas du tout du type des programmes que leurs enfants visionnent.

Au sein de chaque famille guinéenne, la principale langue de communication entre les parents (père et mère) avec les enfants est la langue de l'ethnie du père. L'unique particularité constatée au cours de cette étude est le poids de l'utilisation du maninka et du français comme langue de communication entre parents et fils dans le groupe Kpèlè.

Les actes posés pour l'émancipation de la femme en Guinée sont bien perçus par les hommes. On peut considérer cette position comme évolution positive des mentalités de la société guinéenne. Les données montrent, cependant, que peu d'hommes admettent que cette émancipation porte atteinte aux normes traditionnelles de la place de la femme au foyer (la prise en charge domestique du foyer).

Une analyse fine des données suggère que ce n'est pas la situation de l'émancipation des femmes en soi qui inquiète certains hommes, mais l'émancipation conduisant les « femmes épouses » à être égales et/ou supérieures aux « hommes maris ». Vues en tant que filles (et non en tant qu'épouses) la femme bénéficie du soutien de la presque

totalité des hommes de presque de toutes les catégories. La question que les hommes se posent est la suivante :

« Si la politique d'émancipation des femmes devenait une réalité en tout point de vue en Guinée, serai-je toujours en mesure de vivre en bonne intelligence avec ma femme sans qu'elle ne soit admise à désormais être au-dessus de moi ? ».

Le mariage est et reste le cadre privilégié de la procréation. La transaction matrimoniale commence, plus souvent qu'autrement, dès l'enfance. Ces transactions sont des intentions familiales qui demandent à être confirmées par des fiançailles qui sont des engagements contraignants, certes, mais qui peuvent se disloquer si les espoirs placés en chacun des prétendants ne se confirment pas.

Les transactions matrimoniales sont un domaine partagé. Si la lignée masculine décide officiellement de la fille avec laquelle leurs garçons se marient, il appartient aux femmes (la mère, les sœurs et les tentes) d'entreprendre les démarches. L'éducation et l'appartenance familiale (« bonne mère ») de la fille sont des critères de son choix. Les alliances que le mariage pourrait procurer à la famille sont aussi des paramètres qui déterminent l'implication des parents dans le mariage des enfants.

Les données indiquent aussi que la dote reste encore une composante essentielle pour sceller le mariage. Les données indiquent qu'il n'existe plus une dote, dans sa composition, mais des dotes. Si la signification reste toujours la même dans toutes les communautés guinéennes, le contenu est fonction du milieu et même des acteurs impliqués.

Les données indiquent aussi que la possibilité de procréer avant la célébration du mariage est une pratique acceptée dans certaines communautés. Même dans les communautés où la procréation avant le mariage est interdite, il arrive aussi, et c'est plus courant qu'on ne le dise dans la quasi totalité des familles guinéennes, que l'acte conjugal précède le mariage et la dote renvoyée à des lendemains meilleurs. C'est le cas des personnes qui se marient à leur amant et/ou amante.

Les données indiquent que la totalité des familles guinéennes sont patrilinéaires et la résidence conjugale est virilocale, c'est-à-dire que c'est la femme qui doit vivre chez l'homme. Les données révèlent que c'est à Kaloum et en milieu rural que l'on rencontre le plus de couple vivant sous le toit du père. Cette vie commune avec l'époux et les parents de l'époux dans un faisceau complexe de relations sociales est considérée idéale en début de vie conjugale. La muse est considérée comme une autre fille par le père et la mère de son époux. Pour vivre ensemble sur une longue période, il semble que les bonnes relations de la muse avec sa belle-famille dépendent, selon les répondants, de plusieurs facteurs dont le plus important est sa participation à la prise en charge financière de sa belle-mère. Mais aussi, par la procréation qui est un facteur fortifiant les relations conjugales et avec la belle-famille. Les données montrent qu'un retard dans la procréation accélère « la prise de parole » des frères et surtout des sœurs du couple. Dans ces circonstances, le divorce et la polygamie ne sont pas à exclure.

Si la polygamie et la monogamie restent encore les formes principales des familles guinéennes, les données indiquent que de plus en plus, des nouvelles structures voient le jour. Les familles monoparentales et recomposées ont vu le jour, se multiplient et se rencontrent dans toutes les préfectures enquêtées.

Les données suggèrent que l'on rencontre deux types de solidarité dans les familles guinéennes : **la solidarité cérémoniale** et la **solidarité quotidienne**. La solidarité cérémoniale est circonstancielle et n'a lieu qu'à l'occasion d'événements comme le mariage, le décès, les fêtes religieuses et autres manifestations sociales. Ce type de solidarité implique tous les membres de la famille et s'avère plus active.

La solidarité quotidienne apparaît à travers les données collectées comme celle qui unit des personnes autour d'un idéal d'entraide dans toutes les circonstances et pour la résolution des difficultés. Les données indiquent que cette solidarité ne concerne que quelques membres de chaque famille. On peut donc dire que la solidarité circonstancielle et cérémoniale est constance. La solidarité quotidienne, celle qui unit des personnes autour de la résolution des difficultés de tous les jours,

s'affaiblit et ne porte, de plus en plus, que sur la famille nucléaire et ceux qui sont enfants de même mère.

En dépit de cette restriction dans la solidarité quotidienne, les données indiquent, qu'en dépit de la faiblesse des ressources de la quasi-totalité des familles interrogées, la famille guinéenne est le premier et le dernier rempart face aux difficultés des membres. La famille est d'abord le lieu où on trouve un repas, même insuffisant mais toujours précieux. C'est aussi le premier lieu et le plus sûr où l'on peut trouver un lit en perdant la possibilité de se loger par soi-même. C'est aussi au sein de la famille que l'on peut trouver les frais pour les soins, l'appui pour les handicapés et les personnes âgées et surtout l'aide à l'insertion socioprofessionnelle.

La générosité de la famille guinéenne va plus loin, car les familles guinéennes interrogées accueillent plus de 6% de personnes, en moyenne, qui n'ont aucun lien de parenté avec le couple familial. Cette générosité est surtout forte en Basse Guinée et, dans une moindre mesure, en Haute Guinée et à Conakry. Dans cette ville, on rencontre le plus grand nombre de familles qui hébergent et nourrissent des personnes qui n'ont aucun lien avec les autres membres de la famille, notamment le couple.

Les familles interrogées permettent de comprendre les pressions qui pèsent sur elles. Les membres qui réussissent matériellement sont sous une pression forte pour satisfaire aux demandes multiples et continues des membres de la famille. L'ordonnance médicale, l'hospitalisation, l'habillement et les multiples autres charges de la vie quotidienne sont les demandes courantes des moins nantis (les plus nombreux) de chaque famille.

Cette pression est d'autant plus forte que, de nombreuses familles guinéennes ont des malades chroniques ou des handicapés parmi les leurs. La prise en charge de ces personnes malades constitue un véritable goulot d'étranglement pour bon nombre de ces familles. Les deux problèmes que les familles rencontrent dans cette prise en charge des handicapés chroniques résultent de la faiblesse des ressources familiales et du caractère récurrent des soins. Et la plupart des structures

sanitaires de l'intérieur du pays sont très peu outillées pour les personnes âgées, les handicapés et les malades chroniques.

Les résultats de la recherche montrent qu'on peut distinguer deux catégories d'attitudes de la part des parents face à la question du SIDA et de l'utilisation des préservatifs. Il y a la grande majorité des parents qui ne parlent jamais de SIDA, ni de préservatif ou encore moins de sexualité avec leurs enfants au nom de la pudeur, des coutumes et de la religion. Face à ces parents, la sexualité et le SIDA sont des sujets qui continuent à relever du domaine du tabou. Pour plusieurs d'entre eux, parler de préservatif à leurs enfants consiste à ouvrir la voie à de la sexualité précoce. Ces parents préfèrent donc ne pas en parler, même s'ils sont presque tous conscients du fait que les enfants connaissent et utilisent les préservatifs.

Si le fait que les parents ne parlent pas suffisamment ou mal du SIDA ou de préservatifs aux enfants constitue une faiblesse dans l'état actuel des choses, le fait que les jeunes utilisent peu le préservatif, même quand ils les connaissent, en constitue une autre.

Les résultats montrent que la connaissance des préservatifs par les jeunes n'a aucune influence sur leurs habitudes à les utiliser. Le préservatif est d'abord et surtout un moyen pour éviter une grossesse non voulue mais pas un instrument pour se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles.

Les données révèlent aussi qu'à l'intérieur de la famille, c'est à la mère que reviennent les communications par rapport au SIDA et aux préservatifs. Considérées comme responsable de la réussite ou de l'échec de leurs enfants et surtout de leurs filles, les épouses sont, pour le peu qui se fait, celles qui parlent aux enfants des questions de préservatif et de SIDA.

Mais la confusion au niveau de la connaissance que les enfants ont du SIDA ne vient pas que de la famille, mais aussi de l'école où ils sont le plus informés. Les données collectées auprès de certains élèves tendent à prouver que certains enfants n'assimilent pas l'essence des messages relatifs au SIDA et ont un discours proche du sens commun.

Ces principales conclusions suggèrent quelques recommandations que nous considérons pertinentes car elles permettraient de résoudre des problèmes rencontrés et s'inscriraient aussi dans le plan d'action sur la famille en Afrique.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Recommandations

[Retour à la table des matières](#)

La lutte contre la pauvreté est inscrite dans la stratégie guinéenne de lutte contre la pauvreté. L'accès aux services de base comme l'eau, les soins de santé et des pistes rurales est essentiel dans la réduction de la pauvreté. Ces mesures ont la particularité d'offrir à l'ensemble de la population, indépendamment de la situation de chaque individu, des opportunités identiques d'améliorer sa situation. Cependant, toutes les familles ne disposent pas toujours des capacités identiques pour profiter des atouts liés à ces infrastructures de base.

Pour cette raison et parce que les données collectées montrent que la famille est en Guinée le filet protecteur auquel chaque individu fait recours lorsque sa situation s'aggrave, il s'avère essentiel de faire de la famille l'une des portes par laquelle se fait la lutte contre la pauvreté. Pour que cela soit, il est essentiel dans un premier temps de doter le Ministère en charge de la famille, notamment la direction qui en assure la responsabilité, des moyens logistiques pour collecter et diffuser des informations sur les familles. Cette collecte et diffusion doivent aussi permettre à l'État et ses partenaires au développement d'avoir accès à une base fiable sur les familles en charge des personnes âgées et des handicapées.

Dans un second temps, il est essentiel de doter et de financer le Ministère en charge de la famille d'un *fonds de solidarité et d'aide à l'entreprenariat familiale*. Ce fonds pourrait être financé par l'État guinéen, les donateurs nationaux qui lutteraient ainsi contre la mendicité, les partenaires au développement et le fonds mondial de solidari-

té créée par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'appel à des donateurs nationaux doit être fondamental dans le financement de ces fonds. Il faudra pour cela promouvoir la solidarité africaine entre les générations et les catégories sociales qui composent la Guinée.

Ce fonds ainsi constitué pourrait assurer trois missions essentielles :

1. L'aide à la formation de plus d'un membre par famille pour les familles en situation d'extrême pauvreté ;
2. L'accès au crédit de plus d'un membre par famille pour les familles en situation d'extrême pauvreté
3. Une sécurité sanitaire pour les familles nombreuses, pauvres avec des personnes âgées et les handicapées.

Dans le domaine de la recherche, l'atelier de validation de la présente recommande une autre étude situationnelle sur la famille en Guinée avec une taille plus grande de l'échantillonnage pour une meilleure prise en compte des mutations au sein des familles. Dans le cadre du changement de comportement et attitudes des parents, l'atelier recommande de :

1. Renforcer l'éducation des enfants par la mobilisation sociale ;
2. Renforcer le partenariat entre le MASPFE, le MEPU/EC, ONG, associations et projets évoluant dans le domaine de l'éducation ;
3. Renforcer la sensibilisation des autorités parentales à travers un contrôle rigoureux des loisirs des enfants (sorties, chaînes TV, gadget, sport dans la rue, clans) ;
4. Vulgariser l'éducation sexuelle des adolescents au sein des familles en mettant l'accent sur l'existence des IST/VIH/SIDA et l'utilisation du préservatif ;
5. Dans le cadre de la survie de la famille, l'atelier demande à l'État la prise en charge du condom féminin ;
6. Faire un plaidoyer auprès des partenaires au développement pour la subvention du préservatif féminin ;
7. Encourager les parents à mieux faire faire connaître leur village à leurs enfants ;

8. Revaloriser les mœurs et les coutumes traditionnelles (contes, légendes, devinettes, etc.).

La lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (MST) et le SIDA sont aussi une priorité nationale. Les succès dans les campagnes sont attestés par un recul léger, mais réel du taux de séroprévalence dans le pays. La présente étude sur la famille indique très clairement le poids de la famille dans la diffusion et la sensibilisation de ses membres, notamment les enfants, sur les MST et le SIDA. Il apparaît essentiel de proposer une stratégie de communication sur les MST et le SIDA axée sur la famille et particulièrement la mère. Si la préoccupation des mères est d'empêcher les grossesses précoces et non désirées, il est essentiel que la communication mette au centre que le préservatif est le meilleur protecteur possible contre cette honte familiale.

Les données indiquent très clairement que les familles sont conscientes de l'avantage de la scolarisation des enfants. Elles sont conscientes que l'école est un vecteur de changement et de promotion sociale. Le maintien et la réussite scolaire apparaissent comme favorisés par la famille. C'est en son sein que les enfants révisent et se motivent pour la poursuite des études. Il ne sert plus rien à vanter que l'école est utile. Il faut plutôt lever les contraintes liées à la scolarisation, au maintien et à la réussite des enfants et notamment les filles. La banque de données du ministère en charge de la famille doit aussi servir à apporter une aide ciblée et en accord avec la scolarisation des jeunes filles, par exemple.

L'affaiblissement de la famille a des conséquences lourdes. Le couple se disloque, l'enfant perd ses repères et l'école perd de sa quiétude, la rue devient une jungle et les prisons se remplissent. Par des mesures législatives et de promotion, il faudra que la Guinée protège et renforce les liens au sein des familles. Tout affaiblissement de la famille aura des conséquences lourdes sur la survie même de la nation.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Annexe

Guide d'entretien (fils/filles, père et mère)

[Retour à la table des matières](#)

A. TYPES DE COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DES PARENTS VIS-A-VIS DES ENFANTS

Item 1 : Encadrement des enfants et discrimination de genre au sein de la famille

Qui surveille vos travaux de révision? (Quelque soit la réponse, il faut demander des explications)

Le nombre d'heures moyen de révision que vous avez ;

À quelle heure vous couchez-vous ?

Quelles sont les sanctions auxquelles vous les enfants êtes soumis par vos parents ? (Quelque soit la réponse, il faut demander des explications et s'assurer d'une description exhaustive pour chaque cas de fautes sanctionnées) ;

Les sanctions des garçons sont-elles différentes de celles des filles ? (Quelque soit la réponse, il faut demander des explications) ;

Qui parle, habituellement, avec les garçons lorsqu'ils ont des problèmes dans le quartier ? (Quelque soit la réponse, il faut demander des explications) ;

Qui parle, habituellement, avec les filles lorsqu'elles ont des problèmes dans le quartier ? (Quelque soit la réponse, il faut demander des explications) ;

Qui a pris cette année en charge vos frais de scolarité ?

Dans quelles circonstances vos parents et vous discutez des problèmes d'éducation ? (Quelque soit la réponse, il faut demander des explications) ;

Item 2 : Prise en charge des enfants

Qui accompagne dans votre famille, habituellement, les enfants à l'hôpital en cas de maladie ;

Vous couchez à combien par chambre ?

Charge vestimentaires ;

Charge transport scolaire.

Vos frères et sœurs couchent-ils dans la même chambre ?

B. MODERNISATION ET NORMES CULTURELLES TRADITIONNELLES

Item 1 : Exposition aux médias et changements de comportements

Item 2 : Normes traditionnelles et modernes

Item 3 : Transaction Matrimoniale des enfants

À quel âge vous ou votre sœur s'est-elle mariée ?

À quel âge vous ou votre frère s'est-il marié ?

Comment s'est opéré le choix du conjoint de votre frère ? (Expliquez) ;

Vivez-vous dans la même concession que vos parents (si marié) ;

Quels sont les travaux domestiques qui sont à la charge des enfants au sein de votre famille ?

C. LA FAMILLE GUINÉENNE ET LA SOLIDARITÉ

Vivez-vous avec vos parents (père, mère, tante ou oncle, etc.) ? (Indiquez lesquels) ;

Quel est l'âge des parents avec lesquels vous vivez ?

Qui aide vos parents dans leurs besoins ?

Y a-t-il des personnes handicapées dans votre famille ?

Qui aide les personnes handicapées de votre famille dans leurs besoins physiologiques ?

Quelles sont les aides que vous souhaitez obtenir de l'État pour mieux assurer l'aide à vos vieux grands-parents/parents ?

Quelles sont les aides que vous souhaitez obtenir de l'État pour mieux assurer l'aide aux personnes handicapées ?

Solidarité avec les parents de la ville et du village ;

Solidarité avec les parents pauvres (éducation des enfants, soins médicaux) ;

Solidarité lors des cérémonies.

D. LES PERCEPTIONS ET LES ATTITUDES DES PARENTS VIS-A-VIS DE LA FAMILLE GUINEENNE ACTUELLE ;

Item 1 : Famille ancienne

Composition

Règles de fonctionnement,

Normes ;

Rôle des membres ;

Item 2 : Famille actuelle

Composition

Règles de fonctionnement,

Normes ;

Rôle des membres ;

Différences avec famille ancienne ;

Stabilité ;

Changement ;

Contraintes

Item 3 : Famille idéale

Composition

Règles de fonctionnement,

Normes ;

Rôle des membres ;

Souhaits pour famille idéale.

Guide d'entretien de groupe

[Retour à la table des matières](#)

A. TYPES DE COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DES PARENTS VIS-À-VIS DES ENFANTS

Signification de la famille au sein de la communauté

Item 1 : Encadrement des enfants et discrimination de genre au sein de la famille

Item 2 : Prise en charge des enfants

B. MODERNISATION ET NORMES CULTURELLES TRADITIONNELLES

Item 1 : Exposition aux médias et changements de comportements

Item 2 : Normes traditionnelles et modernes

Item 3 : Transaction Matrimoniale des enfants

C. LA FAMILLE GUINÉENNE ET LA SOLIDARITÉ

Item 1 : Parents âgés

Item 2 : Parents handicapés

Item 3 : Parents habitants Ville/Campagnes

Item 4 : Parents pauvres (éducation des enfants, soins, ect.)

D. LES PERCEPTIONS ET LES ATTITUDES DES PARENTS VIS-À-VIS DE LA FAMILLE GUINÉENNE ACTUELLE

Item 1 : Famille ancienne

Composition

Règles de fonctionnement,
Normes ;
Rôle des membres ;

Item 2 : Famille actuelle

Composition
Règles de fonctionnement,
Normes ;
Rôle des membres ;
Différences avec famille ancienne ;
Stabilité ;
Changement ;
Contraintes

Item 3 : Famille idéale

Composition
Règles de fonctionnement,
Normes ;
Rôle des membres ;
Souhaits pour famille idéale.

Étude situationnelle sur la famille en Guinée

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

ASSIER-ANDRIEU Louis. « Le play et la famille-souche des Pyrénées : politique, juridisme et science sociale », Annales ESC, 1984, 3, mai-juin, p. 495-512.

BAH, Kadiatou, (1989); « Contribution de la femme à l'économie familiale dans un centre urbain », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

BALDE, Abdoul (1972); « Contribution à l'étude de l'évolution des coutumes sociales peules en Moyenne Guinée », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

BANGOURA Blaise (1979) ; « L'éducation traditionnelle de la jeunesse en pays Baga cas du Baga Sitému de Boké », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

BANGOURA, Souadou (1990); « La propriété et ses modes de transmission en milieu traditionnel Baga » ; Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

CAMARA Amadou (1989) ; « Contribution à l'étude de la civilisation Djalonka, cas du Fouta-Djalón » Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

CAMARA, Abdoul (1989); « Contribution à l'étude de la civilisation Dialonka, cas du Fouta-Djalon », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

CAMARA Abdoul Gadiri, (1980) ; « Famille et mariage en milieu traditionnel landouma, » , Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

CAMARA Fodé Mamadou, (1990) ; « L'influence de la polygamie sur l'éducation des enfants », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DADOUN Roger (1975) « Wilhelm Reich et la famille autoritaire », Autrement, 3, 1975, Finie la famille ? p. 40-41.

DIALLO Aissatou Djénab (1990); « Contenu et problème de l'éducation des jeunes dans la société traditionnelle susu », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

DIALLO Fatoumata Binta (1992) ; « Approche sociologique du cadre de vie à Conakry », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIALLO Mamadou Aliou (1990) ; « L'initiation dans les sociétés traditionnelles au Fouta-Djalon », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIALLO Mamadou Saliou (1991) ; « Etude socio-économique du Haut bassin du Cavally », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIALLO Mariam 1 (1990) ; « Statut et rôle de la femme dans la société peule du Fouta-Djalon », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIALLO Mohamed Malick (1975) ; « Rites et croyances funéraires chez les fulbhe de la moyenne Guinée » Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIALLO Ramatoulaye (1988) ; « Monographie historique du bagataye de la région Administrative de Boké, des origines à 1958 », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIALLO Thierno Amadou (1980) ; « Histoire et civilisation Soso de Kindia », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DIASSEN Y Dorank Assifat (1972) ; « Essai d'analyse des changements socio-économiques et culturels intervenus au pays Ugnè », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

DURKHEIM Émile (1888) ; « La famille conjugale : Introduction à la sociologie de la famille », Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux, N°10, Bordeaux, France.

DURKHEIM Émile (1990) ; « la famille conjugale » Revue philosophique, N° 90. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

DURKHEIM Émile (1975) ; « Fonctions sociales et institutions », Les Éditions de Minuit, Paris.

GEOPOGUI Irène Bakary (1989) ; « Contribution à la connaissance sociologique du monde Loma », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

HERITIER Françoise (1978), « Famille », Enciclopedia Einaudi, vol, 6.

IFONO Aly. Gilbert (1975) ; « Histoire et civilisation du groupement des kisia, des origines à la colonisation », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

KELLERHALS Jean, TROUTOT P.Y et LAZEGA E. (1984) « Microsociologie de la famille », Collection « Que sais-je ? » PUF, Paris.

LE PLAY Frédéric (1855) ; « Les Ouvriers européens. Etudes sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe », Imprimerie Impériale, Paris.

LE PLAY Frédéric, (1871), « L'Organisation de la famille suivant le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et de tous les temps », Tours, Mame, France.

LEVI-STRAUSS Claude, (1979), « La Famille », textes de et sur Claude Lévi-strauss, réunis par R.BELLOUR et C.CLEMENT, Gallimard, Paris.

MARTINE Segalen, (1988) ; « La sociologie de la famille », Armand Colin, Paris, France.

MICHEL Andrée, (1970), « Sociologie de la famille », Mouton, Paris.

MICHEL Andrée, (1972), « Sociologie de la famille et du mariage », PUF, Paris.

Ministère de la Justice, (2004) ; « Code des personnes et de la famille », Conakry, Guinée.

Ministère des Affaires Sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance, (2004) ; « Communication ministérielle à l'inter commission des lois, de l'emploi, de la Fonction publique et des Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale », Conakry, Guinée.

Miriya, revue des sciences économiques et Sociales IPGAN – Spécial 75 Conakry, Guinée.

NABE Mamady (1990) ; « Le fondement sociologique de la famille dans la société traditionnelle Maninka du Hamana », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

ORGANISATION MONDIALE DE LA FAMILLE et Al. (2004) ; « World Family Summit », Sanya, Chine.

SAKO Mohamed (1988) ; « Etude sociologique de quelques problèmes liés à l'instabilité des foyers conjugaux », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée.

SAOROMOU Jean François (1975) ; « Rites et croyances funéraires Kpèlè », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

SOUARE Aboubacar (1979) ; « L'éducation dans la société Bassari traditionnelle », Mémoire de Diplôme d'études supérieures, Conakry, Guinée

UNION AFRICAINE, (2004) ; « Conférence régionale sur la famille en Afrique », Cotonou, Bénin.

UNION AFRICAINE, (2005), « La famille africaine dans le nouveau millénaire », Addis-Abeba, Ethiopie.

UNFPA (2004) ; « Examen des stratégies de mise en œuvre », Cotonou, Bénin.

UNICEF et al. ; (2004), « Plan d'action sur la famille en Afrique », Cotonou, Bénin.

Fin du texte